Histoire
&
Traditions populaires

Histoire et Traditions Populaires

Bulletin publié par le
Foyer Rural du Billot
22, route de Beauvoir
14170 Saint-Pierre-en-Auge

www.lebillot.org

Numéro de juin 2024 - n°153
Abonnement et adhésion à l'association : 22€
(pour un envoi du bulletin par La Poste : ajouter 10€)

Conseil d'administration / Comité de publication :
Présidente : Maÿ Chanu - Vice-Président : Dominique Bordeaux
Trésorière : Arlette Bouillé - Trésorier adjoint : Michel Sady
Secrétaire : Christophe Robert - Secrétaire adjointe : Paule Bricon

Membres : Liliane et Lucien Bertrand, Emmanuel Bresson, Yvon Bouillé, Thierry Bricon, José Castel, Mercé et Florent Chaboissier, Michel Chanu, Jean-Yves Chazal, Michel Clémence, Claire Coeuret, Marcel Coulon, Pierre Ferrand, Roselyne et Jean-Pierre Gallou, Mauricette Godet, Fred Guais, Marianne Guilhou, Chantal et Gérard Guillin, Guy Hardouin, Daniel Lalizel, Majo Lecerf, Annie et Jean-Noël Motte, Christophe Maneuvrier, Danie Maneuvrier, Françoise et Jean-Paul Meckert, Annie Noret, Odile Plékan, Yves Robert, Adeline Robieu, Fabienne et Olivier Storez, Franck Tirard, Évelyne Tosello, Françoise Tramblais.

Mise en page du bulletin : Maud Thielens

En couverture : La gare de Saint-Pierre-sur-Dives (archive privée – coll. Jacqueline Martin)
4e de couverture : Saint-Pierre-sur-Dives, la rue du Bosq. Carte postale, coll. part.

Sommaire

Avant-propos p.5

Compte-rendu de l'Assemblée générale p.7

80e ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION

Mes souvenirs de la guerre 1939-1944 p.13
Gérard Blaise

Souvenirs de l'été 1944 p.23
Christiane Girard

Souvenirs de la Seconde Guerre mondiale p.28
Claude Ropiquet

La Libération de Saint-Julien-le-Faucon p.34
Camille Asse - Pierre Le Bon

Ils s'appelaient Eugène, Julien, Albert, ... p.42
Christophe Robert

Le 6 juin 1944 à Caen p.49
Jean Desloges

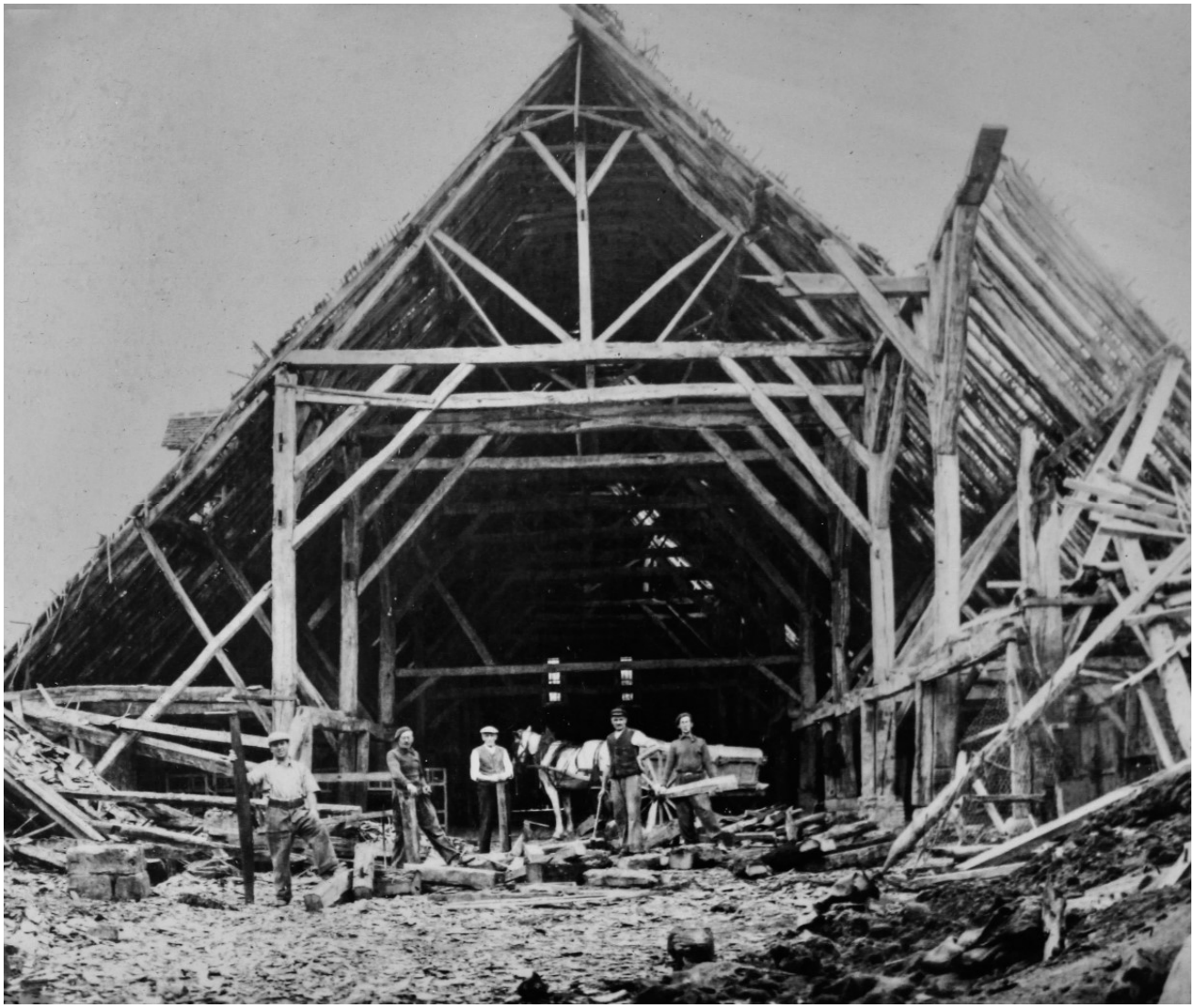
Maurice Schuman a libéré la Normandie p.52
Yves Robert

Les épiceries de Saint-Pierre-sur-Dives (1950-1960) p.56
José Castel

Petites histoires de roses p.60
Christiane Dorléans

La maison de retraite Saint-Joseph - troisième partie p.66
Marcel Coulon

Toponymie d'Hiéville p.82
Dominique Fournier



1944 : Ouvriers dans les décombres de la halle de Saint-Pierre-sur-Dives.
Coll. part.

AVANT-PROPOS

Notre Foyer Rural a tenu son Assemblée Générale le 24 Février dernier devant un auditoire fourni. Vous en trouverez le compte rendu dans le présent Bulletin. Vous verrez que les projets ne manquent pas, y compris les plus modernes avec la mise en ligne de l'ensemble des Bulletins publiés par le Foyer depuis tant d'années. Jack Maneuvrier serait probablement fier de cette innovation qui permettra à chacun de consulter cette exceptionnelle mine d'informations !

80ème anniversaire oblige, ce numéro 153 est en grande partie constitué de témoignages locaux exceptionnels que nous avons collectés récemment à propos des années de la guerre 1939 – 1945 et, en particulier, sur la période autour du débarquement. Il s'agit pour l'essentiel de souvenirs, le plus souvent directs, qui rendent cette période historique particulièrement concrète pour la plupart d'entre nous qui n'avons pas vécu ces années de guerre. Ils sont le prolongement du Bulletin Numéro 6 paru à l'occasion du 40ème anniversaire du débarquement en Normandie et qui était intégralement consacré à la 2ème guerre mondiale. Nous vous invitons à relire également ce numéro paru il y a 40 ans !

Nous vous proposons aussi, dans ce Bulletin, d'autres articles passionnants et originaux comme celui sur les roses anciennes écrit par Christiane Dorléans ou le 3ème épisode sur la maison de retraite Saint-Joseph par Marcel Coulon qui retrace l'histoire de ce lieu important de Saint-Pierre-sur-Dives. N'oublions pas les souvenirs de José Castel à

propos des anciennes épiceries pétruviennes et une étude de toponymie de la commune de Hiéville par Dominique Fournier qui servira de référence aux historiens locaux.

Le Forum, que nous organiserons le dimanche 11 août, proposera le matin des interventions en complément de ces écrits. Nous vous y attendons nombreux avant de faire la fête aux « savoir-faire » que nous mettrons comme chaque année en valeur l'après-midi.

Une dernière chose : notez bien dans vos agendas la « Journée Manoirs » le dimanche 29 Septembre et la « Fête de la Pomme » le samedi 19 Octobre. On vous y attend nombreux !

Bonne lecture !

L'équipe du Foyer Rural du Billot.
Juin 2024

COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU FOYER RURAL DU BILLOT

Samedi 24 février 2024

1. Rapport d'activité 2023

L'année 2023 a été l'occasion de procéder à la remise en état du « musée de l'École ». Ce travail s'est avéré d'autant plus utile que plusieurs projets sont en cours de préparation afin de mettre en valeur cette pièce et faire connaître le Foyer Rural à un plus large public.

Cette année a également été marquée par la réalisation, la publication et la diffusion de deux numéros du Bulletin du Foyer : le premier, au mois de juin 2023, était en partie consacré à l'école d'autrefois ; le second, publié au mois de décembre 2023, privilégiait le thème de la pomme.

2023 aura également été l'occasion de réaliser un important travail de numérisation de l'ensemble des 160 bulletins du Foyer depuis sa création. Ce travail, supervisé par Marcel COULON avec l'aide précieuse d'Agnès Beaufils et de la MAPS, a permis de mettre sur fichiers numériques l'équivalent d'un peu plus de 15 000 pages en format pdf afin de pouvoir envisager les conditions de leur accès en ligne. Un travail d'indexation des articles et des thèmes a été effectué à cette occasion.

Au titre des activités « événementielles », nos trois principaux rendez-vous ont tenu leurs promesses :

• Le Forum du Foyer, organisé le 13 août 2023, l'occasion de faire découvrir le musée de l'École à près de 150 visiteurs ;

• La traditionnelle journée « Manoirs », organisée le 24 septembre 2023, a permis de faire découvrir quatre richesses patrimoniales locales, à savoir le Manoir du Marescot à Montpinçon, le Château de la Rivière à Saint-Martin-de-Fresnay, ainsi que deux manoirs à Vieux-Pont-en-Auge ;

• La Fête de la Pomme a eu lieu le 21 octobre 2023. Cet évènement est co-organisé avec l'association des parents d'élèves de l'école d'Ammeville, la commune de Saint-Pierre-en-Auge et les associations locales RPVO (Randonnée et Patrimoine de la Viette et de l'Oudon), Montviette nature et le Foyer Rural du Billot.

Au total, près de 400 visiteurs auront découvert l'exposition du Foyer et son musée de l'école (147 lors du Forum, 136 lors de la Fête de la Pomme, 30 élèves d'une école de Lisieux, 20 membres des Cœurs Joyeux et 50 élèves du Lycée agricole du Robillard).

Ces événements sont régulièrement présentés sur Internet, non seulement sur le site Web du Foyer rural www.lebillot.org, mais également sur une page Facebook dédiée tenue par Mercédès Chaboissier.

2. Présentation des comptes

Les comptes de l'association font apparaître un très bon résultat témoignant d'une gestion rigoureuse des dépenses du Foyer. Pour l'année 2023, le total des recettes s'élève à 7 056,01 euros et 6 855,97 euros de dépenses, soit un résultat positif de 200,04 euros.

Au 31 décembre 2023, les avoirs du Foyer rural s'élèvent à 12 426,54 euros. Il est rappelé que l'existence d'une telle réserve est rendue indispensable du fait que le Foyer Rural est propriétaire du bâtiment constituant son siège.

3. Projets 2024

Plusieurs projets importants sont envisagés pour l'année 2024 :
• la mise en ligne des bulletins sur le site web du Foyer ;
• l'amélioration des locaux du Foyer ;
• l'organisation du Forum des Savoir-faire et des Traditions populaires prévu le dimanche 11 août 2024 ;
• la Journée Manoirs qui se tiendra le dimanche 29 septembre 2024 ;
• la Fête de la Pomme prévue le samedi 19 octobre 2024 (date à confirmer).

Afin de pouvoir mener à bien ces projets, il a été demandé plusieurs subventions, à savoir 500,00 € de la Communauté d'agglomération Lisieux Normandie, 600 euros de la commune nouvelle de Saint-Pierre-en-Auge et 5 000 euros au titre du Fonds pour le Développement de la Vie Associative (FDVA). Les décisions, en réponse à ces demandes, devraient être connues dans les prochains mois.

4. Election du tiers sortant du Conseil d'administration

Il est ensuite procédé à l'élection du tiers sortant du Conseil d'administration du Foyer rural.
Sont ainsi renouvelés :
Claire COEURET, Daniel LALIZEL, Fabienne STOREZ, Olivier STOREZ, Florent CHABOISSIER, Mauricette GODET, Annie MOTTE, Christophe ROBERT, Evelyne TOSELLO.

A noter que deux nouveaux membres font leur entrée au Conseil d'Administration : Emmanuel BRESSON et Fred GUAIS, témoignant ainsi d'une volonté commune de rapprocher les équipes et le travail des associations locales dans un intérêt collectif partagé.

Le nouveau bureau du Foyer rural est composé comme suit :

Présidente : Maÿ CHANU
Vice-Président : Dominique BORDEAUX
Secrétaire : Christophe ROBERT
Secrétaire adjointe : Paule BRICON
Trésorière : Arlette BOUILLE
Trésorier adjoint : Michel SADY

L'assemblée générale du 24 février 2024.
Photographie de Marianne Guilhou.

80e ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION

1944 - 2024

Mes souvenirs de la guerre
1939 – 1944

par Gérard BLAISE

A cette époque, mes parents habitaient à Saint-Pierre-sur-Dives, rue de l'Eau, en face des bâtiments de la tannerie Cœuret, dans une maison encore existante aujourd'hui, près du Manoir de l'Élu. Je suis né dans cette maison le 22 avril 1936. Mon père Lucien travaillait à la tannerie comme mécanicien responsable de l'entretien des ensembles mécaniques et des machines de production. Ma mère avait un emploi à la pharmacie Costey en ville et elle s'occupait des travaux ménagers.

De 1939 à juin 1940 : « Drôle de guerre » et exode

A presque quatre ans, avec ma mémoire débutante, j'ai le souvenir du premier passage du Père Noël qui m'apporta un vélo tricycle rouge. Ce fut peut être mon meilleur Noël, mais la question de savoir comment le Père Noël le descendit dans la cheminée me tracassa longtemps ! Un autre souvenir important fut celui de la Citroën C4. Cette voiture avait brûlé et mon père travaillait souvent le soir pour la remettre en état. En quelques mois, début 1940, elle était prête, comme neuve !

Après la « drôle de guerre », l'encerclement des troupes alliées et la débâcle française, tout changea et notre façon de vivre aussi ! La tannerie Cœuret était considérée par l'Etat français comme stratégique car les cuirs produits à Saint-Pierre étaient indispensables pour les équipements militaires (chaussures, vêtements, équipements, gants, sangles, …). Le personnel spécialisé pour le fonctionnement de l'usine était de ce fait « mobilisé » sur place.

Le gouvernement français avait un « plan B » qui se mit en place dans l'urgence, la rapidité de l'avance allemande compliquant la situation. L'usine devait déménager. Le point de repli s'appelait Tiffauges, commune de Vendée près de Cholet et traversée par la Sèvre Nantaise, en bordure de l'usine sommairement équipée.
Le directeur de la tannerie de Saint-Pierre, après accord avec le personnel réquisitionné, pris la décision de partir vers Tiffauges avec les voitures et camions disponibles le plus rapidement possible. L'urgence évidente transformait l'organisation en système D.

Avec les voitures du personnel, un car et des camions surchargés, notre convoi rejoignit « l'exode ». Nous n'étions pas seuls sur la route. Des familles marchaient avec leurs animaux, d'autres utilisaient des vélos, des poussettes, des carrioles avec des chevaux. Tous les moyens étaient utilisés. Notre voiture était remplie de toutes sortes d'objets, de ravitaillement et de bidons d'essence. Ce voyage a duré 3 ou 4 jours. Nous avons eu plusieurs passages de « Stukas » de la Luftwafe au-dessus du convoi faisant fonctionner leur sirène épouvantable, tout le monde s'arrêtait et se précipitait dans les fossés, mais jamais de tirs ni de bombes. Après l'alerte, tout le monde reprenait sa place dans le convoi.

Enfin, une fois arrivés à Tiffauges, nous avons eu la surprise de savoir que des troupes allemandes étaient à Nantes et à Cholet ! Cette période fut un immense capharnaüm, une pagaille indescriptible dont je garde toujours le souvenir.

Retour à Saint-Pierre !

Le plan « B » n'existait plus, le retour à Saint-Pierre se préparait, le plein d'essence fut encore possible avant que les cuves ne soient vides. Le retour dura 2 ou 3 jours à cause de la foule déboussolée circulant dans tous les sens. La principale difficulté fut de passer les rivières car des militaires français avaient détruit les ponts ... ce qui n'avait pas stoppé les allemands !

Des ponts en bois sur des barques remplaçaient les ponts en pierres. Les voitures roulaient à faible vitesse avec de grands espaces entre elles. C'était la première fois que nous avons vu des soldats allemands, ils assuraient le service d'ordre à la place de la gendarmerie française. Tout se déroula dans le calme. Mes parents ont pensé que les allemands souhaitaient prendre un contact rassurant avec la population inquiète de les voir chez nous.
Au moment de passer devant un soldat en uniforme avec ses bottes, son casque sur la tête et le fusil Mauser à l'épaule, il nous fit signe de nous arrêter. Il me tendit par la portière un bonbon que ma mère me dit de prendre et nous avons traversé la rivière. Ma mère dit à mon père : « Ca ne commence pas trop mal ! »

Hélène Blaise
(la mère de Gérard)

La vie quotidienne pendant l'occupation : 1940 - 1944

Après le retour de l'expédition de Tiffauges et l'arrivée à Saint-Pierre-sur-Dives, nous avons dû, avec toute la population nous adapter à la réalité, avec un pays occupé et des conditions de vie différentes et beaucoup plus précaires. L'armée allemande avec sa « Kommandantur » imposait sa loi.
En ce qui concerne le travail, la tannerie reprenait ses activités et une grande part de la production était en priorité destinée à l'Allemagne. Toutes les entreprises agricoles devaient fournir un prélèvement obligatoire à l'Allemagne sur leurs productions et récoltes.
Beaucoup d'achats se faisaient avec des tickets de rationnement pour les fournitures et la nourriture quand les stocks n'étaient pas épuisés.

Le fait d'habiter dans un bourg à proximité du Pays d'Auge permettait de moins manquer de produits que les citadins. Mon père a eu la chance de garder son travail jusqu'à la libération mais, fin 1942 et en 1943, les occupants ont instauré le Service du Travail Obligatoire (S.T.O.) et un fort pourcentage d'hommes quitta l'usine pour partir travailler en Allemagne. Ma mère perdit son emploi à la pharmacie dont l'activité était réduite au minimum.

Nous avons déménagé rue de la Dives dans une maison plus grande qui permit à ma mère d'ouvrir un salon de coiffure afin de pouvoir ajouter un complément financier au salaire de mon père. La maison était très proche de la grande école communale publique.
A partir de 1943, des contraintes nouvelles s'installèrent. Les ennuis militaires allemands commençaient à devenir importants pour le troisième « Reich » et les conséquences se répercutaient sur la population française.

Lucien Blaise
(le père de Gérard)

L'essence pour les véhicules, d'abord rationnée, devenait chère et introuvable. Mon père transforma la C4 en l'équipant d'un « gazogène » fabriqué par ses soins et avec lequel la voiture arrivait à rouler !
Ma mère se ravitaillait en produits pour ses coiffures à Caen et se déplaçait avec un vélo qui devait être déclaré et immatriculé à la Kommandatur. Une plaque métallique gravée réglementaire pour contrôler l'identité du propriétaire devait être fixée au cadre du vélo.

La vie mouvementée de la C4

L'occupant décida de visiter les habitations, les fermes, les garages et tout ce qui pouvait contenir du matériel récupérable, les métaux en particulier et surtout les cuivres, bronzes et laitons ainsi que les véhicules automobiles.

Le démontage de la C4 fut réalisé en quelques heures par mon père et ses copains de travail. Les éléments (moteur, boîte de vitesse, batterie, roues, dynamo, etc.) furent camouflés sous les écorces de tan (écorce de chêne) de la tannerie. Le jour où les allemands demandèrent à mon père d'ouvrir le garage, ils ne trouvèrent qu'une épave montée sur cales et soigneusement empoussiérée. La C4 resta dans cet état jusqu'au Débarquement et ressuscita après la Libération encore plus belle qu'avant après cette triste aventure !

Le temps de la pénurie

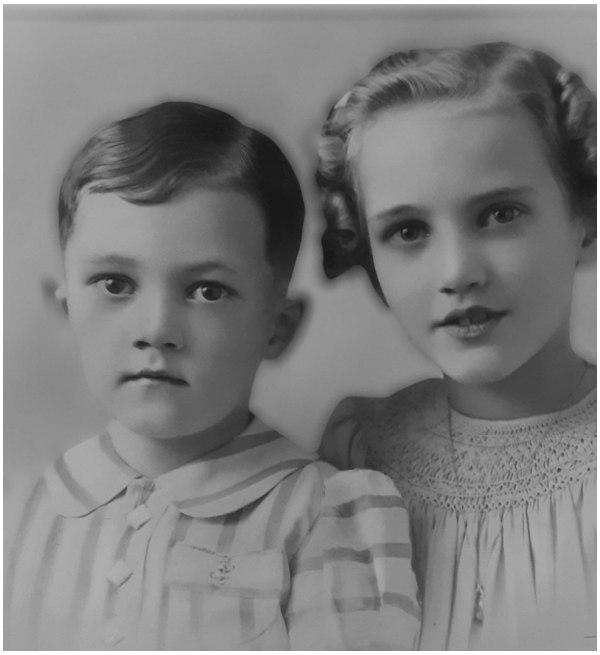
Tout devenait difficile, surtout à partir du milieu de l'année 1943 : Stalingrad, les Alliés et le mur de l'Atlantique en construction pesaient sur l'Allemagne nazie et évidemment sur la population normande.
Bien entendu tout le monde souffrait de la situation, mais en dehors de quelques personnes pouvant faire du « marché noir », la solidarité entre habitants et voisins était réelle. Les personnes qui pouvaient aider leurs amis pétruviens ou des environs ne manquaient pas à ce devoir.

Certaines denrées ou articles disparurent totalement et furent remplacés par des « ersatz » : topinambours, rutabaga ou chicorée à la place du café, salsifis, saccharine, etc … Même avec des tickets nous avions du mal à acheter des chaussures en cuir. Celles avec des semelles articulées en bois étaient à la mode. Après un apprentissage, on arrivait à se déplacer avec !!! Nous ne trouvions plus de pneus ni de chambres à air pour les vélos. Les plus débrouillards fabriquaient des

pneus avec des tuyaux en caoutchouc remplis de sable. Bravo pour le confort du pneu plein !

Mr Leprieur, directeur de l'usine, donna la possibilité au personnel de la tannerie de cultiver un terrain agricole afin de produire de belles pommes de terre pour remplacer les topinambours. Plusieurs corvées pour enlever les doryphores étaient indispensables avant la récolte. Je me souviens d'avoir été embauché souvent les jeudis ! « Pas d'école le jeudi mais ramassage de doryphores l'après-midi ».

En 1943, ma sœur et moi, nous allions à l'école communale, sans toutefois pouvoir pénétrer dans cette belle et grande école. En effet, les mouvements de troupes allemandes de plus en plus fréquents, celles-ci recherchaient des grands logements pour les transformer en casernes en dressant dans la cour de récréation un grand drapeau nazi et en peignant à la place des tableaux des classes de grandes croix gammées.



Gérard Blaise et sa soeur en 1943.

Notre maison était distante de seulement 100 mètres de la « caserne ». La discipline allemande nous évitait d'être trop gênés. Nous avons eu droit plusieurs soirs d'été à des petits concerts d'accordéon et d'harmonica réussis exécutés par des soldats tyroliens, une surprise musicale bien accueillie. Probablement le meilleur souvenir des soldats allemands avant leur départ !

Pour aller à l'école, nos classes étaient éparpillées suivant les disponibilités aux quatre coins de Saint-Pierre. Cette situation dura jusqu'à la libération, nos professeurs arrivèrent à nous apprendre à lire, à écrire et à compter. Nos professeurs ne baissaient pas les bras : merci à elles et à eux !

La Résistance s'organise avant le Débarquement

Cette période commence à la fin de 1943 jusqu'au 6 juin 1944. Les informations que les adultes pouvaient entendre ou lire jetaient la confusion parmi la population. La méfiance entre voisins, les journaux, les nouvelles et informations diffusées par Radio Paris étaient censurées par les autorités allemandes. En réussissant à capter la B.B.C. on pouvait entendre : « Ici Londres, les français parlent aux français » mais aussi : « Radio Paris ment, Radio Paris ment. Radio Paris est allemand ».

A partir de cette période, l'occupation allemande transforma l'attitude de la population. La majorité des gens vivaient en « rasant les murs » comme pour éviter de possibles ennuis ou de mauvaises rencontres. Il y avait aussi quelques profiteurs, plus ou moins collaborateurs, rendant service aux occupants ! Des personnages dont on se méfiait.

Beaucoup plus rares, quelques français espérant la victoire des alliés eurent un comportement différent. Mon père et quelques amis qui, comme lui, n'avaient pas eu le malheur d'être envoyés en Allemagne eurent ce comportement courageux et risqué. Dans le récit qui va suivre, j'ai vécu certains moments, mais d'autres m'ont été rapportés plus tard, principalement par mes parents. Un gamin de 8 ans à la fois bavard et très curieux ne devait rien savoir de ce que mon père et ses amis faisaient. C'était trop dangereux.

Le déroulement des évènements

La France Libre du Général de Gaulle avait mis en place des réseaux de résistance tels que les « Forces Françaises de l'Intérieur ». Des groupes se créèrent dans la clandestinité avec des ramifications dans toute la Normandie. Un groupe dans le canton de Saint-Pierre-sur-Dives se mit en action, avec une demi-douzaine de volontaires dont mon père. Un système d'organisation et de communication dont j'ignore encore tout le fonctionnement et donnait « secrètement » les instructions.

Les renseignements sur la ligne de défense allemande et les mouvements de troupes étaient confiés à un responsable compétent qui avait pour mission de les transmettre de l'autre côté de la Manche. L'armée allemande savait qu'un débarquement allié se préparait sans savoir quand et à quel endroit cela aurait lieu. Le travail confié au groupe F.F.I. de mon père avait comme mission primordiale de récupérer des parachutages d'armes larguées de nuit dans un espace éloigné de toute présence. Ensuite, les armes étaient cachées pour servir aux F.F.I. à aider l'armée anglaise le jour de leur arrivée.

L'organisation avait établi un calendrier. Un moyen devait être mis en place pour communiquer. Ce fut un « poste à galène », fabriqué par mon père, qui était installé dans le grenier de notre maison et qui permettait de capter les messages codés diffusés une première fois à l'aide du poste. Mon père écoutait aux heures prévues et, si le message était diffusé, cela confirmait le parachutage suivant le calendrier initial. Le type de message utilisé était : « Bernadette cueille des marguerites, je répète, Bernadette cueille des marguerites ».

Dès réception du message, on savait le jour et l'heure du passage pour le parachutage, toujours de nuit. L'opération commençait. Le terrain rectangulaire était balisé par quatre F.F.I. avec quatre lampes de poche munies de curseurs, un bleu et un rouge sur chaque coin du terrain. Les pilotes anglais savaient se diriger vers le point de largage du parachute qui était balisé par les quatre lampes de poche. Plusieurs passages d'avions eurent lieu sans largage. Deux seulement ont réussi. Le parachute en soie vert olive portait un conteneur cylindrique en tôle contenant les armes et munitions.

La crainte de voir arriver des Allemands ayant entendu l'avion précipitait la manœuvre. Le conteneur était ouvert, vidé, tout le matériel, le cylindre et le parachute étaient dirigés vers le petit bois du « Violon » ou une cachette les rendait invisibles. Pour rentrer chez eux, les quatre copains attendaient patiemment le lever du jour pour reprendre leurs vélos, comme des ouvriers allant au travail. Cette indispensable précaution évitait les rencontres indésirables et les possibles soupçons.

Ensuite, après plusieurs jours et par un chemin peu fréquenté, les armes revenaient se cacher dans les greniers sous les écorces de tan de la tannerie à Saint-Pierre-sur-Dives. Il y avait des révolvers, des mitraillettes, des explosifs, des balles et des grenades mais aussi des chocolats ! Merci les Anglais !

On peut supposer que les Allemands entendirent le passage des avions mais le largage étant distant de plus de quatre kilomètres de leur caserne, ceci limitait les risques.

Plus tard, j'ai demandé à mon père avec quels avions venaient les Anglais ? Il m'a répondu qu'il ne les avait jamais vus. Tout se passait si vite, et la nuit, et je n'en sais toujours pas plus aujourd'hui. Le groupe F.F.I ne fut jamais inquiété.

Le Débarquement ... et la Libération

Parcourir les 40 kms pour les Alliés depuis la côte de la Manche jusqu'à Saint-Pierre-sur-Dives ne fut pas simple. Mon père se renseignait souvent à l'aide de son poste à galène. Il savait que la Werhmacht opposait une forte résistance devant et autour de Caen face aux Britanniques. Les villes de Caen, Lisieux et Falaise, très bombardées, étaient fortement détruites. Entre Caen et Saint-Pierre, c'est la plaine céréalière difficile à défendre. C'est pourquoi les Allemands mirent autant d'énergie à tenir sur place. L'aviation alliée mitraillait et bombardait tous les jours, ils lançaient aussi des tracts demandant à la population de partir.

Vers la fin du mois de juin, les conséquences de la bataille de Normandie sur la population amenèrent les habitants des villes et des bourgs à se regrouper en campagne vers le sud dans le Pays d'Auge. Puis, à partir de juillet, l'aviation intervenait partout. Il s'agissait de neutraliser les voies de communication, routes et voies ferrées que la Werhmacht utilisait pour alimenter le front. Saint-Pierre-sur-Dives subit une dizaine de bombardements sur les ponts de la Dives, sur la gare SNCF et les hangars de stockage.

Vers le 15 juillet, la population de beaucoup de villages de la plaine de Caen rejoignit le Pays d'Auge. Mon père tenait à rester sur place à cause

des armes cachées à la tannerie et l'écoute des messages sur le fameux poste à galène. Mais c'était dangereux et notre maison, située à 50 mètres du boulevard Colas vers la gare pris quelques bombes, tout près de l'abri qu'il avait creusé lui-même. Ma mère le décida et nous avons rejoint les premières collines en campagne vers le sud. Le désordre était complet dans la région, l'activité réduite au minimum à la tannerie et le système D et l'entraide au maximum en attendant les Anglais.

A Caen, les Anglais et les Canadiens avancèrent enfin et la percée vers Falaise commença. L'armée allemande commença à installer une défense sur les premières hauteurs du Pays d'Auge, notamment avec des chars Tigres.

L'encerclement de la 7ème armée allemande se réalisait ? Ce fut notre chance car les Allemands pour éviter d'être pris, se replièrent vers Trun et Chambois pour finir dans le « couloir de la mort » où les soldats canadiens et polonais furent héroïques.

Ainsi avec le départ précipité de la 7ème armée, la libération de Saint-Pierre-sur-Dives fut une formalité le 16 Août 1944 ! Les libérateurs furent accueillis avec une joie énorme, comme des frères et des amis et cela dura les 3 jours suivants.

Quelques avions allemands vinrent dans la soirée du 16, lâcher des bombes incendiaires qui ne causèrent pas de gros dégâts. Par contre, depuis les collines éloignées en limite du département de l'Orne, l'artillerie allemande tira à plusieurs reprises sur Saint-Pierre et sur la Halle aux grains du XIIIe siècle dont la charpente pris feu et brûla plusieurs jours.

Le lendemain, mon père et ses amis sortirent les armes et munitions « parachutées » pour les rendre à un Major de l'armée britannique. Cadeau en retour qui fut arrosé de gin et de whisky avec gâteaux, chocolats et aussi les cigarettes anglaises bien à l'abri dans des boites métalliques.

La soie des parachutes vert-olive n'a pas été rendue. Elle fut utilisée par ma mère et mes tantes qui en firent bon usage ...

Mes souvenirs de l'été 1944

par Christiane GIRARD

Je ne suis pas beaucoup sortie dans Caen durant la période de la guerre. J'étais infirmière et je logeais sur place, à la clinique. J'étais quasiment toujours au travail. Je partais à bicyclette à Saint-Pair, près de Troarn, dès que j'avais un jour de repos. Je n'ai pas souffert de restrictions alimentaires car les familles des patients nous donnaient du ravitaillement.

La nuit du 6 au 7 juin 1944

Dans la nuit du 6 au 7 juin 1944, j'ai entendu une énorme détonation : les Anglais bombardaient le quartier. Tout était cassé ; il y avait des morts et des blessés partout. La personne qui travaillait avec moi s'était enfuie et je suis restée seule avec les blessés. Des voitures et des ambulances sont arrivées pour transporter les rescapés au Bon Sauveur qui avait été épargné. Nous nous sommes retrouvés à installer par terre les blessés pour qu'ils soient soignés par les médecins.
Les nuits suivantes, nous dormions sous les matelas pour nous protéger des éclats d'obus.

Je sentais qu'il fallait que je m'échappe, que je m'en aille. Je n'avais plus de travail, plus rien, et je voulais retourner chez moi. C'est à ce moment qu'on m'a proposé de me rendre au château de Vimer, près de Vimoutiers, où un hôpital de secours avait été installé et où il n'y avait pas assez de personnel pour prendre en charge les blessés. J'ai accepté bien sûr. Je n'avais plus rien et il était nécessaire que des volontaires s'occupent sur place de ceux qui en avaient besoin.

Toutefois, étant très inquiète à son sujet, je ne pouvais pas laisser ma grand-mère Chauvin à Caen. Elle habitait alors non loin de chez mon oncle, rue Saint-Jean, où tout avait été détruit. Elle s'était réfugiée dans les bois, sur l'autre rive de l'Orne. Une voiture de la Croix-Rouge a accepté d'aller la chercher avec mon oncle Fernand. Après avoir fait traverser l'Orne à la voiture sur un pont flottant fabriqué avec des planches, nous sommes partis à Vimer avec d'autres personnes dont sœur Saint-Urbain, une religieuse qui travaillait avec moi à la Miséricorde.

Un hôpital de fortune dans le château de Vimer

Au château de Vimer : Christiane est l'infirmière
en haut à droite, rangée du haut.

Quand nous sommes arrivés au Château de Vimer, Vimoutiers avait été complètement bombardée. La Croix-Rouge de Paris était déjà à pied d'œuvre avec des internes et des chirurgiens.
Le docteur Boullard, sa femme et madame de Touchet, très dévoués, étaient aussi au travail. Il y avait énormément de personnes dans un état critique. Des Petits Chanteurs à la Croix de Bois de Caen faisaient

partie des blessés. Les gens venaient de partout et notamment de la poche de Falaise. Dans les campagnes, il y avait des morts, des hommes aussi bien que des chevaux. De jeunes volontaires se chargeaient de ramener les blessés sur des brancards, toutes les nuits. Le docteur Boullard désinfectait les plaies et le matériel pour les opérations avec de l'eau-de-vie. Les gens des alentours venaient nous ravitailler la nuit. Nous dormions dans les combles avec ma grand-mère et le reste du personnel afin de ne pas trop prendre de place dans l'espace dédié à l'hôpital de fortune.

Le 25 juillet 1944, alors qu'ils refusent de descendre de leur char, des soldats allemands nous obligent à les soigner. Puis ils repartent ensuite vers Paris. Lors de la même journée, un soldat polonais enrôlé dans l'armée allemande sort du bois. Nous l'avons caché jusqu'à la fin de la guerre.

Après quelques mois passés à Vimer, le nombre de malades et de blessés avait considérablement baissé. Je souhaitais savoir où se trouvaient mes parents. Je savais qu'ils s'étaient enfuis, comme tous les villageois habitant Troarn et ses alentours, emmenant avec eux les chariots, les chevaux et tout ce qui leur semblait utile. Alors, j'ai demandé à une amie qui travaillait avec moi de me prêter une de ces grandes capes d'infirmière de la Croix-Rouge et je suis partie à pied.

Retour vers Caen ...

Je devais récupérer ma bicyclette qui était restée à Caen. Je suis allée jusqu'à Saint-Pierre-sur-Dives à pied. J'étais complètement exténuée. C'est alors que j'ai vu une grosse voiture de guerre américaine avec deux soldats noirs. N'étant pas trop rassurée, je me suis quand même risquée et leur ai demandé s'ils voulaient bien me transporter jusqu'à Caen.

Sur le moment, je me posais la question de savoir dans quoi je m'embarquais et ils ont été corrects et très aimables. Je ne parlais pas anglais

mais ils comprenaient quelques mots de français. Ils ont accepté et m'ont montée dans leur voiture. Arrivée à la Demi-Lune, ils m'ont déposée après leur avoir dit que j'allais me débrouiller.
A Caen, il n'y avait plus que des ruines mais j'ai quand même réussi à retrouver le docteur Bonnet qui était resté au Bon Sauveur. Il avait gardé ma bicyclette. Je suis remontée dessus et me voilà repartie retrouver mes parents. Mais arrivée au niveau de la voie ferrée, ma bicyclette creva. J'ai trouvé quelqu'un pour me la réparer.

... puis à Saint-Pair et repartir pour Vimer !

Je suis enfin arrivée chez mes parents, à Saint-Pair. Il n'y avait personne. La ferme était vide. Je me suis donc rendue à Troarn où j'ai appris qu'ils se trouvaient du côté de Sées.

Sur le chemin du retour vers Vimer, je me suis arrêtée demander l'hospitalité pour la nuit dans la ferme de monsieur et madame Bordeaux. Le hasard a fait que Colette, en partant aussi à la recherche de nos parents, s'est arrêtée dans la même ferme. C'est là qu'elle a fait la connaissance d'Edouard, fils de la ferme qui deviendra son mari peu de temps après, en mai 1945.

Le lendemain, je suis retournée à Vimer où ma grand-mère était très inquiète. J'ai vu à quel point elle était marquée par la situation. J'ai ensuite repris mon travail à Vimer. J'ai continué de soigner les blessés. Je suis restée jusqu'à la fermeture qui a eu lieu quelque temps après mon retour. Il n'y avait presque plus personne.

Et une fin heureuse !

Nous sommes donc retournés à Caen, ma grand-mère et moi. Elle a obtenu une chambre, au troisième étage d'une maison qui existe encore. Elle se trouve près de l'hippodrome, dans une impasse qui donne sur la rue Grusse. Normalement cette maison ne comportait pas de logements, mais des bureaux. J'y ai logé avec elle. Elle se trouvait en face de la statue de madame Cuverville.

Entre-temps, ma sœur Colette s'est mariée avec Edouard Bordeaux, à Vimoutiers. C'est à cette occasion que j'ai rencontré Pierre Girard, en mai 1945. Edouard et Pierre étaient cousins. Ce dernier avait également été invité au mariage. Comme c'était la coutume à l'époque, il fut mon cavalier pour l'occasion.

Ce jour-là, je lui ai tapé dans l'oeil. Le soir, après la célébration, nous nous sommes promenés tous les deux. Ma rencontre avec Pierre m'a paru naturelle mais j'avais dans la tête mon travail à Vimer et je n'avais pas pensé qu'il allait me demander en mariage …

A Caen, dans les ruines.
Christiane est l'infirmière à gauche, en bas.

Le bar-tabac des parents de Claude Ropiquet à Argences.
Carte postale (détail).

Souvenirs de la Seconde Guerre Mondiale

par Claude ROPIQUET
(Souvenirs recueillis en 2022)

« En 1944, j'avais 8 ans. J'habitais Argences et mes parents avaient un commerce café-tabac. Je m'appelle Claude Ropiquet. J'ai des souvenirs, bien sûr, même un souvenir très marquant ! »

Le Débarquement

Le 6 juin, c'est la Saint Claude. J'ai dit à ma mère ce jour-là, alors que dans le ciel il y avait un vacarme et des avions qui passaient :
- *Tu n'as rien oublié aujourd'hui ?*
- *J'avais autre chose à penser* ! » qu'elle me dit.
Oui, évidemment et pour cause puisque c'était le débarquement !

L'Occupation

A 8 ans, j'étais au cours élémentaire. On n'avait pas classe toute la journée parce qu'il manquait des instituteurs, soit prisonniers, soit pour diverses raisons. On avait classe ou le matin ou l'après-midi. Mes petits-enfants m'ont dit : « c'était chouette ça ! ». Oui sauf que la demi-journée où on ne travaillait pas, on ne restait pas à la maison à se tourner les pouces ! Les Allemands nous obligeaient à ramasser les doryphores dans les champs de pommes de terre avec des boîtes de conserve vides. À l'époque, il n'y avait pas de produits phytosanitaires.

Je me rappelle également, au niveau scolaire, on nous avait distribué un album du Général Pétain : une couverture jaune orangé avec le portrait du Général Pétain et le drapeau tricolore tout autour. »

Les tickets de rationnement

À la maison, je collais les tickets de ravitaillement. Il y avait des tickets pour tout. On avait le droit, par exemple, une fois par an, à une paire de galoches : une simple semelle de bois tout simplement recouverte d'une peau de lapin avec une carcasse, c'était tout. Et je me rappelle d'un monsieur qui passait dans la rue et qui criait : « Peau de lapin, peau, peau de lapin ! ».
On faisait des échanges : les familles qui avaient 10 enfants avaient droit à 10 kg de sucre. Comme ils n'avaient pas besoin de 10 kg de sucre, on faisait beaucoup d'échanges.

Les Allemands

Les Allemands, une fois, je les ai vus arriver la mitraillette sur le ventre et entrer dans la boutique et demander à papa :
- *Tabac, tabac ?*
Et papa qui disait :
- *Nicht tabac. Pas reçu. Demain peut-être.*
Alors qu'il avait été reçu ! Le tabac était caché sous une table derrière, avec la nappe qui pendouillait. Heureusement qu'ils ne sont pas allés plus loin.
Au moment du Débarquement, peut-être quelques temps après, ils avaient réussi à abattre un planeur.

Les parents de Claude Ropiquet
devant leur bar-tabac
à Argences.

Il y avait beaucoup de planeurs et quand ils ont abattu l'avion, aussitôt, ils se sont emparés d'une jeep et ils ont fait les mariolles dans le bourg pour montrer que c'était eux les plus forts.

Il y avait aussi, à la gare Moult-Argences, un colonel allemand qui était là et qui, lui, contrairement aux autres, lorsqu'il y avait des trains qui s'arrêtaient, faisait décharger du charbon pour en donner à la population. Jusqu'au jour où quelqu'un n'a pas été servi et l'a dénoncé à la préfecture. Le colonel est parti sur le front russe. Quelqu'un était resté en relation avec lui et il en est revenu … mais les 2 pieds gelés. Il savait qui l'avait dénoncé. Dans le civil, il était journaliste international.

L'évacuation

À partir du moment où les Allemands étaient sur Caen et où les Alliés avançaient, on a eu 2 heures pour partir et quitter la maison. On avait ordre de laisser toutes les portes ouvertes. Deux heures pour partir … On n'était pas préparés ! On avait une malheureuse petite remorque. On a couché le premier soir à Exmes, dans une ferme et, après, on est allé dans la direction du Billot.

On était au pied de la côte du Billot, dans une fromagerie et les parents allaient se ravitailler au village. Et la côte qui monte, qui monte, qui monte ! Il y avait les avions qui bombardaient de chaque côté et on était avec nos petits mouchoirs, à agiter le mouchoir.

On dormait à la belle étoile le long d'un petit pré, c'était en juillet-août. On avait demandé de la paille à la ferme à côté. Un soir, comme j'entendais du bruit dans la paille, je me suis approché. Il y avait un chien qui batifolait et il y avait un bastaing qui m'est tombé sur le pied. J'ai eu le pied cassé et il est toujours cassé. [En fait c'est seulement le doigt de pied qui est cassé]
Je suis une des victimes collatérales de cette guerre !

Vers la fin août, je pense, on a pu repartir. On était dans les premiers à revenir sur Argences. Comme je ne pouvais pas marcher, j'étais sur la remorque. Maman était tellement pressée, qu'on a fait le bas du Billot - Argences, soit 35/40 kilomètres, en une journée !

Arrivés à Moult, un soldat anglais a eu la gentillesse de venir nous aider. Quand on est arrivés, on a vu que la maison était encore debout mais il y avait eu 4 ou 5 obus dans la toiture. Les Allemands avaient dû partir précipitamment parce qu'il y avait encore un faitout rempli de soupe sur la cuisinière. Ça ne m'étonne pas qu'ils aient perdu la guerre parce qu'il y avait, dans la salle, une pendule qu'ils avaient prise comme cible. Ils n'avaient jamais pu viser au milieu, donc c'est une évidence qu'il leur manquait quelque chose !

La Libération

À la Libération, je me souviens que des personnes avaient attelé un cheval à une carriole et y avaient mis une potence. Elles avaient pendu une effigie d'Hitler. Je me suis trouvé dans la carriole et on se baladait comme ça partout dans le pays.

Au moment de partir, Papa avait dû cacher quelques bouteilles dans un vieux pressoir en bois dans la cave. Il y avait une petite trappe. Maman a foncé tout au fond de la cave. Il y aurait eu une mine dans la maison ou autre, elle aurait sauté ! Et elle a servi du Byrrh dans des verres à bière à l'Anglais qui nous avait aidés.

On n'est pas retourné l'école immédiatement car il fallait que les maîtres reviennent. En fait, la vie quotidienne ordinaire n'a pas repris ses droits tout de suite. Il y a même eu des gens qui étaient rentrés et qui sont allés fouiller dans les autres maisons...

Un dernier mot

Malheureusement malgré tout ce qui s'est passé, malgré toutes les horreurs, on pensait que tout le monde avait compris et on s'aperçoit que ça recommence. C'est triste !

Tu pourras m'interroger dans 10 ans et je te raconterai encore ça. Ça ne s'oublie pas...

Monsieur Ropiquet, ancien instituteur à Morteaux-Coulibœuf, dorénavant à la retraite, habite toujours dans ce village. Artiste-peintre, il est à l'origine du Salon de Peinture annuel. Ce texte est la retranscription de son témoignage recueilli, comme d'autres, à l'occasion de la création d'un film-documentaire de l'APRéPEC pour la commémoration des 80 ans de la Libération de Morteaux-Coulibœuf qui sera diffusé les 17 et 18 août 2024. (Association pour la Préservation et la Réhabilitation du Patrimoine Exceptionnel Coulimortein).

La stèle commémorant la libération de Saint-Julien-le-Faucon.

LA LIBERATION DE SAINT-JULIEN-LE-FAUCON

Michel SADY d'après Camille ASSE

Camille Asse a écrit et publié un livre en 1960 intitulé « En Pays d'Auge – St-Julien-le Faucon et ses environs ». Cet érudit local fait un tour complet et très documenté de l'histoire de ce bourg et de ses environs. La fin de l'ouvrage est consacrée à la période de 1939 – 1944. En particulier, Camille Asse fait un état détaillé des combats violents qui eurent lieu lors de la Bataille de la Vie.

Il explique aussi que pendant les deux mois qui suivirent le Débarquement parvenait « l'écho des attaques, des contre-attaques, des batailles de chars, des bombardements des villes, des gares, des voies de communication ». Chacun pouvait imaginer quels étaient les lieux visés par le bruit des bombes : Caen, Mézidon, Saint-Pierre-sur-Dives ou Lisieux.

Il indique que la région de Saint-Julien était aussi visée et en particulier les voies ferrées et les usines mais aussi les ouvrages défensifs que les Allemands avaient construits dans le secteur. Le danger était permanent avec des déplacements incessants des troupes ennemies visées par les alliés, surtout la nuit. Il parle même d'embouteillages dans le petit bourg, amenant les habitants à se cacher chaque soir dans les fermes alentours.

L'auteur fait état de l'exode de la population fuyant le théâtre des opérations. D'abord, en provenance de Caen, Cagny, Argences, « on sentit l'imminence du danger quand on vit passer ceux de Dozulé, Airan, Magny-le-Freusle, Mézidon, Mesnil-Mauger et qu'on apprit qu'à son tour, Grandchamp avait reçu un ordre formel de départ ».

Même les bestiaux, abandonnés à leur sort, « passaient sur la route sans fin ».

Saint-Julien fut centre d'accueil et Camille Asse témoigne du fait que Pierre Le Bon, maire de St-Julien, et « les bonnes volontés agissantes qui le secondèrent » organisèrent des secours rapidement pour accueillir au mieux cette foule.

Saint-Julien fut finalement libéré le 19 août 1944. Les libérateurs anglais, ou plus exactement écossais, occupèrent la région une quinzaine de jours. « Des convois interminables de camions, tanks, artillerie, sillonnaient les routes ». On construisit des ponts provisoires pour le franchissement de la Vie, vers Lisieux et Livarot.

Une lettre de Pierre Le Bon

Nous reproduisons ci-après une lettre dactylographiée datée du 13 septembre 1944 et envoyée à ses enfants par Pierre Le Bon, notaire à Saint-Julien-le-Faucon dont il était alors le maire.
Cette lettre nous a été confiée par sa petite-fille Florence Slitine qui nous a donné l'autorisation de la publier ce dont nous la remercions vivement.
Le contenu de la lettre illustre de façon très concrète cette période de la libération telle qu'elle a été vécue par les habitants de Saint-Julien et des alentours.

Pierre Le Bon (né en 1885), notaire à Saint-Julien-le Faucon, coll.part.

Pierre LE BON
Notaire
Succ. De Mes LEROUX, DAON & LENOIRCY
SAINT-JULIEN-LE-FAUCON (Calvados)
Téléphone 6
Chèques Postaux 6228 ROUEN
Etude fermée le samedi après-midi

St-Julien-le-Faucon, le 13 sept. 1944

Chers enfants,
Saint-Julien a subi du 17 au 20 une rude épreuve. Le jeudi 17 août les Anglais ont annoncé leur venue par des volées d'obus de 14 h à 18 h. Nous avons ainsi reçu environ 600 coups qui ont fait des dégâts matériels et provoqué la mort de quatre personnes, M Feral, M Filippi le débitant de tabacs, Madame Rodier et une autre personne.
Au début du bombardement, nous étions à la maison. Louise, Marguerite et Simone ont profité d'une accalmie pour se réfugier dans la cave de l'école des filles ; je suis resté à la maison pour surveiller quatre Allemands à peu près ivres faisant partie d'une équipe qui minait les ponts.
A cinq heures le bombardement fut particulièrement violent, quatre obus éclatèrent à 1m50 de l'étude brisant la porte, éclaboussant les plafonds du rez-de-chaussée et du premier étage, brisant les contrevents et les vitres et perforant le mur du couloir.
Comme les Allemands m'avaient déclaré que les ponts sauteraient le lendemain matin, nous sommes allés coucher chez M Colombel à 500 mètres du bourg, tout près de la route de Livarot.

Je suis revenu vendredi à la première heure pour voir sauter les ponts. Je trouvais alors deux Allemands blessés allongés dans l'Etude. Les Anglais pénétraient alors dans le village en rasant les murs.
La toiture de la maison avait souffert au point qu'il faudra en remplacer plus de la moitié. Les portes des chambres au 2ème étage étaient brisées, l'ensemble présentait alors un spectacle lamentable. Je marchais sur une couche de verre, de pierres et de briques et de terre.
Le bourg était complètement abandonné. Plus âme qui vive. Nous avons passé les journées de vendredi et de samedi chez M Colombel mais le matin et l'après-midi, je venais voir ce qui se passait à St-Julien, et je déjeunais au poste de secours où se trouvaient le Docteur Malmed remplaçant Nicolle, une infirmière et trois secouristes. Ce poste était installé dans l'école des filles.
La nuit du vendredi au samedi fut particulièrement agitée. Les Allemands avaient installé leur artillerie sur les collines de Lécaude, Mesnil-Simon et Lessard-et-le-Chêne et l'artillerie anglaise se trouvait à Castillon, les Authieux et Vieux-Pont. Les coups souvent trop courts tombaient dans la vallée.
Dans cette nuit du vendredi au samedi, les avions allemands firent une attaque sur les quatre routes, au sommet de la côte de Saint-Julien et sur Castillon. Des bombes de 1000 kilos furent jetées creusant des trous de 25 m de diamètre et de 8 m de profondeur ; la maison de M. Colombel peu solide tremblait.
C'est alors que la famille Gazareth qui, bien que passant jours et nuits dans un égout situé sous la voie ferrée sema la panique, et nous décidâmes de passer la nuit du samedi au dimanche dans un autre égout long de 10 mètres, placé également sous la voie ferrée ; nous avions répandu de la paille et nous pûmes dormir allongés mais nous fûmes dévorés par les puces laissées là par la famille Touche qui nous avaient précédés dans la nuit du jeudi au vendredi.

Les obus tombant tout autour de la maison de M. Colombel tuant les bestiaux nous décidâmes de quitter ce refuge pour aller chez M. Blouët à Vieux-Pont et comme la route n'était pas sûre, nous gagnâmes Vieux-Pont à travers les herbages situés en arrière de St-Julien en longeant les haies car les obus pleuvaient toujours.
A Vieux-Pont, nous fûmes plus tranquilles et lundi, les Allemands battant en retraite après ce combat d'arrière-garde, je regagnais St-Julien que la famille toute entière réintégrait le lendemain.

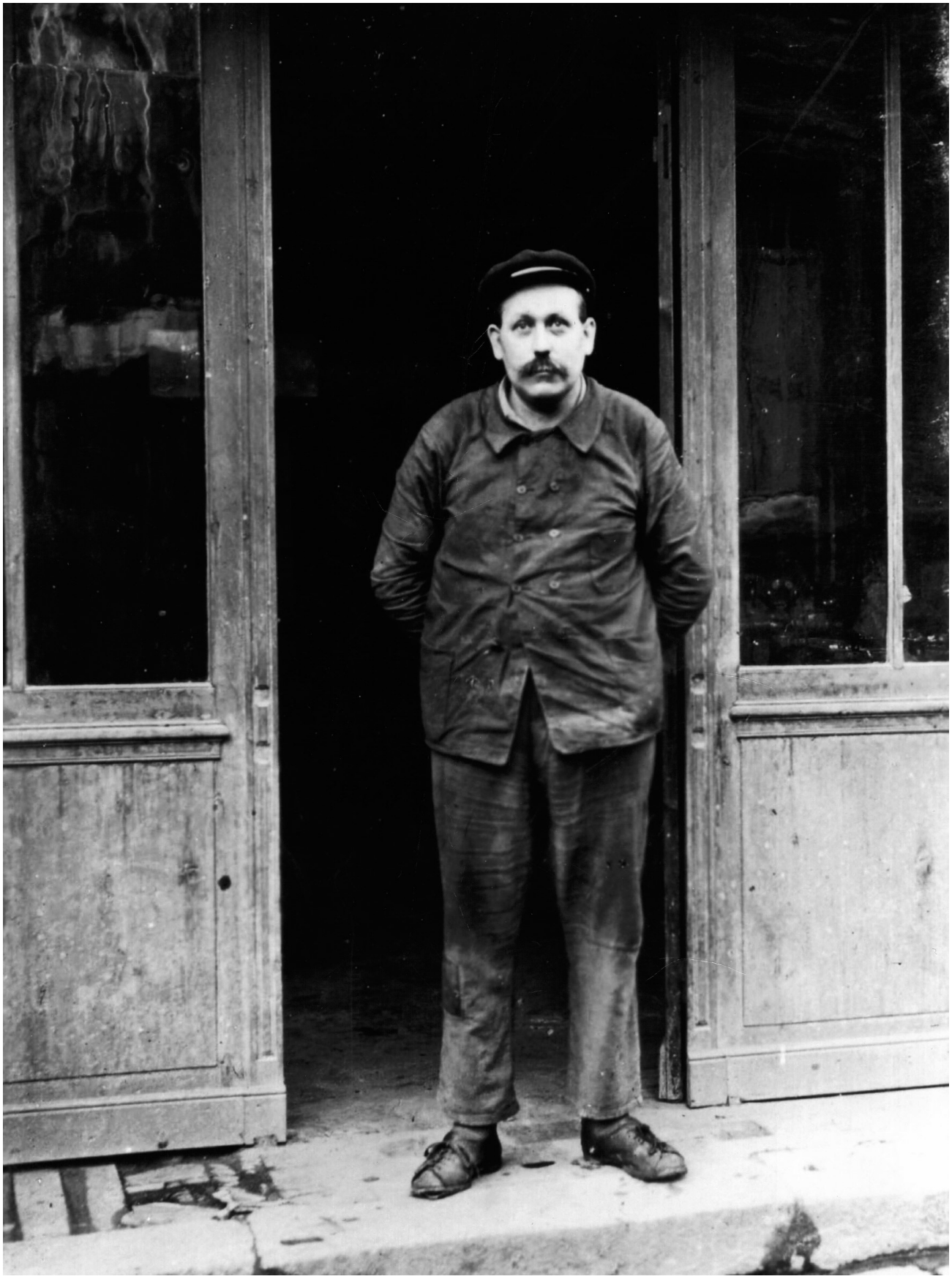
Marguerite s'est très bien comportée. Elle a pu faire à pied la moitié du trajet de chez Colombel à Vieux-Pont et le surplus dans une remorque de bicyclette que trainait obligeamment deux hommes.
La vie a repris à St-Julien mais la maison n'a pas encore retrouvé son état primitif, le toit n'existant pour ainsi dire plus, l'eau ruisselait dans les escaliers et à travers les plafonds du 2ème étage. Le couvreur est sur le toit. Nous allons donc pouvoir nettoyer à fond.
Nous avions fort heureusement transporté à Castillon, dans une citerne à cidre en ciment, les archives de l'Etude, du linge et les objets auxquels nous tenions le plus. La précaution était bonne car nos libérateurs se sont livrés à un pillage en règle de toutes les maisons du bourg.
On nous a ainsi dérobé une courte pointe, 2 appareils photos, des cuillères à café, les couteaux de cuisine, etc.
En qualité de Maire, j'ai immédiatement porté plainte au service civil que dirigeait un major anglais. Ce dernier me déclara qu'il en référerait au quartier général et, en effet, un colonel vint me voir deux jours après et me demanda d'établir des listes individuelles de pillage. Les vols ainsi commis atteignirent plus de 500000 Francs, nous serons sans doute partiellement remboursés.

Pour mon compte personnel, j'ai pris en flagrant délit deux Anglais qui vidaient les carnets verts de mon bureau et Madame Corchon en a pincé un qui, malgré son retour, vidait son armoire.
Les victimes aux environs sont assez nombreuses : une cinquantaine environ dont six au Manoir de Coupesarte. Les Juliens sont saufs mais le père Rault, le gros bonhomme bancal, a été tué dans sa barraque en tôle.
Boilet à Mesnil-Simon qui nous vendait des cochons a été tué.
Nous avons subi, il y a une dizaine de jours, les vérifications de la sureté anglaise qui pointaient les cartes d'identité et consultaient les listes établies par quelques malheureux types de la résistance de St-Julien dont l'activité s'est bornée à ce travail. Chaque habitant avait son petit dossier mais tout s'est bien passé, sauf pour M et Mme Montagne qui ont été arrêtés sur les instances de Dominique Fernagut qui les accusaient de l'avoir fait emprisonner à Caen pendant trois mois. Cette accusation était d'ailleurs fausse.
Les Montagne ont été conduits à Fontaine-Henry auprès de Creully au camp d'interrogation, quinze jours avant d'être relâchés.

En ce qui me concerne, l'incident suivant s'est passé :
Le 25 août, un capitaine français, chef de service de liaison, s'est présenté à moi accompagné d'un commandant américain. Ils venaient, m'ont-ils déclaré, établir un centre d'affaires civiles à St-Julien, ce qui ne s'est jamais réalisé. Après m'avoir quitté, ils allèrent voir le Docteur Malmed, remplaçant Nicolle, russe d'orgine, Juif, et bien entendu communiste. L'Officier Français lui dit « vous avez ici un maire collaborateur », ce à quoi le Docteur Malmed qui n'a pas froid aux yeux, lui répondit : « C'est inexact, le Maire de St-Julien a toujours eu une attitude réservée à l'égard des Allemands, ce qui est connu dans la population. Il déteste les Anglais. Il en a le droit, mais, voyez-vous capitaine, moi qui ai souffert

des Allemands à cause de ma race, je hais les Anglais d'une haine plus violente que la sienne et je vous prie de prendre note de mes déclarations par écrit ! » Ce qui fut fait.
Depuis cet incident, rien ne s'est produit mais il me serait agréable d'être privé de mes fonctions de Maire qui m'ont beaucoup absorbé car St-Julien était centre d'accueil et je m'aperçois que par suite des dégâts matériels, le travail ne va pas manquer.
Je suis allé à Caen il y a 8 jours. La ville offre un aspect désolant. Il ne reste plus exactement qu'un quart de la ville, c'est-à-dire tous les quartiers au-delà de la rue St-Pierre qui est elle-même ravagée pour les 2/3 (la maison des Delaplace n'existe plus) et la rue Ecuyère.
Par conséquent, la Place St-Sauveur est intacte mais la faculté est détruite alors que le lycée de jeunes filles n'a pas souffert. Les rues sont déblayées et une voie a été tracée du pont de la gare à la Tour Le Roy à travers les ruines. Le bombardement a causé 8000 morts et chaque jour on découvre de nouveaux cadavres.
Nous espérons que la correspondance va pouvoir reprendre. Jusqu'ici, dans le Calvados, les cantons situés autour de Caen vers Isigny sont seuls autorisés à écrire des cartes familiales. Néanmoins les relations postales avec l'Algérie sont rétablies aussi avons-nous écrit à Paul sur carte.

En attendant de vos nouvelles nous vous embrassons sans oublier l'héritier.



Photographie d'Albert Lépée.

Ils s'appelaient Eugène, Julien, Albert...

par Christophe ROBERT

Ils s'appelaient Eugène, Julien et Albert. Leur point commun ? Ces trois Pétruviens faisaient partie du même réseau de Résistance avant d'être arrêtés ensemble par la Gestapo les 13 et 14 septembre 1943.

Trois Pétruviens

Eugène Guillot, le premier de ces trois Résistants, était ouvrier agricole. Alors âgé de 32 ans, ce père de trois enfants cachait dans sa ferme des Français réfractaires au service du travail obligatoire (STO) ainsi que des civils résistants. Mais le 13 septembre 1943, Eugène tomba dans un redoutable piège tendu par l'ennemi. Ce jour-là, deux hommes vinrent frapper à sa porte pour lui demander secours et être mis à l'abri dans sa ferme. Eugène n'hésita pas l'ombre d'un instant, comme il l'avait fait pour bien d'autres résistants auparavant. Mais il paya cher le prix de sa confiance et de son engagement. Comment aurait-il pu en effet imaginer que ces deux individus n'étaient autres que des dénonciateurs au service de l'occupant ? Immédiatement signalé à la Gestapo par ces deux traitres, il fut alors emmené à la prison de Caen avant d'être déporté en Allemagne. Eugène Guillot décèdera en déportation à Gross-Räsen, le 15 janvier 1945, quelques mois à peine avant la Libération.

Le second de ces Résistants, Julien Warin, naquit le 7 février 1894 à Bitry dans l'Oise. Il était venu s'installer à Saint-Pierre-sur-Dives pour y exercer la profession d'entrepreneur en maçonnerie avant de devenir marchand de beurre. Lui aussi sera arrêté, le même jour qu'Eugène, par la police allemande. Il y a quelques années, son fils Jacques témoignait : « Mes parents furent arrêtés le 13 septembre 1943, à 17h30 et emmenés à l'école des filles où ils retrouvèrent Albert Lépée et son frère Roland ainsi qu'Eugène Guillot, ma mère et Roland furent libérés à 23 heures »[1]. Un témoignage confirmé en détail par Roland Lépée lui-même : « Nous fumes emmenés tous les deux par quatre membres de la Gestapo, dans une traction avant, à l'école de la rue de Caen où, les menottes aux poignets, nous retrouvâmes deux de ses camarades, trahis en même temps que mon frère : M. Warin et un fermier de Jort ». Après de longs interrogatoires, Julien Warin sera transféré à la prison de Caen, avant d'être déporté au camp de Struthof à Natzwiller dans le Bas-Rhin, puis à Dachau et, pour finir, au camp de Mauthausen. Libéré en mai 1945, Julien sortira vivant de ce camp de la mort mais devra subir l'amputation d'une jambe. Décédé le 19 juin 1950, il recevra la médaille de la Résistance.

Le patronyme du troisième de ces Résistants, Albert Lépée, est sans doute plus connu des Pétruviens. Une rue porte en effet aujourd'hui son nom à Saint-Pierre-sur-Dives. Mais qui était-il ? Né le 28 septembre 1896, Albert était un ancien Combattant des deux Guerres. Lors de la Première Guerre mondiale, il manifesta son courage à Salonique, sur le Front d'Orient, au sein du « Corps expéditionnaire français ». A l'époque, c'est sous le commandement du général Maurice Sarrail, que les troupes françaises et britanniques débarquent en Grèce, en octobre 1915 pour arrêter la progression des troupes bulgares en Serbie. S'en suivront de nombreux combats, retraites et camps retranchés, aux fers avec les Allemands.

Quelques années plus tard, on retrouve la trace d'Albert dans les colonnes du journal *Le Moniteur du Calvados* du 21 juin 1925. Il y est fait mention d'un accident de voiture impliquant un certain Albert Lépée alors chauffeur au service de Monsieur Leroy, entrepreneur à Saint-Pierre-sur-Dives. Versé dans « l'auxiliaire » en 1940, Albert Lépée fut affecté aux hauts-fourneaux de Colombelles en tant que magasinier. Durant l'occupation, l'ancien poilu d'Orient avait pour mission de diffuser des tracts mais aussi de recevoir les résistants *« pour leur fournir les contacts nécessaires »*[2].

Témoignages de temps troubles

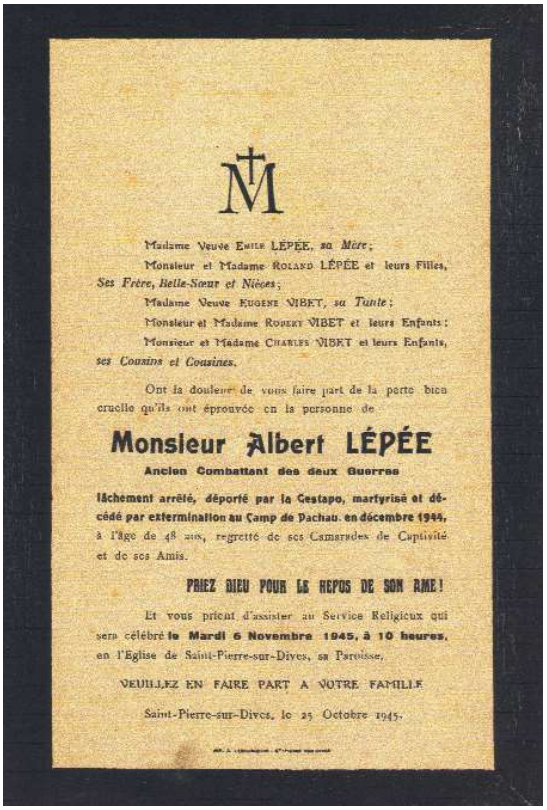
Il y a vingt ans à peine, c'est un autre Pétruvien, André René, plus connu à Saint-Pierre sous le nom de « Monsieur René », et dont l'histoire mériterait elle aussi un jour d'être racontée, qui s'est attelé à recueillir de précieux témoignages sur Albert Lépée[3]. Et pour cause, le Résistant vécut avec sa mère dans la même maison que Monsieur René, quelques décennies plus tôt, au 8 Place Gombault.

Albert et sa mère logeaient au premier étage de la maison, le rez-de-chaussée constituant alors l'atelier où le fils Lépée réparait des vélos. La famille s'installera par la suite dans une autre maison située rue de Lisieux, où était à l'époque située la droguerie Gauthier.

Mais revenons-en au témoignage écrit que nous a laissé Monsieur René, décédé le 21 avril 2021 à l'âge de 82 ans. Un témoignage étayé par les confidences recueillies auprès de proches du Résistant : *« Albert Lépée avait une grande « goule », comme son frère Roland, et il disait tout haut ce qu'il pensait. Or, à la boucherie Couillard, logeait un Allemand que l'on appelait le grand sec. Lépée causait avec lui librement et ne se gênait pas pour exposer ses idées (plutôt de gauche, sic) ».*
Difficile en ces temps troubles de mesurer l'ampleur des dangers dans un contexte où occupants et résistants cohabitaient sur le même territoire et échangeaient quotidiennement dans la petite ville normande de Saint-Pierre-sur-Dives. *« Des voisins avaient dit à Lépée d'être prudent et de se méfier un peu. Lui n'en avait cure, déclarant qu'il n'y avait aucun danger »*, poursuit André René, reprenant les confidences d'une habitante ayant bien connu le Résistant. Selon cette dernière, Albert Lépée aura payé très cher le prix de sa liberté de parole au point d'être *« traîné par la moustache à la Kommandantur »*. Plus troublante encore cette partie de témoignage : *« Roland* [le frère d'Albert Lépée, NDLR] *m'avait dit une fois : je sais qui a dénoncé mon frère ! ». Et Monsieur René de conclure : « A-t-il été dénoncé ? Par qui ? des Français ou des Allemands ? Peut-être un jour tombera-t-on sur des archives, de la Gestapo par exemple ? Ou autres ? »*.

Albert Lépée sera aperçu pour la dernière fois dans l'un des couloirs de l'hôtel Malherbes, à Caen, alors qu'il était conduit à un interrogatoire. Puis, aucune nouvelle. A la Libération, ses proches cherchèrent à obtenir des informations auprès d'autres résistants et de la Croix-Rouge notamment. En vain. Jusqu'au jour où l'un des compagnons d'infortune d'Albert Lépée, Marcel Perdrix, de Fierville-les-Parcs, déporté en même temps que lui, finit par lever le voile sur le sort du résistant : Albert Lépée était mort à Dachau sous les coups de ses bourreaux et par sous-alimentation. Albert Lépée a été *« lâchement arrêté, déporté par la Gestapo, martyrisé et décédé par extermination au Camp de Dachau, en décembre 1944, à l'âge de 48 ans »*, indique le

faire-part de son décès, publié par sa mère et son frère Roland à Saint-Pierre-sur-Dives le 25 octobre 1945. Quelques jours plus tard, le dimanche 11 novembre 1945, les élus pétruviens organiseront, Place Gombault, *« une manifestation pour perpétuer le nom d'un sympathique concitoyen, M. Albert Lépée (…) à qui la municipalité a tenu à donner son nom à la rue des Carrières »*[4], la première maison de cette rue l'ayant abrité pendant plusieurs années. A cette occasion une plaque de marbre, recouverte d'une oriflamme aux trois couleurs sera apposée sur le mur de sa maison afin de *« perpétuer le nom de M. Lépée, victime et martyr des Allemands »*, *« M. Warin, de Saint-Pierre-sur-Dives également déporté le même jour que M. Lépée, revenu fortement éprouvé, prononça une touchante allocation au nom de la fédération des déportés »*, pouvait-on alors lire dans l'édition du 16 novembre 1945 du journal *Liberté de Normandie*.



M

Madame Veuve Emile LÉPÉE, *sa Mère*;
Monsieur et Madame Roland LÉPÉE et leurs Filles,
Ses Frère, Belle-Sœur et Nièces;
Madame Veuve Eugène VIBET, *sa Tante*;
Monsieur et Madame Robert VIBET et leurs Enfants;
Monsieur et Madame Charles VIBET et leurs Enfants,
ses Cousins et Cousines.

Ont la douleur de vous faire part de la perte bien cruelle qu'ils ont éprouvée en la personne de

Monsieur Albert LÉPÉE

Ancien Combattant des deux Guerres

lâchement arrêté, déporté par la Gestapo, martyrisé et décédé par extermination au Camp de Dachau, en décembre 1944,
à l'âge de 48 ans, regretté de ses Camarades de Captivité et de ses Amis.

PRIEZ DIEU POUR LE REPOS DE SON AME!

Et vous prient d'assister au Service Religieux qui sera célébré **le Mardi 6 Novembre 1945, à 10 heures,** en l'Eglise de Saint-Pierre-sur-Dives, sa Paroisse.

VEUILLEZ EN FAIRE PART A VOTRE FAMILLE

Saint-Pierre-sur-Dives, le 25 Octobre 1945.

Si les interrogations de Monsieur René quant aux responsables du sort de ces trois Résistants restent aujourd'hui sans réponse, c'est avant tout parce que les protagonistes de l'époque ne sont plus de ce monde. Mais peut-être est-ce aussi parce qu'une telle question n'appelle pas nécessairement de réponse. En particulier sur un territoire encore sévèrement marqué par les séquelles d'une guerre vécue de manière différente par les uns et par les autres, simples civils ou résistants engagés face à l'occupant.

Le 8 mai 2005, à l'occasion d'un dépôt de gerbe à la mémoire d'André René, le maire de l'époque, Jack Thézard s'exprimait en ces termes : *« Il faut que tous sachent ce qui s'est passé et le racontent pour que personne n'oublie ceux qui ont souffert et ceux qui sont morts pour la liberté et la dignité de l'homme. N'oublions jamais que la mémoire se vit aujourd'hui pour demain »*[5].

L'occasion surtout, en ce 80ème anniversaire de la Libération, de rendre hommage et rappeler le souvenir de toutes celles et ceux, militaires comme civils, qui ont un jour choisi de donner leur vie au nom de la Liberté.

Notes :

1- « Saint-Pierre-sur-Dives : Un des trois Résistants déportés donne son nom à une rue », Ouest-France, 8 novembre 2013.

2- « Cheminement à travers les archives pétruviennes : hommage à un résistant mort à Dachau », Ouest-France, 1972.

3- Témoignage écrit de M. Albert René, 14 mai 2005.

4- « Les fêtes de l'armistice à Saint-Pierre-sur-Dives », journal Liberté de Normandie, 16 novembre 1945.

5- « Saint-Pierre-sur-Dives : une imposante commémoration du 8 mai 1945 », Ouest-France, 10 mai 2005.

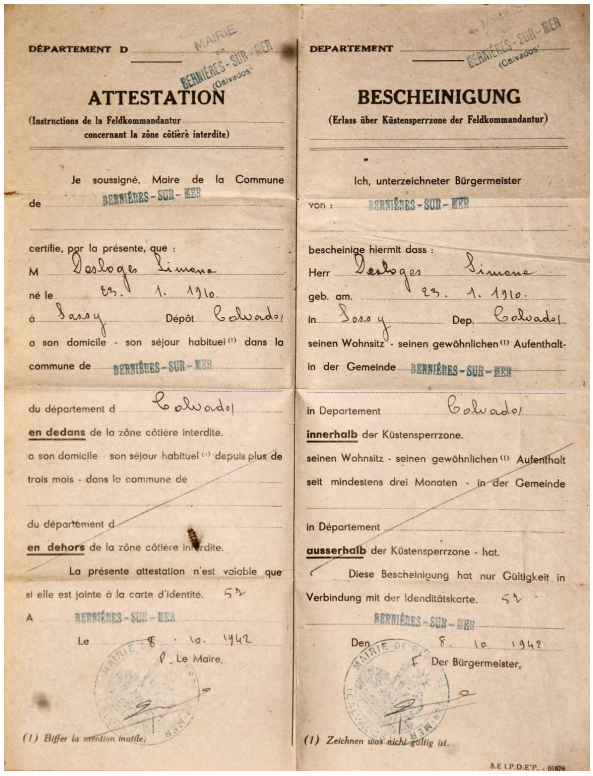
Le 6 juin 1944 à Caen

par Jean DESLOGES

Pendant l'Occupation, Simone Desloges, alors employée des Postes, a sillonné à vélo le département du Calvados pour remplacer des receveurs absents, prisonniers, décédés, malades etc. Elle a effectué un long séjour à Bernières-sur-mer en 1942 et devait y retourner le 5 juin 1944 ; ce qu'elle ne put faire, faute d'avoir reçu “l'Ausweis" permettant de circuler en zone côtière. C'est en attente d'instructions qu'elle se trouvait à son domicile ce jour fatidique du mardi 6 juin.

Ma mère avait 34 ans et logeait tout près de l’église Saint-Jean le 6 juin 1944 vers midi. Lorsque les premières bombes sont tombées, elle n’a pas entendu le bruit mais a senti le souffle par la fenêtre entrebâillée qui s’est ouverte d’un coup ...

Elle est sortie. Des voisins scrutaient le ciel, indécis ... Depuis les premiers raids anglais, la défense passive avait enjoint le public à se réfugier dans les caves. C’était hors de question pour ma mère ! Instinctivement sa réaction a été de se dire : « je rentre à la maison ».



DÉPARTEMENT D _____ MAIRIE de BERNIÈRES-SUR-MER (Calvados)

ATTESTATION

(Instructions de la Feldkommandantur concernant la zône côtière interdite)

Je soussigné, Maire de la Commune de BERNIÈRES-SUR-MER

certifie, par la présente, que :

M Desloges Simone

né le 23. 1. 1910.

à Sassy Dépôt Calvados

a son domicile - son séjour habituel (1) dans la commune de BERNIÈRES-SUR-MER

du département d Calvados

en dedans de la zône côtière interdite.

a son domicile - son séjour habituel (1) depuis plus de trois mois - dans la commune de

du département d

en dehors de la zône côtière interdite.

La présente attestation n'est valable que si elle est jointe à la carte d'identité. 52

A BERNIÈRES-SUR-MER

Le 8. 10. 1942

P. Le Maire,

(1) Biffer la mention inutile.

DEPARTEMENT _____ BERNIÈRES-SUR-MER (Calvados)

BESCHEINIGUNG

(Erlass über Küstensperrzone der Feldkommandantur)

Ich, unterzeichneter Bürgermeister von : BERNIÈRES-SUR-MER

bescheinige hiermit dass :

Herr Desloges Simone

geb. am. 23. 1. 1910.

in Sassy Dep. Calvados

seinen Wohnsitz - seinen gewöhnlichen (1) Aufenthalt - in der Gemeinde BERNIÈRES-SUR-MER

in Departement Calvados

innerhalb der Küstensperrzone.

seinen Wohnsitz - seinen gewöhnlichen (1) Aufenthalt seit mindestens drei Monaten - in der Gemeinde

in Département

ausserhalb der Küstensperrzone - hat.

Diese Bescheinigung hat nur Gültigkeit in Verbindung mit der Identitätskarte. 52

BERNIÈRES-SUR-MER

Den 8. 10. 1942

Der Bürgermeister,

(1) Zeichnen was nicht gültig ist.

S.E.I.P.D.E.P. - 01876

La ferme familiale était à Bretteville-le-Rabet, à une vingtaine de kilomètres au sud de Caen. Elle a vite pris un sac, enfourché son vélo et pris la route contre tout avis. Des voisins étaient à leur balcon et lui ont dit avec un peu d'ironie : « Alors Simone, vous nous quittez ? ».
Elle a traversé Vaucelles. Il n'y avait personne dans les rues. Au bout de la rue de Falaise, des allemands barraient le passage. Des gens arrivés là ont pris par Ifs. Un avion à basse altitude a arrosé le groupe cycliste. Sauve qui peut dans le fossé ! Miraculeusement, aucun blessé ! Mais de là, sur la hauteur, stupeur : on voyait Caen brûler ! Tant bien que mal, à travers la plaine, elle est arrivée à bon port.

Après, au mois d'août, c'est l'exode. La SS tenait le village et les habitants ont dû évacuer. En vélo et en charrette, poussant les vaches devant, tout le monde est parti, pas forcément bien reçus par l'arrière, jusqu'à Beaufort-en-Vallée dans le Maine-et-Loire.
Le retour fut une autre aventure !

Il n'est rien resté du quartier qu'habitait ma mère. Tous ses voisins sont morts, tous ceux qui avaient cherché refuge dans les caves, enfouis sous les décombres.

Quand la télévision a diffusé les images du bombardement de Bagdad lors de la première Guerre du Golfe, ma mère a pleuré : « Pauvres gens ! ». C'était pourtant pas le genre ...

Si elle avait connu le Mémorial de Falaise avec sa « salle d'immersion », pour « jouer à être sous les bombes pour de faux », elle aurait dit sans doute : « c'est indécent ! ».

POSTES, TÉLÉGRAPHES
ET TÉLÉPHONES

Direction de CALVADOS

No 1971

CARTE D'IDENTITÉ PROFESSIONNELLE

Valable jusqu'au 1/8/1947

Nom : Desloges

Prénoms : Simone

Né le 23 - 1 - 1918

à Lassy

Qualité : Commis principal

Résidence : Caen

SIGNALEMENT

Taille 1 m 58

Cheveux Châtain

Moustache —

Yeux Bleus

Nez { Dos Base
Dimension fraqué

Forme générale du visage ovale

Teint clair

Signes particuliers —

SIGNATURE DU TITULAIRE

S. Desloges

A CAEN, le 5 JUIN 1944

LE DIRECTEUR,

LE DIRECTEUR DES POSTES
ET DES TÉLÉGRAPHES DU CALVADOS

Beaufils

Maurice Schuman, la « voix de la France », a libéré la Normandie

Par Yves ROBERT, ancien journaliste
Interview réalisée le 18 mai 1994 à Bernay
pour le journal "Paris -Normandie"

Pour le cinquantenaire du Débarquement, Maurice Schuman, la voix de la radio de Londres, était venu évoquer, à Bernay, ses souvenirs. L'académicien parlait en acteur de ces évènements, en combattant, en témoin. Des noms, des dates, des faits, des anecdotes, du vécu, du réel, de l'histoire ! Il avait conservé sa voix chaleureuse en s'adressant à ses compatriotes avec justesse, sincérité et conviction.

L'appel du 18 juin 1940

Ce jour-là, le porte-parole avait entendu partiellement l'Appel de Londres : « Je me trouvais à Bordeaux, j'ai découvert le texte complet le lendemain dans la « Petite Gironde ». J'ai conservé la coupure de presse comme un talisman ».
Révélation de l'Académicien : « de Gaulle a failli être privé d'antenne. Churchill fut contacté directement dans le jardin du 10 Downing Street pour donner son feu vert. En bon démocrate, il s'y refusa conseillant à un proche du général d'intervenir directement auprès du ministre, ainsi le contre-ordre n'est jamais parvenu ». Invité à un essai de voix, De Gaulle au lieu de dire une phrase de l'Appel, dit simplement « La France ». Comment expliquer que l'Appel historique n'a jamais été enregistré ?

L'Académicien a précisé qu'à l'époque, de Gaulle était un inconnu pour les Anglais et que, par manque de cire, les enregistrements étaient bannis.

Le rôle déterminant de la Résistance et des Normands

L'ancien ministre du général de Gaulle a connu « l'ivresse du combat volontaire ». Avec le recul, il était partagé entre « la fierté et l'horreur de la guerre en soi ». C'était l'occasion de rendre hommage à la population normande : « Elle s'est comportée avec dignité et intelligence facilitant ainsi la mission des libérateurs ».
A leur arrivée, Montgommery et Eisenhower ont confié : « Notre débarquement n'aurait pas réussi s'il n'y avait pas eu votre résistance ».
Pour Schuman, le rôle des résistants normands s'est révélé déterminant pour faire basculer l'Histoire, un matin de juin.

Débarqué à Asnelles dans les rangs de la Scamaroni

A l'aube du 6 juin 1944, 87 français ont été fusillés à la prison de Caen par les nazis. Leur crime ? Faire parvenir aux Alliés une carte de 12 mètres de long où étaient répertoriées scrupuleusement toutes les batteries allemandes qui protégeaient la côte[1]. Évoquant ce souvenir douloureux, l'Académicien soulignait : « Ces braves n'ont jamais su que l'aube de leur dernier jour était aussi celui de la délivrance du pays ».
Maurice Schumann connaissait parfaitement la Normandie. Il l'a libérée aux côtés de milliers d'autres.
« J'ai débarqué à Asnelles le 6 juin avec la deuxième vague sur la plage d'or dans les rangs de la Scamaroni ».
Maurice Schumann a traversé l'Orne avec dans ses rangs Jean Marin[2] puis ce fut la remontée avec la 2ème D.B. de Leclerc.
Il n'a pas oublié non plus Fred Scamaroni, son préfet : « comme Pierre Brossolette, il a préféré se donner la mort plutôt que parler ». Il offrit

son nom à une compagnie placée sous l'autorité de Léonard Gille, le Caennais fondateur du journal « Liberté de Normandie ».
« J'ai gagné ma première citation lors de la prise de la gare de Caen ». Son courage lui vaudra trois citations, la légion d'Honneur à titre militaire et la Croix de la Libération que le Général De Gaulle tint à lui remettre personnellement.

Sur son bureau parisien, l'Académicien ne s'est jamais séparé d'une photo dédicacée du Général « A Maurice Schumann qui fut l'un des premiers, l'un des meilleurs, l'un des plus efficaces ».
Celui qui signait toujours en précédant son nom de la Croix de Lorraine est mort le 10 février 1998 à l'âge de 86 ans. Il dort à jamais à Asnelles où une rue lui est dédiée et où il avait débarqué 54 ans plus tôt.

Maurice Schuman lors de l'interview à Bernay le 18 mai 1994

Notes :
1- C'est un Caennais René Duchez (1903-1948) qui subtilisa les plans du mur de l'Atlantique dans les bureaux de l'agence Todt de Caen.
2- Jean Marin (1909-1995), Yves Morvan de son vrai nom, a appartenu à l'équipe de Radio-Londres, puis a servi dans la compagnie Scamaroni avant de créer l'agence France-Presse qu'il présida une vingtaine d'années.

Saint-Pierre-sur-Dives : la place de la mairie et ses commerces.
Carte postale (détail).

Les épiceries d'autrefois à Saint-Pierre-sur-Dives

Je vous propose une balade dans la ville dans les années 1950 - 1960 pour découvrir les épiceries qui existaient alors lorsque j'étais enfant. Certaines étaient populaires et d'autres plus bourgeoises … J'espère que vous apprécierez ce petit tour dans un passé dont certains se souviennent encore et qui a, en grande partie, disparu dans notre petite cité. En tous cas, je suis ravi de partager mes bons souvenirs de cette époque révolue.

Les épiceries populaires

Commençons par les épiceries populaires sachant que notre cité était habitée par une importante population ouvrière aux revenus modestes.
- Boulevard Collas, dans le quartier de la gare, **l'épicerie Chauvin** était réputée pour son ouverture très matinale et sa fermeture tardive du fait de sa proximité avec la gare).

- Rue St Benoît, **l'épicerie de Mr Brizolier** était une référence pour nous les enfants. Je me souviens encore de ses propos : « Attention les gosses, celui qui a les billes choisit les sucreries, les autres dehors et pas de bazar ! ».

- Rue du Général Leclerc, à **l'épicerie Roussel**, nous étions accueillis à l'entrée par un groom automatisé qui nous rappelait la publicité « Banania ». Celle de **Mme Legost**, bien située face à l'école Marie Curie, était le paradis des enfants. Que du bonheur !

Je me souviens de quelques anecdotes concernant ces épiceries populaires. J'en ai connu une qui laissait la vente libre d'alcool aux mineurs :

- Et pour ce petit, ce sera ?
- Madame, une demoiselle !

La demoiselle était une petite bouteille contenant une mesure de Calvados. Et hop, le « petit » repartait avec la petite carafe ...

- Rue de Lisieux, il y avait **l'épicerie Rihel** où l'accueil était toujours superbe.

- Rue de Falaise, c'était **« La Normande »** avec sa devanture blanche et verte et la célèbre **« La ruche »** où les deux sœurs étaient toujours souriantes et à l'écoute de la clientèle. Je me souviens qu'il y avait toujours des arrangements pour régler les notes en fin de mois et qu'aucune famille ne restait sur la paille. Et puis la célèbre **« Coop »** avait une grosse clientèle ainsi que **« Les Comptoirs Modernes »**, grosse épicerie qui utilisait déjà la forme « épargne » avec « les trèfles orange ».

Les épiceries bourgeoises

Dans les épiceries « bourgeoises », avec un peu d'imagination, on pouvait voyager.

- L'accueil dans **l'épicerie de luxe « Hofman »**, rue du Bosq, m'a beaucoup marqué quand j'étais enfant. Le jeudi après-midi, j'aimais me trouver parmi tous ces trésors qui embaumaient. Avec deux « potes » nous étions des habitués à venir simplement regarder et on salivait dans ce magasin ... Aucun membre du personnel ne nous a fait les poches car nous venions seulement pour rêver ...

Et même pour les adultes, dès le passage de la porte, une atmosphère magique nous envahissait avec tous ces bocaux en verre, les sacs de café, de légumineuses, les épices et les fruits confits, la multitude de boîtes de conserves, tous les vins grands crus et les alcools ... Un régal pour les yeux et les papilles !

- Place de la Mairie, il y avait **les « Vins Nicolas »**. Que de bouteilles sur de superbes présentoirs ! A **l'épicerie Herson**, quand on passait devant la porte, on était toujours rattrapé par cette odeur de café quand la torréfaction est en cours et toujours ébahi par les superbes vitrines décorées, paradis des whiskys et gin-rhums.

A cette époque, dans une épicerie populaire, vous pouviez pratiquement tout trouver : le cidre à la tirette, le lait cru, la chicorée Leroux, les poissons salés (harengs ou morues), le vin en bouteilles étoilées consignées, la bière « Valstar » et toutes sortes de boîtes de conserve.
Dans les épiceries bourgeoises, il n'y avait que du beau ! Du beau, certes, mais la clientèle n'était pas la même. A cette époque, il y avait un peu de monnaie !!!

José CASTEL

Rue de Falaise à Saint-Pierre-sur-Dives. Carte postale.

La rose de l’Ascension.

Petites histoires de roses

Au milieu du XIXe siècle, le jardin de l'Évêché de Lisieux est planté de 300 variétés de roses réparties selon un ordre qu'a soigneusement noté Arthème Pannier, membre de la Société d'émulation. Beaucoup de ces roses sont des obtentions des célèbres rosiéristes normands : Pierre Oger, Gustave Thierry ou Jules Oudin.
En Pays d'Auge, au centre de chaque jardin fleurit un rosier. Ses fleurs sont portées à l'église pour orner autels et cérémonies. La rose sert aussi à soigner. Jusqu'en 1960, il était d'usage d'enterrer à son pied le cordon du nouveau-né.

Voici quelques petites histoires collectées au cours d'enquêtes depuis 1990 par Montviette Nature.

Fleurir les cérémonies

« À la Fête-Dieu, mon père faisait la pavée, il prenait les roseaux d'une mare et plein de roses. » *(Asnières - 27)*
« On allait en procession. On décorait de pétales de fleurs. On allait chercher un genre d'iris dans les mares pour les rosaces. On faisait des ronds avec et, dans le milieu, on mettait des pétales de roses. » *(Vieux-Pont-en-Auge)*
« Devant l'autel, on faisait une rosace, grande comme une assiette, qu'avec des roses. Le curé marchait sous le dais avec l'ostensoir. De petites filles avaient des paniers, dedans des pétales de la rose de la Fête-Dieu effeuillée. Elles les jetaient à l'ostensoir, sur le passage du curé qui bénissait les reposoirs. » *(Glos)*
À Montpinçon, la « rose du curé » servait à fleurir les statues de la Vierge et de sainte Thérèse.

À Sainte-Marguerite-de-Viette et à Jort, nous avons recueilli un rosier à petites fleurs doubles d'un blanc pur appelé « rosier de l'Ascension ». Il fleurit dans la semaine de l'Ascension. Identifié par les deux spécialistes de roses normandes, Daniel Lemonnier et Eric Lenoir, il s'agit de 'Pimprenelle Hardy', créé en 1828. Il était considéré comme disparu.

Après la guerre de 1914-1918, l'habitude est prise de fleurir les tombes et les enterrements. Les horticulteurs recherchent alors des variétés de roses d'un pourpre sombre. Ces roses vont également apparaître dans les petits jardins : 'William Lobb', un rosier mousseux - 'Tuskany' - l''Évêque', à la floraison prolifique. *(Saint-Martin-de-Fresnay)*

« Pour la fête des filles, au 15 août , le curé nous envoyait quêter dans le village pendant deux jours. Au cours de la messe, on distribuait du pain bénit. Pour ceux qui avaient donné à la quête, le pain béni était piqué d'une rose, rouge pour un homme, rose pour une femme. » *(Sainte-Marguerite-de-Viette)*

Procession jonchée à Saint-Ouen-le-Houx.

Protéger, soigner

Bien des grands-mères fabriquent encore une eau de rose utilisée dans les cas d'affections des yeux. L'application directe d'un pétale sur la paupière peut même suffire à guérir…

« Ma grand-mère faisait de l'eau de rose avec les pétales qui fanaient mis à macérer dans de l'eau-de-vie. Elle se parfumait et se lotionnait le visage avec. » *(Montviette)*
« De l'eau de rose pour baigner les yeux. » *(Boissey)*
Et Madeleine raconte : « On enterrait le cordon pour que les petiots aient bonne mine. Ma mère l'a fait pour moi. » *(Vieux-Pont-en-Auge)*
Que l'enfant soit fille ou garçon, il était d'usage d'enterrer son cordon ombilical au pied du rosier pour préserver l'enfant des maladies, des brûlures, pour que les filles aient une belle voix, etc. (*Pays d'Auge)*
Cette dame a eu cinq enfants. Le dernier est né à la maternité de Flers. Elle n'a pas osé demander que le cordon soit enterré. Adulte, son fils a été grièvement brûlé. Elle est sûre d'en être responsable.

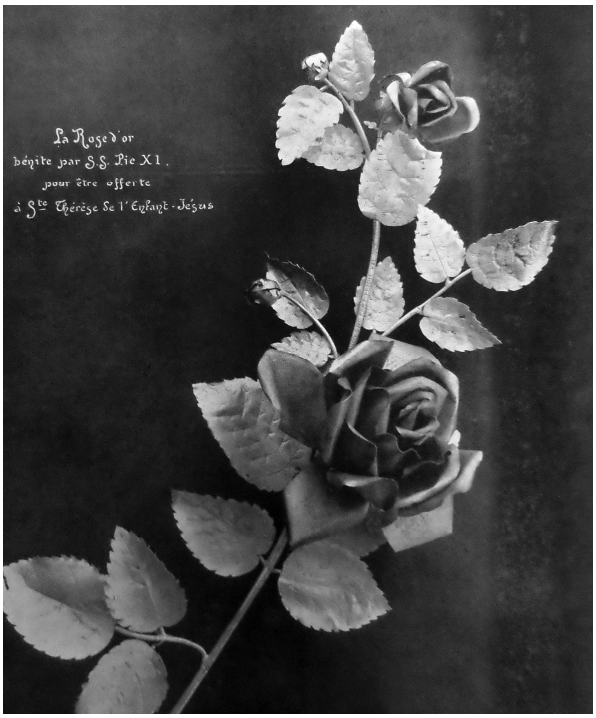
À la naissance d'une fille, planter au pied d'un rosier son cordon ombilical pour qu'elle ait une belle voix *(Lisieux, Le Torquesne)*, une belle chevelure ou encore une bonne santé.
« Les gens gardaient les roses qu'ils avaient ramassées après la procession et les brûlaient pour le mercredi des Cendres. » *(Vieux-Pont-en-Auge)*
« Quand c'était fini, les hommes enlevaient les grandes laîches. Ils faisaient une flambée pour brûler les roses, car elles étaient bénies. »

Cultiver

L'art d'avoir de belles roses au jardin commence par les secrets du bouturage et de la taille :
« Y en a qui plantent n'importe quand. Il faut faire la bouture sur le bois neuf de l'année, gros comme le petit doigt, à 20 centimètres, deux yeux en dessus de terre. » (*Thiéville)*
« Faire des boutures en décours (entre la pleine lune et la nouvelle lune) pour qu'elles soient robustes. » *(Thiéville)*

Dans le jardin du presbytère de Lisores était cultivé le « rosier de la Communion ». C'est un rosier liane vigoureux qui produit des grappes de petites roses simples blanches odorantes. À l'occasion de relevés botaniques le long des chemins, un rosier semblable mais plus prolifique encore a été découvert dans une haie sur la commune du Mesnil-Bacley.
À Saint-Etienne-l'Allier (27), le curé de la paroisse, l'abbé Meulant (1870-1946), a cultivé près de 300 rosiers en pépinière, près de l'église. Vers 1930, il publia plusieurs catalogues de vente.

La rose d'or au Carmel



1925 : le pape Pie XI offre une rose d'or au carmel de Lisieux. « 30 septembre après la Messe, le saint Cardinal Vico est entré dans le monastère pour remettre la rose d'or bénie par le pape dans la main de notre petite Sainte. C'était touchant et imposant à la fois. »
Les Annales de Ste Thérèse de Lisieux, décembre 1925 (Société historique de Lisieux)

Retrouver “Génie de Chateaubriand”

Dans le journal *Le Normand* du 20 octobre 1848 est annoncée la création d’une rose exceptionnelle à Lisieux : la rose 'Chateaubriand', rebaptisée 'Génie de Chateaubriand' en 1849. « Nous considérons leur Rose comme l’une des plus belles fleurs connues. Elle est d’un rouge ou plutôt d’un violet-évêque des plus beaux, et très odorante. »

Cette rose a été primée un peu partout en Europe. Elle a servi à créer de nouvelles roses comme 'Veilchenblau', pourtant elle a disparu des collections. Nous la recherchons.

Christiane DORLÉANS

la Rose “Génie de Chateaubriand”, 1848.

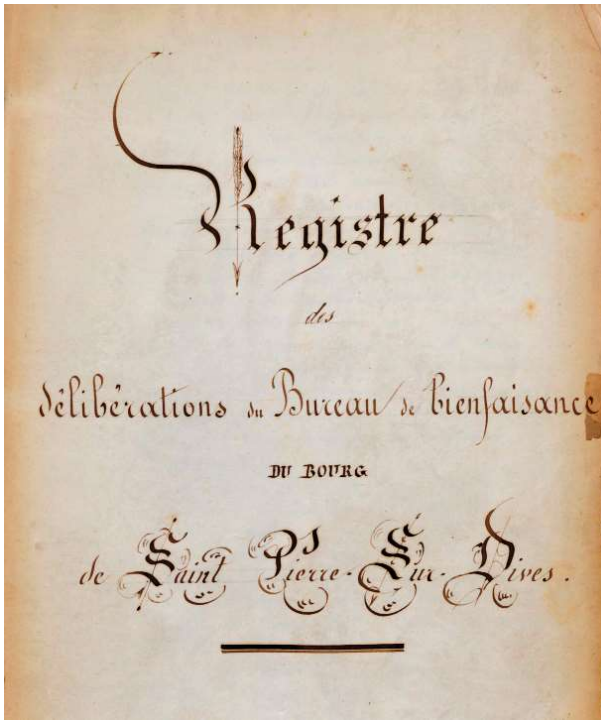
La cour intérieure de l'hospice vers 1960.
Carte postale (détail).

La Maison de retraite Saint-Joseph
Troisième partie

La troisième partie de l'histoire de la "Maison de retraite Saint-Joseph" fait suite à deux articles publiés dans les bulletins du Foyer Rural du Billot respectivement n° 151 & n° 152 parus en 2023. Nous abordons ici la période allant de la fin du XIXe siècle à nos jours.

L'ancien hospice, relancé vers 1870 par Sœur Ste-Célestine de la Providence de Lisieux, ne deviendra "la Maison de retraite Saint-Joseph" qu'en 1976. A la fin du XIXe siècle, l'établissement était désigné par l'Administration et dans le registre des délibérations du Bureau de Bienfaisance, sous le nom de "Maison de refuge".

Ce registre est le recueil des comptes-rendus des séances de la Commission administrative du Bureau de Bienfaisance, approuvés et signés par les participants. Il nous permet de suivre la chronologie des principaux évènements.
Un secrétaire, nommé en début de séance, rédige les comptes-rendus.


Registre
des
délibérations du Bureau de Bienfaisance
du Bourg
de Saint Pierre-Du-Mesnil.

Calligraphie de la première page du registre (1855–1954)[1]

Pour rappel, le Bureau de Bienfaisance, créé par la loi de 1796, est une instance municipale caritative chargée de gérer les aides aux pauvres, l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables et la protection de l'enfance. Il se réunit à la demande et sous la présidence du maire de St-Pierre-sur-Dives. La gestion du Bureau de Bienfaisance inclut celle de la Maison de refuge, en particulier sa comptabilité.
Les recettes proviennent surtout des subventions, des rentes de placements en emprunts d'État, des locations et fermages, et des dons. Parmi les dons, il y eut les legs dont l'Hôtel-Dieu a bénéficié tout au long de son histoire depuis le Moyen-âge.

Le legs des époux Daulne, propriétaires à Sainte-Marguerite de Viette

L'important legs des époux Daulne a permis la transformation de la Maison de refuge en Hôpital-Hospice, souhaitée par la commune depuis quelques temps mais elle ne devint réalité qu'après des années de procédure.
Marie Rosalie Daulne, née Hamel, veuve et héritière de Jean Ferdinand Daulne[2], riche marchand de bestiaux de Ste-Marguerite-de-Viette, est décédée à son domicile le 1er mars 1895, à l'âge de 67 ans. Aux termes des deux testaments olographes[3] rédigés en 1894, n'ayant lors de son décès aucun descendant, ni ascendant, Mme Daulne institue le Bureau de Bienfaisance de Saint-Pierre-sur-Dives comme son légataire universel, et nomme le maire de cette commune, son exécuteur testamentaire.

Le legs de Mme Daulne se compose de deux parties résultant de la vente de ses immeubles (estimés 150 000 Frs soit 2,2 M€) :

- la première partie est destinée aux enfants, à savoir une rente annuelle et perpétuelle de 80 Frs (estimée 1200 € d'aujourd'hui) à chacune des communes du canton ayant une école primaire de garçons ou mixte, en souvenir de son fils Émile décédé en 1848, à l'âge de 20 ans.

- la seconde destinée aux nécessiteux, pour la construction d'une annexe à la Maison de refuge de St-Pierre-sur-Dives, dans le but qu'elle soit "transformé en hospice ayant une existence légale".

Le Président du Tribunal civil de Lisieux, dépositaire des deux testaments, ordonne par un jugement du 4 mars 1895, de les "mettre au rang des minutes" de l'étude de Me Louis Daon, notaire à Saint-Julien-le Faucon. Il charge ce dernier de veiller à leur exécution conformément aux volontés de la testataire. Un inventaire est fait au domicile de Mme Daulne le 25 avril 1895.

Une dizaine de parents éloignés de Mme Daulne, se déclarent ses "héritiers naturels" dans un acte enregistré à l'étude notariale de Me Daon le 20 décembre 1895. Ils revendiquent la totalité de la succession, se la partageant entre eux en quota attribués à chacun. Le Bureau de Bienfaisance, institué légataire universel par testament, a rejeté cette revendication lors sa séance du 17 juillet 1897.

Le Bureau de Bienfaisance lance en 1896 une requête auprès de l'Administration visant à obtenir l'autorisation de transformer la Maison de refuge en Hôpital-hospice. La procédure, via le Ministère de l'Intérieur, aboutit à un décret signé à Rambouillet le 13 août 1899 par Émile Loubet, Président de la République, et contresigné par Pierre Waldeck-Rousseau, Président du Conseil des Ministres et Ministre de l'Intérieur et des Cultes.

13 août 1899

Ministère de l'Intérieur.

République Française.

Bureau.

Enregistré n° 2086

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes,

Vu le testament olographe de M. Daulne, du 20 Juin 1888 ;

L'acte du décès du testateur, du 6 Septembre 1890 ;

Extrait du décret de la Présidence de la République [4]

Ce décret de la Présidence de la République autorise dans son article 2, la création à Saint-Pierre-sur-Dives d'un Hôpital-hospice sur la base du legs de Mme Daulne. De plus, l'article 5 autorise les communes à accepter les rentes léguées par Mr et Mme Daulne, à savoir St-Pierre-s/Dives, Boissey, Ste-Marguerite-de-Viette, Vaudeloges, Ammeville, Bretteville-sur-Dives, Écots, Grandmesnil, Lieury, Mittois, Montpinçon, Montviette, Notre-Dame-de Fresnay, Ouville-la-Bien-Tournée, St-Georges-en-Auge, St-Martin-de-Fresnay, Tôtes et Vieux-Pont.

Le Tribunal civil de Lisieux ordonne par son jugement du 31 octobre 1899, la vente des immeubles de la succession Daulne et "décide toutefois que cette vente aura lieu à la barre de ce tribunal dans les formes prescrites par la loi ...". Émile Fresnil, Maire de St-Pierre-s/Dives, Président du Bureau de Bienfaisance et exécuteur testamentaire, conteste le lieu de la vente et fait appel du jugement. Il obtient gain de cause. Dans son arrêt du 6 février 1900, la Cour d'Appel de Caen maintient l'ordonnance de la vente mais réfute sa tenue à la barre du Tribunal de Lisieux : "cette vente aura lieu en l'étude et par le Ministère de Me Daon, notaire à St-Julien- le-Faucon...".

La vente aux enchères des 13 lots décrits dans le cahier des charges, donne lieu à plusieurs adjudications, tous les lots n'ayant pas trouvé preneur à la mise à prix de la première enchère. Finalement la totalité est vendue par morceaux durant l'année 1900 pour un montant total de 118400 Frs.

Disposant alors d'un pactole, le Bureau de Bienfaisance procède tout d'abord au remboursement des rentes léguées aux communes ci-dessus. En 1903, après avoir fait raser de vétustes petites maisons en place, il commande la construction de l'imposant bâtiment à gauche de l'entrée qui sera opérationnel en 1906, la capacité d'hébergement passant alors à 16 lits.

Sur décision du Conseil municipal, la Maison de refuge devient officiellement l'Hospice de Saint-Pierre-sur-Dives à compter du 1er janvier 1901. L'établissement va pouvoir bénéficier d'avantages matériels, en particulier de marchés de gré à gré pour la fourniture de pain, lait, viande, pommes à cidre, épicerie ou de charbon, en exigeant des produits de bonne qualité.

Le Monument Daulne

Une souscription avait été lancée en 1902 par la Commission administrative auprès des communes bénéficiaires pour réaliser un monument au cimetière de Ste-Marguerite-de-Viette en "Hommage et Reconnaissance" aux époux Daulne. La souscription obtint un résultat honorable : M. Fresnil, maire de St-Pierre-sur-Dives réussit à réunir 1500 Frs (soit 24000 €).

Un monument funéraire conséquent est élevé en 1904 au cimetière de Ste-Marguerite-de-Viette, en pierre bleue dite "pierre du Hainaut". Son style évoque une chapelle familiale du XIXème siècle sans en avoir les superstructures (com. Jean Desloges).

Les bienfaiteurs de l'Hospice

Sur la façade côté rue du bâtiment principal, on peut voir une plaque commémorative datant de 1934 (reprise une fois en 1943) où sont gravés les noms de plusieurs des bienfaiteurs. Tous n'y sont pas listés comme par exemple les époux Daulne sans doute parce que dans leur cas, la reconnaissance était déjà gravée sur le monument du cimetière de Ste-Marguerite-de-Viette.

Les dons des bienfaiteurs sont en général, des legs faits par testament enregistré dans un acte notarié. Les dates indiquées sur la plaque sont celles du testament, le don n'étant effectif qu'après le décès du bienfaiteur, parfois bien des années plus tard.
Ainsi :
• En 1886, le Bureau de Bienfaisance hérite de Jean-René Collas (1824-1885), médecin, Conseiller général et Maire de St-Pierre-s/Dives de 1876 à 1885, de 6 000 Frs avec la condition qu'un des lits porte son nom. Certes, le lit Collas de l'Hospice n'existe plus aujourd'hui, mais la commune est depuis longtemps traversée par le célèbre boulevard Collas. M. Collas n'en demandait pas tant !

• Le legs de Louis Joseph Labrousse occupe une place particulière dans l'histoire récente de l'Hospice. Il est décrit plus loin.
• Le legs de Marie Adèle Fresnil (1847-1909), née Picquot, consistait en la nue propriété de tous ses meubles et immeubles au Bureau de Bienfaisance, et en réservant l'usufruit (donc la charge d'entretien) à son mari Émile Fresnil, Maire de St-Pierre de 1892 à 1921 et donc Président dudit Bureau. Ce legs a entraîné des situations parfois délicates pour le scrupuleux maire M. Fresnil, entre autres quand il fallut faire pour les immeubles de coûteux travaux d'entretien qu'il n'avait pas les moyens de financer.
• Frédéric Totain (1819-1906), Conseiller municipal, a légué 10 000 Frs dans son testament de 1901 avec le souhait que le nom de son frère Paul soit inscrit sur un lit de l'Hospice.
• Pauline Coulibeuf (1851-1914) a légué 5 000 Frs dans son testament du 15 juillet 1905.
• Lucie Giraud (1837-1915) née Beauclos, a légué dans son testament du 15 novembre 1913, une terre de 1,36 ha située à St-Pierre entre le bief et la Dives, nommée le pré de l'Hospice, qui sera louée.
• Aimable Victor Le Bois (1840-1928), Conseiller municipal, a légué dans son testament du 2 janvier 1928, une terre de 5,27ha située à Vieux-Pont, qui sera vendue en 1929.
• Marie Alexandrine Lemarchand (1863-1933), épouse Hie, fait un don de 10 000 Frs en 1934.
• Lucien Jules Adolphe Tostain (1860-1929), Conseiller municipal adjoint. Son don fut le financement par son épouse du chauffage central de l'hospice.
• Émile Lemoigne (1856-1943), antiquaire, a légué 1 000 Frs pour l'embellissement de l'Hospice dans son testament du 8 décembre 1939.
• Thérèse Delarue (+1951), née Lecoq, hébergée à l'Hospice, fait un don de 10 000 Frs en mai 1943, puis un legs de 10 000 Frs à nouveau dans son testament du 20 mai 1950.

Pour la petite histoire, c'est un don de 80 000 Frs fait à l'Hospice en 1851 par la Mère supérieure qui a mis en évidence les malversations du maire Robert Morin, contraignant celui-ci à la démission. Des recherches comptables ont révélé la disparition de plusieurs sommes lui étant imputables.

Le testament de Louis Labrousse et la ferme de l'Hospice à Tôtes

Louis Joseph Labrousse, est né à Tôtes en 1840 et décédé à Lieury le 30 mars 1909. Agriculteur célibataire sans enfant, il institue l'Hospice comme son légataire universel dans un testament olographe[3] daté du 15 août 1891. Il lègue la totalité de ses biens avec obligation pour l'Hospice de verser à Céline Lemoine, née Madeleine, une pension annuelle de 1 000 Frs et "de rester à perpétuité propriétaire de la ferme Labrousse, située à Tôtes,..".

M. Labrousse possédait non seulement la ferme de Tôtes mais aussi des terres et bâtiments situés à Lieury. Un décret de la Présidence de la République du 16 mars 1911 autorise la Commission administrative à vendre les biens du legs Labrousse ne faisant pas partie de la ferme de Tôtes. Ce que celle-ci s'empresse de faire pour pouvoir payer les droits de succession et la pension de Mme Lemoine.

Le reste, à savoir la maison, les bâtiments agricoles et les terres de la ferme, situés à l'entrée de Tôtes sur la droite en venant de St-Pierre et appelés depuis "la ferme de l'Hospice", était loué. La location a continué, suivie avec attention par son nouveau propriétaire : l'Hospice de St-Pierre. L'exploitation de la ferme était satisfaisante, les membres de la Commission votaient les aménagements et réparations demandés par le fermier, en particulier à l'occasion de la révision du bail.

Le loyer réglé parfois en produits de la ferme, est en 1950 de 360 kg de beurre et de 825 kg de viande de 2e qualité. Ceci représentait à l'époque, environ 25 % des revenus de l'hospice.

En 1952, le fermier André Maubant résilie son bail. La Commission ne retint que 5 des 11 candidats en lice pour le reprendre. Après plusieurs tours de scrutin, elle choisit Marie-Louise Lucas, agricultrice à Montviette, veuve de guerre ne disposant que d'un faible revenu. Le Dr Berl, médecin intervenant à l'Hôpital, lui apporta un soutien décisif.
Devenu maire de St-Pierre-sur-Dives en 1971, le Dr Berl inclut dans le renouvellement du bail de Mme Lucas, une promesse d'achat au cas où le testament de M. Labrousse serait cassé. Ce qui se réalisa en 1974. La location de la ferme est alors reconduite mais scindée en 2 lots dans des baux signés fin 1974. Les 2 lots sont finalement vendus par adjudication le 17 janvier 1978, les bâtiments et une partie des terres à André et Geneviève Vaugeois, le reste des terres à Michel Besnard.

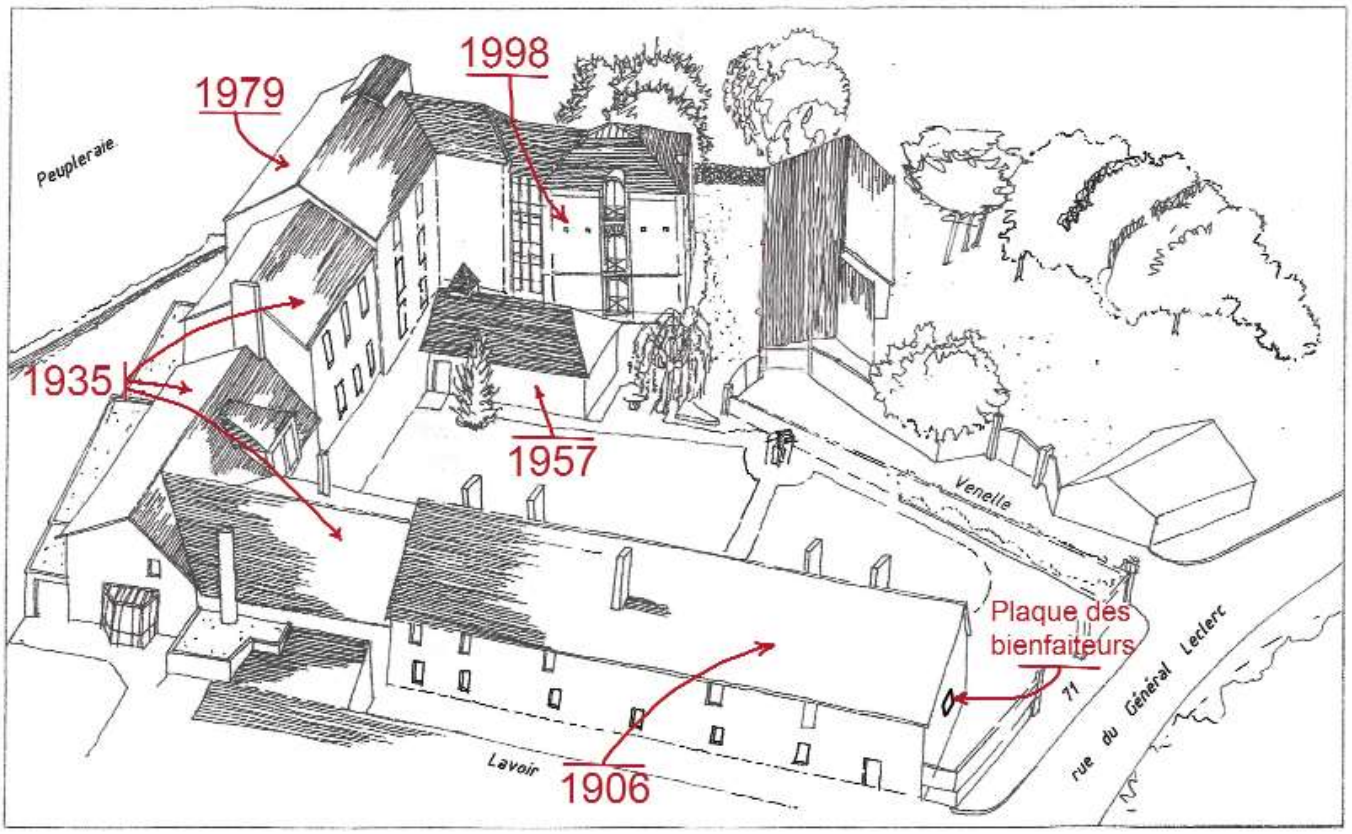
Avec le capital récupéré de la vente, la Commission administrative investit dès 1978, dans le projet d'une grosse construction en angle dans le fond de la cour, proposé quelques années auparavant par l'architecte de la ville, M. Victor. Cette extension est opérationnelle en 1979.

Les bâtiments en place

Il nous faut revenir en arrière pour expliquer le patchwork architectural de l'ensemble. Au sortir de la dernière guerre, l'Hospice, dirigé par la Commission administrative elle-même sous contrôle du Conseil municipal et de la Sous-préfecture, était géré au quotidien par 4 religieuses de la Providence de Lisieux. Il paraissait comme une institution religieuse : il lui fallait une chapelle.

Mme Hortense Soufflot, résidente à l'Hospice, y décède le 8 février 1952. Elle institue l'Hospice comme légataire universel dans son testament du 30 mars 1948. Elle lui lègue 172 000 Frs de valeurs mobilières et une maison avec jardin et atelier de menuiserie à Luc-sur-Mer,

estimée à 1,25 M Frs, demande que la maison soit vendue et que "le produit de la vente soit attribué à la construction d'une chapelle édifiée dans le jardin de cet établissement". La vente de la maison louée au curé de Luc-sur-Mer, traîne pendant plusieurs années. La chapelle, objet des dernières volontés de Mme Soufflot et sans doute appuyé par la Mère supérieure Sœur St-Antonin, ouvrira enfin ses portes en 1957.



Croquis de l'architecte Xavier d'Alençon
(avec nos annotations en rouge)

L'établissement hébergeait à ce moment-là une trentaine de pensionnaires, les 4 religieuses et un employé sur place. Le personnel comprenait de plus 3 agents des services hospitaliers et 2 auxiliaires à plein temps. Les installations étaient rudimentaires, archaïques, les sanitaires manquaient partout, ainsi un dortoir de 6 lits avec un seul WC et un seul lavabo. Mais la demande d'hébergement est là et le besoin d'agrandissement sensible. Malgré les inondations récurrentes, en particulier en 1974, les importantes extensions de 1979, puis de 1998, sont votées et réalisées.

L'ensemble des bâtiments encore en place aujourd'hui, est représenté sur le croquis ci-contre réalisé pour le dossier de l'extension de 1998 qui a porté la capacité de l'Hospice à 48 lits.
Ces extensions avaient aussi pour but d'offrir aux résidents de meilleures conditions d'hébergement et les nouveaux revenus devaient permettre de financer la modernisation et la mise en conformité des anciens bâtiments.

De l'Hospice à l'EHPAD Saint-Joseph

La solidarité, le partage naturel des tâches, entretenaient une ambiance conviviale, familiale et même parfois festive. La fête de la Saint-Joseph le 19 mars, était l'occasion chaque année d'une célébration mémorable à laquelle tout le monde participait, y compris le Conseil municipal.

Les conditions de vie vont s'améliorer à partir de 1972 avec l'arrivée de la nouvelle Mère supérieure Sœur St-Vincent. Grâce au soutien de la Commission administrative, de nouveaux équipements sont installés, l'agencement des locaux change.

Sœur St-Vincent.
(Archives Maison de retraite Saint-Joseph)

L'Hospice de St-Pierre-sur-Dives, suite à la délibération du Bureau d'Aide Sociale du 27 novembre 1976, validée par le Sous-Préfet le 20 décembre, devient un établissement public nommé la Maison de retraite Saint-Joseph. Le nombre de religieuses diminue inexorablement ; elles sont petit à petit remplacées par des soignantes laïques.

Au début des années 1980, Sœur St-Vincent qui dirigeait l'établissement avec poigne depuis 1972, approchait de l'âge de la retraite. La Providence n'avait pas de religieuse formée à proposer pour lui succéder. Le Ministère délégué de la Santé nomme une directrice civile Mme Gallet qui prend le poste en janvier 1985, en parallèle avec Sœur St-Vincent qui assurera la transition jusqu'en 1990.

Célébration du bicentenaire de 1789.
(Archives Maison de retraite Saint-Joseph)

Mme Gallet apporte de la modernité dans un environnement vieillot, inconfortable. Elle démissionne au bout de 15 mois et c'est l'infirmière en place qui va assurer l'intérim jusqu'à l'arrivée de la nouvelle directrice Chantal Geneau, en juin 1987.

Mme Geneau s'applique avec dynamisme et succès à développer la Maison de retraite Saint-Joseph, à créer des programmes d'animation pour les résidents, suivis avec enthousiasme par le personnel.
De nombreuses activités sont mises en place à l'aide de commissions, d'ateliers ayant des attributions spécifiques.

Le Centre Communal d'Action Social (CCAS), remplaçant l'ancien Bureau d'Aide Social depuis 1986, vend la pleine propriété des biens, terrains et immeubles, à la Maison de Retraite pour un Franc symbolique le 20 janvier 1999 devant Me Samson, notaire à St-Pierre-sur-Dives. Par arrêté préfectoral du 13 décembre 2001, l'établissement devient un EHPAD[5]. Bien que d'autres noms leur soient proposés, les résidents par leur vote en faveur du nom EHPAD Saint-Joseph ont montré leur attachement au passé récent, aux tâches accomplies par les religieuses.

Il ne nous a pas été possible de retrouver la convention tripartite signée par la DDASS[5] de Caen, le Conseil Général et l'EHPAD Saint-Joseph avec effet au 1er mars 2002 : parce qu'obsolète, elle n'aurait pas été archivée mais détruite !

Mme Geneau part à la retraite en octobre 2002 après 15 ans de service à la Maison de retraite St-Joseph. Les directeurs se succèdent alors jusqu'en octobre 2006. La gestion est transférée au Centre Hospitalier de Falaise par un arrêté conjoint entre la DDASS, l'ARH[5] et le Conseil Général, le 9 octobre 2007. Le Conseil d'administration du CH de Falaise donne son accord pour une fusion juridique avec l'EHPAD St-Joseph à compter du 1er janvier 2008.

Les inspections réalisées par différents services de l'Administration ont démontré dès cette époque-là qu'il était impossible de mettre les locaux en conformité aux normes de sécurité, en particulier pour les

évacuations en cas d'urgence des bâtiments anciens de 1906. Le déménagement est inéluctable. Un nouvel EHPAD Saint-Joseph est construit sur un terrain donné par la municipalité de Saint-Pierre-sur-Dives au CH de Falaise, le déménagement a eu lieu en janvier 2022.

Les locaux de l'ancienne Maison de retraite, propriété du Centre Hospitalier de Falaise, sont depuis à l'abandon. Il est navrant de constater leur état actuel de délabrement : éventrés, ouverts à tous vents, pillés, vandalisés. Les plaintes déposées en gendarmerie par la municipalité, restent sans suite.

Les habitants de St-Pierre-sur-Dives et de ses environs sont attachés à ce site, certains parce qu'ils y ont travaillé pendant de longues années, d'autres ont des proches qui y ont été hébergés et soignés, et en mémoire des donateurs et bienfaiteurs.

Marcel COULON

1 -Registre des délibérations du Bureau de Bienfaisance 1855 – 1954 réf. Archives départementales du Calvados (AD-14) : 454 EDT/45
2 - Jean-Ferdinand Daulne (1818-1890), à rapprocher sous toutes réserves, du bienfaiteur Ferdinand Daulne dont le nom a été attribué à une rue de Lisieux en 1902, cf. Dictionnaire historique des noms des rues de Lisieux, Dominique Fournier, SHL, 1998
3 - Testament écrit en entier à la main et daté précisément
4 - Archives Nationales Pierrefitte : cote F/1a/2288
5 - EHPAD : Établissement Hospitalier pour Personnes Agées Dépendantes
DDASS : Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
ARH : Agence Régionale d'Hospitalisation

HIÉVILLE. — L'Église

NOTES DE TOPONYMIE NORMANDE

TOPONYMIE D'HIÉVILLE

L'auteur du présent article avait jadis (1983 !) expédié l'étymologie du nom de la commune d'Hiéville en huit petites lignes peu éclairantes[1]. Les improbables lecteurs qui les auraient encore en mémoire feraient aussi bien de les oublier à tout jamais. Quelques années plus tard, nous présentions aux fidèles abonnés d'HTP une analyse plus élaborée et mieux documentée de ce toponyme, mais toujours assez brève[2]. Cette analyse fut reprise, avec davantage de commentaires et de discussions, dans un ouvrage aujourd'hui épuisé, paru en 2012[3]. Qu'il nous soit aujourd'hui permis de revenir encore sur le sujet, et d'examiner par la même occasion les microtoponymes présents sur le territoire de cette ancienne commune. Nous n'indiquerons pas dans le texte les sources des formes citées, que l'on trouvera dans l'inventaire toponymique placé en fin d'article. Les formes non datées sont modernes (XXe ou XXIe siècles).

1 - FOURNIER 1983a, p. 11.
2 - FOURNIER 1989, p. 25.
3 - FOURNIER 2012, p. 48-49.

1. — HIEVILLE.

La paroisse d'Hiéville ressortissait sous l'Ancien Régime au diocèse de Sées, à l'archidiaconé d'Exmes et au doyenné de Saint-Pierre-sur-Dives. Elle était sous l'invocation de Saint-Pierre. Son patron, qui nommait le curé, était l'abbé de Saint-Pierre-sur-Dives. Pour ce qui est des circonscriptions civiles, la paroisse relevait de la généralité d'Alençon, de l'élection de Falaise et de la sergenterie de Saint-Pierre-sur-Dives. Elle appartenait également au grand bailliage ou présidial de Caen, ainsi qu'au bailliage secondaire ou vicomté de Falaise. On y relève la mention, en 1560 et 1606, du *noble fief, terre et seigneurie d'Hieville* appartenant à Jean de Bernières, écuyer, sieur du lieu (8e de fief de haubert). En 1640, le fief d'Hiéville est possédé par François le Sens, *escuyer, sieur de Rucqueville*. Deux autres fiefs y sont possédés à cette date par Henry Georges et Abraham de Bernières, *escuyer*[*s*][4].

À l'époque de la Révolution, la commune a dépendu du district de Lisieux de 1790 à 1795, puis de l'arrondissement de Lisieux à partir de 1800. Elle fit d'abord partie du canton de Saint-Pierre-sur-Dives (1790), phagocité par le nouveau canton de Livarot en 2015 à la suite du redécoupage cantonal. La commune d'Hiéville, intégrée en 2002 à la communauté de communes des Trois-Rivières, devint en 2016 commune déléguée de la commune nouvelle de Saint-Pierre-en-Auge.

Le nom de la commune est attesté dans les textes à partir du XIIe siècle : *Huivilla* ou *Hiuvilla* 112l/1128, *Hieuvilla* 1180, *Heuvilla*; *Heivilla* ~XIIIe s., *Heauville* 1318, *Hyeuvilla* ~1335, *Hieuville* 1345, *Hievilla* 1373, *Hyeuville* 1428, *Hyeuvilla* XVe s., *Hieuville* 1452, 1474, *hyeville* 1631, 1633, *Hieville* 1612/1636, 1640, *Hieuville* 1677, *Hyeville* 1684, *Hieuville* 1709, *Hieville* 1713.

---

4 - ROLE DES FIEFS, p. 39a.

L'habile lecteur déchiffrera : *en L eglize dud[ict] hyeville*
[Registre paroissial, 1632].

Nous avons ici affaire à un toponyme médiéval précoce en -ville, élément issu du gallo-roman VILLA "domaine rural; village"[5] devenu *vile*, puis *ville* en ancien français. Les noms en *-ville* commencent à apparaître dans la moitié nord de la Normandie vers les VIIe/VIIIe siècles, mais connaissent surtout le succès aux Xe et XIe siècles, dépassant l'époque usuelle de telles constructions. Ils déclinent à partir du XIIe siècle; il disparaissent après le XIIIe siècle. Ils sont généralement composés d'un nom de personne (souvent germanique) et de l'élément *-ville* suffixé, d'abord latinisé en *-villa* dans les textes. En l'occurrence, le nom de Hiéville repose sur un anthroponyme d'origine germanique au sujet duquel les spécialistes ne s'accordent pas.

La première attestation, transcrite *Huivilla* par René-Norbert Sauvage, a été corrigée en *Hiuvilla* par Marie-Thérèse Morlet[6], en cohérence avec les formes ultérieures et l'étymologie proposée : à savoir le nom de *Hildulf*, soit "le domaine rural / le village de Hildulf". Ce dernier nom est une forme contractée de *Hildiwulf*, constitué des éléments *hild-* "combat" et *-wulf* "loup". C'est cette analyse que nous avions reprise, faute de mieux, en dépit de quelques difficultés d'ordre phonétique[7], dans nos deux dernières publications citées[8]. Marie-Thérèse Morlet rattache à ce type toponymique les noms d'Hédouville (Val-d'Oise; *Childulfovilla* 691) et d'Houdreville (hameau à Éperon, Eure-et-Loir; *Hildulphi villa* 1028).

---

5 - Le gallo-roman VILLA perpétue le latin *villa* "domaine rural, grande ferme", issu de l'indo-européen **°weik-slā**, forme suffixée de la racine **°weik-** "clan, groupe social supra-familial" (cf. latin *vicus* "quartier d'une ville; bourg, village", d'où les mots *vicinal*, *voisin* et le grec *οἶκος*, *oîkos* "maison", d'où le préfixe *éco-*).
6 - MORLET 1985, p. 360b.
7 - Disparition du [d] explosif qui aurait dû se maintenir ici.
8 - FOURNIER 1989, p. 25 ; FOURNIER 2012, p. 48-49.

On le rapprochera d'Hiesville dans la Manche, dont certaines formes anciennes (non relevées par François de Beaurepaire)[9] sont identiques à celles d'Hiéville. Beaurepaire associe lui aussi Hiesville à Hiéville dans sa publication posthume[10], sans toutefois en tirer de conclusion, jugeant le premier élément obscur. René Lepelley[11] explique quant à lui ces noms par *Hedo* + *-villa*, ce qui, dans le cas d'Hiéville, est démenti par les formes anciennes. Pour notre part, nous proposerons *Idulf* (+ *-villa*), attesté au Moyen Âge sous les formes latinisées *Hidulfus*, *Idulfus*, qui nous semble lever la difficulté phonétique évoquée ci-dessus. Son premier élément est *id-*, de sens incertain (peut-être "travail" ou "négoce")[12].

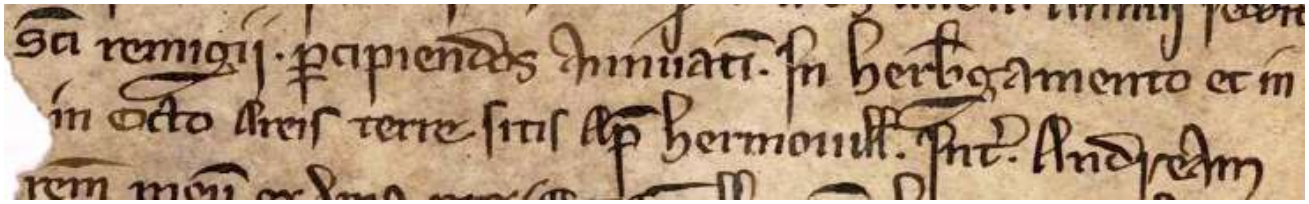
On notera par ailleurs qu'à son habitude, Louis Du Bois a proposé en 1828 puis 1845[13] l'ajout du déterminant *-sur-Dive* au nom d'Hiéville, pour le différencer de Hiesville dans la Manche, rebaptisée par lui *Hiéville-les-Marais*. Aucune de ces deux appellations ne trouva preneur.

2. — HARMONVILLE.

Profitons de cette analyse du nom d'Hiéville pour régler le sort d'HARMONVILLE, dont la création doit dater de la même époque. Cette agglomération, située à Hiéville et Berville, n'a jamais atteint le statut de paroisse, mais son nom est attesté depuis le début du XIIe siècle : *Hermovilla* 112l/1128, ? *Hermunvilla* s.d. NCC 208 , *Hermovill*[*am*]; *H[er]mouvill*[*am*] f-XIIIe s.[15], *Hermanville* 1469 NCC 208, *Hermouville* 1618, *harmouville* ou *harmonville* 1657, *Harmonville* 1663, *Hermonville* 1684, *Harmonville* 1753/1785, *Hermonville* 1834, *Hermonville*; *hermouville* 1835, *Hermonville* 1840, 1867, *Harmonville*; *Hermonville* 1883, *Harmonville* 1893.

---

9 - BEAUREPAIRE 1986, p. 139.
10 - BEAUREPAIRE 2022, p. 213.
11 - LEPELLEY, p. 148a.
12 - MORLET 1968, p. 143a/b.
13 - DU BOIS 1828, p. 478; DU BOIS 1845, t. II, p. 455.
14 - Nous considérons cette attestation, issue du cartulaire de Montebourg et retenue dans BEAUREPAIRE 2022, p. 208, comme douteuse, car non cohérente avec les suivantes.
15 - Christophe MANEUVRIER, p. 76, transcrit *Hermonvilla* et *Hermanvilla*; nous avons lu *Hermovill[am]* et *H[er]mouvill[am]* sur l'original. De même, le signataire de la charte semble bien être *Rob[er]tus de Lagace* et non *Robinus de Lagate*.



L'une des plus anciennes mentions connues du nom d'Harmonville :
In herbergamento et in [lacune] *in octo areis terre sitis ap*[*ud*] ***Hermovill*[*am*]**,
"dans un hébergement et dans […] en huit pièces de terre situées à Harmonville".
Charte de *Robertus de Lagace*, f-XIIIe s. [ADC, cote H 7069].

Étant donné qu'il ne s'agit ni d'une commune ni d'une ancienne paroisse, peu de spécialistes se sont penchés sur ce nom. Le statut incertain de la voyelle de la deuxième syllabe du nom, conjugué à la rareté des attestations anciennes, nous avaient incité à considérer les formes en *Hermon-* comme sincères, et cohérentes avec la forme actuelle, postulant le nom de personne germanique *Harimund* > *Hermund*, combinaison des éléments *hari-* > *her(i-)* "armée" et *-mund* "main", puis "protection"[16]. Plusieurs nouvelles attestations anciennes nous permettent aujourd'hui de penser que la forme initiale était bien *Hermo-* évoluant naturellement en *Hermou-*. Il s'est ensuite produit une confusion *u / n* (sans doute au XVIIe siècle) aboutissant aux graphies *Hermon-* puis *Harmon-*[17]. Dans ce cas, le nom de personne serait *Harimod* > *Hermod*, formé avec *-mod* "esprit, courage", et attesté sous les formes germaniques ou latinisées *Harimodus, Herimod, Herimodus, Hermodus, Herimotus, Herimuot, Herimuth*, etc. Il s'agirait alors, en définitive, du "domaine rural / village de Harimod / Hermod". Ce choix est d'ailleurs celui de Marie-Thérèse Morlet[18]. Quant à François de Beaurepaire, il assimile Harmonville au type Hermanville, pour lequel il hésite entre *Heriman* > *Herman* et *Harimod* > *Hermod*[19].

16 - FOURNIER 1989, p. 25.
17 - Le passage de *Her-* à *Har-* constitue sans doute une hypercorrection, le premier étant perçu comme la forme dialectale normande du second, attribuable à l'ancienne action fermante de [r] dans ce contexte (cf. *larme / lerme, argent / ergent*, etc.).
18 - MORLET 1985, p. 355a.
19 - BEAUREPAIRE 2022, p. 211.

3. — MICROTOPONYMIE DE LA COMMUNE.

3. 1. Le cadre naturel.

• *Le relief.*

Hiéville est parsemée de nombreuses buttes caractéristiques du relief augeron qui commence à se dessiner à proximité de Saint-Pierre-sur-Dives. L'appellatif le plus courant est le mot mont, désignant une butte plus ou moins prononcée : ainsi, le hameau des MONTS (1834), au nord de la commune, d'où la RUE DES MONTS; LES PETITS MONTS (1835); et avec un déterminant, LES MONTS DE BOUGY (1835), d'où LA PIÈCE DES MONTS DE BOUGY (1835); LES MONTS DU CHAMP (1834). Le terme *caboche*[20], fréquent en microtoponymie, signale une petite butte et explique le lieu-dit LA CABOCHE (1835). Les pentes elles-mêmes sont signalées par le fréquent appellatif *côtis, costil* dans le lieu-dit LES CÔTIS (*les côtis; les Cotis; les Costils* 1835).

Une appellation évoquant indirectement la hauteur est le type *Beauvais* (sans rapport avec la ville homonyme), forme dialectale de l'Ouest de *Beauvoir*, appliqué à un lieu élevé d'où l'on jouit d'une belle vue. Il apparaît dans le nom de la ferme de BEAUVAIS (1834), sur la pente de la butte des MONTS; d'où également LE PRÉ BEAUVAIS (*le pré Bauvais* 1835) et l'actuelle IMPASSE DE BEAUVAIS.

On ne relève qu'un seul toponyme relatif à la nature du sol, en l'occurrence un lieu pierreux : LA PERELLE (1835), d'où LE PRÉ DE LA PERELLE (1835) et le CHEMIN DE LA PERELLE.

• *L'eau.*

Le territoire de la commune est brièvement longé à l'ouest par la DIVES, fleuve côtier de l'Orne et du Calvados se jettant dans la Manche à Dives-sur-Mer. On le trouve mentionné pour la première fois en 1025 sous la forme *in marisco Dive* ("dans le marais de la Dives", ou peut-être "de Dives-sur-Mer"), puis *Diva flumen* "le fleuve de Dives" en 1063. On considère généralement ce nom comme la latinisation, d'après le latin *diva* "déesse", d'un hydronyme gaulois °*Deua*, formé sur °*deua*, de même sens.

---

20 - Formé du préfixe péjoratif *ca-* et de *boche*, forme dialectale normande de *bosse*.

Notons que la variante en *di-* de la racine est attestée en gaulois, ce qui permet aussi bien de poser une forme initiale °*Diua*. La forme °*Deua*, tout aussi plausible que °*Diua*, a sans doute été avancée par analogie avec les formes anciennes du nom de la rivière Dee dans le Cheshire, Angleterre, de même origine (*Deoua* ~150), et postulant un britannique °*Deua*. Dans l'état actuel de nos connaissances, ce point (d'ailleurs mineur) ne peut être éclairci[21].

Hiéville est traversé à l'est par l'Oudon, affluent rive droite de la Dives. Les attestations en sont tardives : *le court doudon*; *le Court Doudon* 1610, *lodon torrent*; *l'Odon Torrent* 1720, *Odon* 1725, *Oudon* 1753/1785. Ce nom est le même que celui de l'Odon, affluent de l'Orne à Caen (*Oldon* 1027), et de l'Oudon, affluent de la Mayenne (*Olidum* 1038). Les formes anciennes permettent de restituer un étymon °OL-IT-ÓNE où l'on pense reconnaître une base hydronymique pré-celtique **°ol-** suivie des suffixes *-it-* (peut-être gaulois) et *-one* (gaulois ou gallo-roman). On retrouve d'ailleurs cette base, dont le sens exact reste indéterminé, dans le nom de l'Orne (*Olina* IIe s., *super fluvium Olne* 1026/1027) < °OL-IN-A.

Plusieurs autres cours d'eau de moindre importance longent ou traversent le territoire d'Hiéville. Ainsi, le ruisseau de la Fontaine Saint-Julien (*Douet de la Fontaine Saint Julien*; *Douet de la Fontaine St Julien* 1834, *Ruiss. de la Fontaine St Julien* 1835/1845, *Douet de la Fontaine St Julien* 1938, *Ruisseau de la Fontaine Saint-Julien* 2023), affluent rive droite de l'Oudon au Pont de Boissey, dont la source est à la Fontaine Saint-Julien à Boissey; le cours du Pont aux Vaches, (*Cours du Pont aux Vaches* 1834, *Rui[sseau] du Pont aux Vaches* 1840, *Cours du Pont aux Vaches* 1938), affluent rive droite de la Dives à la limite d'Hiéville et Bretteville-sur-Dives, franchi par le pont homonyme; il porte aujourd'hui le nom alternatif de Fossé du Sapin (2023), d'après le hameau du Sapin; le Douet Vicard (1834), affluent rive droite de la Dives à Saint-Pierre-sur-Dives, arrose Berville, Hiéville et Saint-Pierre-sur-Dives, et perpétue le nom d'un ancien habitant.

---

21 - Ceci n'est pas la seule hypothèse, et certains auteurs ont également invoqué la racine indo-européenne **°d^h^eu-** "couler". Cf. BEAUREPAIRE 1969, § 19, qui met en rapport le nom de la Dives avec d'autres hydronymes de Grande-Bretagne.

• *La flore.*

L'Épinay (*l'Epinais* 1834, *Lépinais* 1835) représente un type toponymique très fréquent désignant un lieu planté d'*épines*, souvent employées autrefois pour matérialiser une limite. En Normandie, ce terme désigne soit l'aubépine (*épine blanche*), soit le prunellier (*épine noire*), parfois d'autres buissons épineux. Quant à la végétation évoquée par le Pré des Joncs (1835), elle s'explique par la proximité du cours du Pont aux Vaches à cet endroit.

Quelques lambeaux de l'ancienne couverture forestière dont ne subsiste localement que le Bois de Quévrue à Mittois sont représentés par le Bois de Hiéville (1834) et deux références aux garennes (de l'ancien français *garene*, *garenne* "réserve de gibier; bois giboyeux") : la Cour de la Garenne (1835) et les Deux Garennes (1835). Trois essences spécifiques sont en outre signalées : le noisetier, d'où les Coudres (1835) et son dérivé collectif la Coudraye (*la Coudrais; la Coudraye* 1835) ; le sapin, rappelé par le nom du hameau et de l'ancienne ferme du Sapin (1834) à Bretteville-sur-Dives et Hiéville, d'où le Champ du Sapin (1835) et le fossé du Sapin déjà mentionné ; et le cerisier sauvage, d'où l'actuelle rue des Merisiers, nom alternatif de la route de Berville.

• *La faune.*

La seule mention d'animaux non domestiques se relève dans le nom du chemin des Hirondelles, nom alternatif du chemin d'Harmonville.

3.2. — Mise en valeur du sol.

Seule trace du défrichement de l'ancien massif forestier subsistante ici, le lieu-dit LES CHOUQUETS (1835) est issu de l'ancien normand *choquet, chouquet*, variante dialectale de l'ancien français *souchet* "petite souche", d'où "lieu où il y a des souches, où l'on a coupé les arbres".
Les terres cultivées sont évoquées de manière générale par le fréquent appellatif *couture*[22], rencontré à plusieurs reprises : ainsi, LA COUTURE (1835) ; avec un nom de personne, LA COUTURE BARDÉ (1835), LA COUTURE D'HIVERT (*la Couture d'hivert; la Couture d'hiver* 1835) ; et avec un autre nom de lieu, LA COUTURE DE BOUGY (1835).

Parmi les différents types de pièces de terre mentionnés, nous relevons bien sûr le *champ* "terre cultivée", d'ou LES MONTS DU CHAMP (1834) ; en référence à un autre lieu, LE CHAMP DE L'ÉGLISE (1835), LE CHAMP D'HARMONVILLE (*le champ d'hermouville* 1835), LE CHAMP DU SAPIN (1835) et LE CHAMP DU TOURNÉ (*les Champs du Tourné* 1834, *le champ du tourné* 1835) ; et avec un nom de personne LE CHAMP MALLET (1835), LE CHAMP VALLON (1835) et LE CHAMP DE VIOLLETTE (1835).
Le *clos* désigne initialement une pièce de terre close de haies, et plus particulièrement en Pays d'Auge un petit herbage clos attenant à la ferme. Le terme apparaît seul dans LE CLOS (1835), d'où LA COUR DU CLOS (1835) et LE PETIT HERBAGE DU CLOS (1835) ; et suivi d'un nom de famille dans LE CLOS SAUVAGE (1835). La *pièce*, au sens vague de "pièce de terre", est mieux attestée, déterminée par un adjectif : LES COURTES PIÈCES (1835) ; par un terme évoquant une culture : LA PETITE PIÈCE À CHENEVIÈRE (1835) ; par un autre toponyme : LA PIÈCE DE BOUGY (1835), LA PIÈCE DU FRICHE AU COQ (1835), LA PIÈCE DES MONTS DE BOUGY (1835) ; ou encore un propriétaire : LA PIÈCE DU CAPUCIN (1835), LA PIÈCE À BINET (1835), LA PIÈCE D'ANGERVILLE (*la pièce d'engerville* 1835). On rencontre son synonyme *parcelle* dans LA VIEILLE PARCELLE (1835).

---

22 - De l'ancien français *coture, costure* "culture, terre labourée" < latin *cultura*, dérivé en *-ura* du verbe *colere* "cultiver; habiter", sur le radical participial *cult-*; de l'indo-européen **°kʷel-** "circuler, séjourner", radical participial **°kʷl̥-tó-**.

Enfin le mot *jardin*, employé au sens de "jardin potager ; verger", se manifeste dans LES JARDINS (1835), LES PETITS JARDINS (1835), LE JARDIN AUX ENTES (1835) et LE PRÉ DU JARDIN DES ENTES (1835).

Plusieurs termes sont en relation avec le labour : ainsi, LES LONGS SILLONS (1835)[23] ; LE TOURNE-CUL (*le tourne cu* 1835) "tournière, espace où la charrue peut tourner", tout comme LE CHAMP DU TOURNÉ (1834). Les pièces étroites et triangulaires, demandant une technique de labour particulière, sont nommées *pointe* ou *aiguillon* : ainsi, LA POINTE (1835) et L'AIGUILLON DU PETIT CAMOT (*leguillon du petit Camot* 1835). Enfin, les mesures agraires locales sont ici représentées par l'*acre* (valant quatre vergées, environ 80 ares) dans LES QUATRE ACRES (1835), soit 3,2 hectares, et, avec un nom de personne, L'ACRE POINTÉ (*Lacre pointé* 1835).

Les terres en herbe destinées au pâturage ou au fourrage sont désignées par trois termes sans surprise : *herbage* ; *pré*, évoquant souvent une prairie humide baignée par un cours d'eau ; et *parc*, qui est un herbage clos. Au premier appellatif se rattachent L'HERBAGE (1835), L'HERBAGE NEUVE (*l'herbage neuve; l'herbage neuf* 1835) et LA PETITE HERBAGE (*la petite herbage; le petit herbage* 1835)[24] ; le déterminant peut évoquer la localisation : L'HERBAGE DE DEVANT LA PORTE (1835) ; l'usage : L'HERBAGE AUX BŒUFS (1835) ; ou un autre toponyme : LE PETIT HERBAGE DU CLOS (1835), L'HERBAGE D'HIÉVILLE (1835).

Il en va de même pour le terme *pré* qui apparaît dans LE GRAND PRÉ (1835), LE PETIT PRÉ (1835) et LE NOUVEAU PRÉ (1835). Le déterminant signale la végétation : LE PRÉ DES JONCS (1835) ; l'usage : LE PRÉ AUX CHEVAUX (1835) ; un autre toponyme : LE PRÉ D'ANTAIS (*le pré d'enté; le pré denté* 1835), LE PRÉ BEAUVAIS (*le pré Bauvais* 1835), LE PRÉ DE BOUGY (1835), LE PRÉ DE CAMOT (1835), LE PRÉ DU CARREFOUR (1835), LE PRÉ DE L'HÔPITAL (1835), LE PRÉ DE LA CROIX (1835), LE PRÉ DE LA CROIX D'ANTAIS (1835), LE PRÉ DU JARDIN DES ENTES (1835), LE PRÉ DE MANCE à Hiéville et Berville (1835, 1937), LES PRÉS DU MOULIN (1835), LE PRÉ DE LA PERELLE (1835), LE PRÉ DU VAS (1835) ; ou un nom de personne : LE PRÉ CAMOT (1835), LE PRÉ CAUVIN (1835), LE PRÉ AU FRANC (1835). Quant au parc, il n'apparaît que dans LE PARC (1835).

---

23 - Mot issu de l'ancien français *seillon* "bande de terre cultivée, regroupant plusieurs raies de labour", puis "mesure agraire (un cinquième d'arpent)" < gallo-roman °SELIONE, d'un radical gaulois *sely*- "amasser la terre, buter".

24 - Rappelons que le mot *herbage* est généralement féminin en Normandie, d'où le genre hésitant dans les attestations écrites.

Deux termes se rapportent plus précisément au pâturage : le *paîtis*[25] (diversement orthographié en toponymie), d'où LES PAÎTIS (*les pétis* 1835) ; et LE COMMUNEAU (1835), évoquant une pâture collective plus fréquemment désignée par les appellatifs *commune* ou *communette*. Deux autres l'évoquent indirectement : le *vast*[26] et le *friche*[27], qui désignent des terres incultes éventuellement pâturées. Au premier se rattache LE VAS (1834), d'où LE PETIT VAS (*les Petits Vas* 1834, *le petit Vas* 1835) et LE PRÉ DU VAS (1835). Le second explique LE FRICHE (1834), important hameau (aujourd'hui disparu) près de la Grâce de Dieu, d'où LE CHEMIN DU FRICHE ; LE FRICHE (1834), ancien lieu-dit près de la Dives ; LES FRICHES (1835) ; LE FRICHE AU COQ à Berville et Hiéville *(le friche au Coq; le friche au coq ; le friche au Cocq* 1835), d'où LA PIÈCE DU FRICHE AU COQ (1835) ; LE FRICHE AUX POTEL (*le friche aux Potel* 1835, *Cr du Friche Potel* 1840) ; et LE FRICHE DE LA MARTELLERIE (1834), également disparu.

Quelques microtoponymes rappellent une culture spécifique. Les plantes fourragères sont représentées par LE TRÈFLE (*le treffe; le treffle; le trèfle* 1835) et LE PETIT SAINFOIN (1835). À la culture du chanvre correspond LA PETITE PIÈCE À CHENEVIÈRE (1835), alors que celle du millet explique LA MILLERAYE (1835). La plantation d'arbres fruitiers (le plus souvent des pommiers) est rappelée par LES RANGS (1835), ainsi que LE JARDIN AUX ENTES (1835) et LE PRÉ DU JARDIN DES ENTES (1835), évoquant la pratique courante de la greffe (*ente*).

Enfin, la microtoponymie locale conserve le souvenir de quelques animaux domestiques sans mystère : L'HERBAGE AUX BŒUFS (1835) ; LE PONT AUX VACHES (*Pont aux Vaches* 1834, *le pont aux vaches* 1835), pont sur LE COURS DU PONT AUX VACHES (1834) précédemment évoqué ; et LE PRÉ AUX CHEVAUX (1835).

---

25 - Dérivé nominal en *-is* de l'ancien français *paistre* "manger; faire paître" < latin *pascere*.
26 - De l'ancien normand *wast, vast*, équivalent de l'ancien français *gast* "lieu inculte, friche; lieu aride" < gallo-roman °WASTU, altération (analogique de divers mots germaniques apparentés) du latin *vastus* "ravagé, dépeuplé, désolé".
27 - De même que le mot *herbage* est féminin en normandie, le mot *friche* y est généralement masculin.

3.3. — L'habitat.

Plusieurs éléments ont été employés, à des époques diverses, pour évoquer des agglomérations d'importance variable. Le plus ancien, dans la toponymie d'Hiéville, est le réflexe roman du gallo-roman VILLA "domaine rural; village" qui apparaît dans les noms d'HIÉVILLE (*Huivilla* 112l/1128, *Hieuvilla* 1180) et d'HARMONVILLE (*Hermovilla* 112l/1128), déjà commentés.

De l'ancien français *ville* dérive *villaige*, *village* "maison de campagne", puis "groupe d'habitations rurales; village, hameau", d'où LE VILLAGE DE HIÉVILLE (1835), ancienne appellation du Bourg[28]. Ce dernier mot est lui-même issu de l'ancien français *borc*, dont le sens initial était "agglomération près d'un château, dont les habitants jouissent de la protection du seigneur", puis "nouvelle ville fortifiée; nouvelle agglomération jouissant de privilèges", avant de désigner une agglomération d'une certaine importance, souvent avec marché, voire simplement, comme ici, les maisons groupées près de l'église.

Peut-être doit-on rattacher au mot *bourg* le nom de BOUGY, étant donné la première attestation relevée (*Bourgis* 1753/1785, *Bougy* 1834). Il s'agirait alors d'un dérivé de *bourg*, de sens sans doute proche, que l'on rencontre aussi dans l'Orne : ainsi, LE BOURGIS à La Chapelle-Montligeon, ou encore LE PETIT BOURGIS à Courgeon. Le doute subsiste cependant, et l'on pourrait simplement y voir la fixation d'un nom de famille BOURGIS. Quoi qu'il en soit, le nom de BOUGY est à l'origine de nombreuses formations secondaires : LE HAMEAU DE BOUGY à Hiéville et Mittois (*Bougy* 1834, *hameau de Bougy* 1835), distinct du précédent[29], LA COUR DE BOUGY (1835), LA COUTURE DE BOUGY (1835), LES MONTS DE BOUGY (1834) d'où LA PIÈCE DES MONTS DE BOUGY (1835), LA PIÈCE DE BOUGY (1835), LE PRÉ DE BOUGY (1835) et LA ROUTE DE BOUGY.

---

28 - Du gallo-roman °BURGU (bas-latin *burgus* "lieu fortifié"), emprunt au germanique °*burgs* < indo-européen **°b^{h}r̥gh-s**, degré zéro de **°b^{h}ergh-** "haut; hauteur (fortifiée)", sans doute identique à **°b^{h}ergh-** "protéger".

29 - Le mot *hameau*, issu l'ancien français *hamel*, dérivé diminutif en *-el* de *ham* "hameau, village" < francique °*haim*.

La trace d'une exploitation agricole médiévale pourrait être représentée par LE PRÉ DE MANCE (1835) à Hiéville et Berville, dépendant de LA MANCE (*la piece de mense* 1602) sur cette dernière commune. Ce nom ambigu peut d'une part faire référence à la *manse*, ancien type d'exploitation constitué d'une habitation rurale et d'une certaine étendue de terre, une unité d'expoitation rurale ou tenure domaniale (à l'époque féodale, on distinguait les manses libres et les manses serviles). Cependant, le terme *mense* ou *manse*, d'origine distincte, a aussi désigné le revenu d'une abbaye, et donc peut-être ici une dépendance de celle de Saint-Pierre-sur-Dives[30].

Les exploitations agricoles sont désignées dans leur grande majorité par le terme *cour*[31], qui a pris localement le sens de "ferme, petit domaine rural avec herbage", parfois simplement "herbage". Ce terme est employé seul dans LA COUR (1835), ou déterminé par un élément à valeur topographique : LA COUR DE BAS (1835) ; un autre toponyme : LA COUR DE BOUGY (1835), LA COUR DU CLOS (1835), LA COUR DE LA GARENNE (1835), LA COUR D'HIÉVILLE (1835) ; ou un nom de personne : LA COUR BINET (1835), LA COUR CREVIER (1835) et LA COUR DES HAIES (1835), du patronyme DESHAYES.

Le mot *ferme* lui-même est moins fréquent, sans doute en raison du statut de l'exploitation initialement prise en fermage, et non en pleine propriété. On ne le relève que dans les noms de LA FERME ENGERVILLE (1835), d'après un nom de famille ANGERVILLE, et de LA FERME DE HIÉVILLE (*Fme de Hiéville* 1834, *la ferme de hiéville* 1835, *Fe de Hiéville* 1840) ou FERME DU CHÂTEAU, appellations alternatives du CHÂTEAU D'HIÉVILLE (1753/1785), et à laquelle menait LE CHEMIN DE LA FERME (1835) rendu à la culture.

Un synonyme de *cour* et de *ferme* est le mot *lieu*, impliquant cependant un caractère plus résidentiel, proche du manoir. On le rencontre dans LE LIEU LAROSE (1834), qui perpétue lui aussi un ancien nom de famille.

---

30 - FOURNIER 1983b, p. 27-28.

31 - Ancien français *cort* < gallo-roman °CORTE < bas-latin *cŭrtem*, accusatif de *cŭrs*, du latin classique *cohors*, radical *cohort-* "enclos, parc (à bestiaux, à instruments agricoles); basse-cour". Ce mot procède du radical indo-européen **°kog^{h}r̥ti-** < **°kom-g^{h}r̥-ti-** "enclos", constitué du préfixe **°kom-** "ensemble, avec" + **°ghr̥-**, degré zéro de la racine **°g^{h}er-** "saisir, enclore" + suffixe **-ti-**.

Plusieurs autres termes évoquent des résidences de plus ou moins grande importance. Au château correspondent LE CHÂTEAU D'HIÉVILLE (*Ch. d'Hieville* 1753/1785, *le Château de Hiéville* 1938 CM, *Château de Hiéville* 1946, *[château] de Hiéville* 1964, *Château de Hiéville* 2024), alias LA FERME DU CHÂTEAU ; et LE CHÂTEAU D'HARMONVILLE à Hiéville et Saint-Pierre-sur-Dives (*château d'Hermouville* 1618, *au manoir de harmonville* 1657, *château d'harmonville* 1834, *château d'Hermonville* 1867). Le *logis*, qui désigne souvent une résidence seigneuriale, explique LE LOGIS (1834). Le terme *mas*, équivalent méridional de l'ancien français *mes, meis* "demeure, habitation, ferme"[32], se rencontre, quoique rarement, sous cette forme en Normandie où il semble avoir été emprunté à date ancienne. Il figure dans LE MAZULET (*le Majulet* ; *le Mazulest*; *le Mazulet* 1835), c'est-à-dire le *mas uslé* "la maison brûlée" où le dernier élément, participe passé de l'ancien français *usler* "brûler", se retrouve dans le nom de DOZULÉ "dos brûlé, hauteur brûlée". Le terme maison lui-même apparaît dans LA MAISON À VICTOIRE (1835), nommée d'après une ancienne propriétaire, et LA MAISON DU PONT DE BOISSEY (1834). Terminons avec L'HERBAGE DE DEVANT LA PORTE (1835), nom de deux parcelles situées devant l'entrée de la ferme du Sapin.

32 - Du gallo-roman °MASU < bas-latin °*mansus* ou *mansum*, du latin classique *mansus*, participe passé de *manēre* "rester, demeurer", de l'indo-européen **°man-ē-**, forme suffixée à valeur stative de la racine **°man-**, variante de **°men-** "rester, demeurer".

3.4. Les voies de communication.

Parmi tous les toponymes d'Hiéville liés à une voie de communication, seul l'un d'entre eux présente un certain intérêt. On relève ainsi la forme dialectale normande *vée, vaie* du mot *voie* dans une curieuse appellation relevée plusieurs fois dans le Calvados[33] : LA VERTE BOUSE (*la verte-bouse* 1835, *la verte bouse* 1860, *la Verbouse* 1883). Il s'agit, pensons-nous, d'une altération de *vée herbouse* "chemin herbeux, chemin vert", ayant subi l'attration de "vert" et de "bouse".

Les autres appellatifs désignant une voie sont sans mystère, définis par un adjectif, un détail caractéristique ou, dans la quasi-totalité des cas, par le nom du lieu où ils mènent. Citons pour mémoire, avec le mot *chemin*, LE CHEMIN DES HIRONDELLES, LE CHEMIN DE L'ÉGLISE, LE CHEMIN DE LA GRÂCE DE DIEU, LE CHEMIN D'HARMONVILLE et LE CHEMIN DE LA PERELLE. En outre, L'ANCIEN CHEMIN (1835), LE CHEMIN DE BRETTEVILLE (1835), LE CHEMIN DE LA FERME (1835), LE CHEMIN DE LA JUSTICE (1835) et LE CHEMIN DU MOULIN (1835) correspondent à d'anciens chemins rendus à la culture. Avec le mot *route*, LA ROUTE DE BERVILLE, LA ROUTE DE BOUGY, LA ROUTE DE CRÈVECŒUR (*Chin Val de Saint Pierre à Crèvecœur* 1834), LA ROUTE DE LIVAROT, ANCIENNE ROUTE DE FALAISE (*Route de Rouen à Falaise; Route de Falaise à Rouen* 1834, *Route de Falaise* 1835/1845, *Chemin de Grande Communication de Rouen à Falaise* 1938), LA ROUTE DE MITTOIS et LA ROUTE DU SAINT-JULIEN-LE-FAUCON.

Les noms de rues ne sont pas plus originales : LA RUE DE L'AUMÔNERIE (nom alternatif du CHEMIN DE L'ÉGLISE), LA RUE DE L'ÉGLISE, LA RUE DE LA MARTELLERIE, LA RUE DES MERISIERS (nom alternatif de la ROUTE DE BERVILLE), LA RUE DES MONTS et LA RUE DU MOULIN D'ANTAIS. On note une seule impasse, L'IMPASSE DE BEAUVAIS, et trois anciens carrefours : LE CARREFOUR DE LA GRÂCE DE DIEU (1834), LE CARREFOUR DE LISIEUX (1834) et LE CARREFOUR DU MOULIN D'ANTAIS (*Carrefour du moulin d'Entais; Carrefour du Moulin d'Antais* 1834). Quant au PRÉ DU CARREFOUR (1835), il se rattache à une intersection anonyme. Terminons avec deux *ponts*, dont le premier est ancien : LE PONT DE BOISSEY sur l'Oudon à Boissey, Bretteville-sur-Dives, Hiéville et Vieux-Pont (*[le] pont de boissey* 1467, 1586, *au pont de boissey* 1737, *Pt de Boësse* 1753/1785, *Pont de Boissey* 1834), d'où LA MAISON DU PONT DE BOISSEY (1834) ; et LE PONT AUX VACHES (1834) sur le COURS DU PONT AUX VACHES (1834; nom alternatif du FOSSÉ DU SAPIN), à la limite d'Hiéville et de Bretteville-sur-Dives.

---

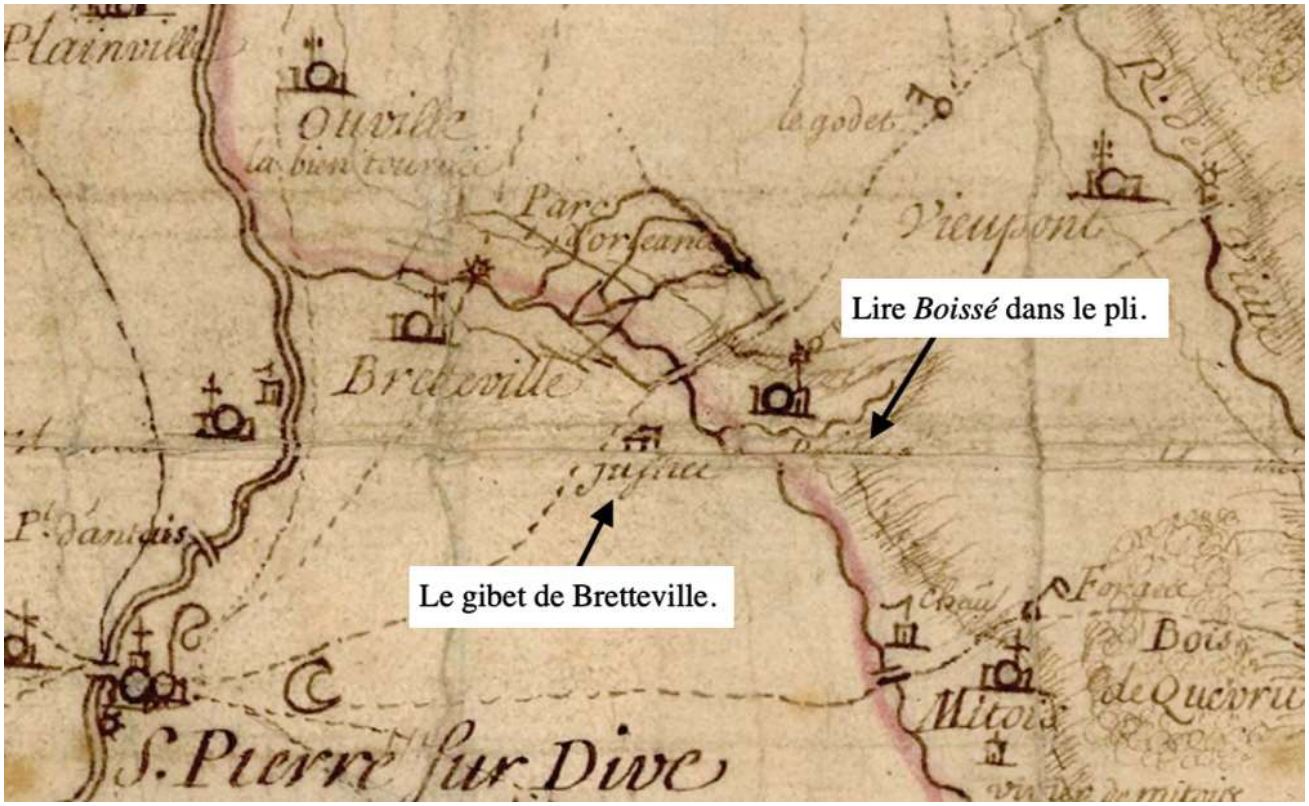
33 - Ainsi, Verbouse à Cagny (1827); la Verbouse à Carcagny (1836); la Verte Bouze à Cesny-aux-Vignes (1823); Delle de la Verbouse à Fresney-le-Puceux (1811), etc.

3.5. — Les activités humaines.

La présence humaine se manifeste indirectement par quelques références toponymiques aux institutions religieuses et civiles. Ainsi, l'église paroissiale d'Hiéville a généré L'ÉGLISE SAINT-PIERRE (*l'Eglise* 1938, 2015, *Église Saint-Pierre* 2024), d'où procèdent LE CHEMIN DE L'ÉGLISE, LA RUE DE L'ÉGLISE et LE CHAMP DE L'ÉGLISE (1835). LA RUE DU CLOCHER est un nom alternatif de la RUE DE L'ÉGLISE. La présence de calvaires (parfois disparus) à certaines intersections explique LE PRÉ DE LA CROIX (1835), LE PRÉ DE LA CROIX D'ANTAIS (1835), et avec un nom de personne LA CROIX MALLET (1835) et LA CROIX POINTÉ (1835).

Sous l'Ancien Régime, la terre concédée au curé par le seigneur local était l'*aumône*, à l'origine de L'AUMÔNE (*Laumône* 1835) et sans doute de LA RUE DE L'AUMÔNERIE, nom alternatif du CHEMIN DE L'ÉGLISE. De même, LA PIÈCE DU CAPUCIN (1835) a dû appartenir à un religieux de cet ordre. L'assistance aux pauvres et aux malades procurée par l'Église est rappelée par l'HÔTEL-DIEU (1835) et LE PRÉ DE L'HÔPITAL (1835).

Les institutions civiles ne sont représentées que par LA JUSTICE, hameau et ancien gibet à Bretteville-sur-Dives et lieu-dit à Hiéville (*Iustice* 1720, *justice* 1720, l*a Justice* 1835), à laquelle menait l'ancien CHEMIN DE LA JUSTICE (1835). Bien visible sur une hauteur dominant la vallée de la Dives, elle servait à exposer les corps de ceux pour qui la justice locale s'était révélée inclémente.



Mariette de la Pagerie, Carte topographique de la Normandie, 1720.

Le nom de LA GRÂCE DE DIEU (1834), qui désigne une maison isolée au XIXe siècle, a dû s'appliquer d'abord à une auberge, devenue le restaurant que l'on sait : ce nom est en effet bien attesté en tant que tel en Normandie à date ancienne (Lisieux, Pont-l'Évêque, Esquay-Notre-Dame, etc.). À ce toponyme se rattachent l'ancien CARREFOUR DE LA GRÂCE DE DIEU (1834) et l'actuel CHEMIN DE LA GRÂCE DE DIEU. On pourrait se demander si le choix du nom de l'auberge, située à un carrefour, n'est pas en relation avec le gibet évoqué ci-dessus. Y aurait-il eu à cet endroit une croix où le futur supplicié se préparait à son dernier voyage ? À moins qu'il ne lui fût permis d'écluser un dernier godet à l'auberge elle-même[34] ? Ceci est bien sûr entièrement hypothétique.

34 - L'usage consistant à offrir à boire ou à manger au condamné qui se rendait au lieu de son supplice est bien attesté. Ainsi, à Paris, les prisonniers allant à Montfaucon pour y être pendus passaient devant l'église du couvent des Filles-Dieu (proche de l'ancienne Cour des Miracles, et de l'actuel passage du Caire), où ils recevaient trois pains et un verre de vin. Pour la route ?

La seule activité artisanale est représentée par quatre références au Moulin d'Antais installé sur la Dives à Thiéville : le carrefour du Moulin d'Antais (*Carrefour du moulin d'Entais*; *Carrefour du Moulin d'Antais* 1834), les Prés du Moulin (1835), le Chemin du Moulin (1835) rendu à la culture, et l'actuelle rue du Moulin d'Antais.

3.6. — Les noms de personnes attestés par la toponymie.

Les noms de certains anciens habitants d'Hiéville ont été préservés, comme partout ailleurs, dans quelques toponymes[35]. Ces derniers évoquent soit la propriété, soit simplement la présence d'une personne ou famille de ce nom, en tant qu'exploitants ou habitants. On en relève différents types : emploi du nom de personne en composition (type médiéval ancien : Hiéville, Harmonville) ; emploi seul (ainsi, le Pivard) ; emploi comme déterminant d'un appellatif, sans préposition (ainsi, le Pré Cauvin) ou avec préposition (ainsi, la Pièce à Binet) ; soit enfin en tant que dérivé toponymique, les suffixes employés étant ici *-ière* (la Bertonnière) et *-erie* (la Martellerie).

• Anciens noms de baptême :

À l'époque où les patronymes se fixent en Normandie (XIIIe/XIVe siècles), de très nombreux noms de baptême étaient d'origine germanique (et parfois scandinave en Normandie), ce qui explique leur grande fréquence dans les noms de famille. Rappelons que les noms dits "d'origine germanique" n'indiquent jamais une quelconque appartenance ethnique ; ils sont simplement le résultat d'une "mode des noms germaniques" apportés par les Francs à l'époque des grandes invasions. Cette tendance atteint son apogée vers le IXe siècle où près de 90% de la population porte un tel nom, puis décline par la suite, progressivement supplantée à partir du XIe siècle par la "mode des noms de saints" dont le culte commence à se développer à cette époque.

---

35 - La plupart de ces noms ont déjà disparu dans la commune au début du XIXe siècle. Ainsi, sur les vingt patronymes attestés par la toponymie d'Hiéville, seuls deux subsitent dans les matrices cadastrales de 1836, contre six au début du XVIIe siècle.

Les noms médiévaux de type germanique résultent de la combinaison de deux éléments significatifs ou référentiels. Cette combinaison est plus ou moins aléatoire et sans signification globale, à la manière des prénoms composés français tels que *Jean-Pierre* ou *Marie-France*. Les voici classés selon ce même premier élément :

◆ *hari-*, forme phonétique évoluée *her(i)-* "armée". — Avec *-mod* "esprit, courage" : *Harimod* d'où HERMO(U)-, puis HERMON- / HARMON- dans Harmonville. — Il s'agit ici d'un nom de personne individuel (nom de baptême), le toponyme s'étant fixé bien avant l'apparition des noms de famille. À celui-ci se rattachent LE CHAMP D'HARMONVILLE (1835), LE CHÂTEAU D'HARMONVILLE (*château d'Hermouville* 1618) et LE CHEMIN D'HARMONVILLE, déjà mentionnés.

◆ *hrod-* "gloire". — Avec *-berht* "brillant" : *Hrodberht* > forme romane Robert, hypocoristique *Robin*, diminutif *Robinet*, forme aphérétique *Binet*, d'où BINET dans LA COUR BINET (1835) et LA PIÈCE À BINET (1835). — Ce nom fut porté entre autres par Marguerite Binet fille de Charles en 1633, Augustine Binet en 1792, Victoire Binet en 1798), Jean Onésime Binet en 1802, etc. Le cadastre napoléonien de 1836 mentionne Jacques Théodore Binet, la Veuve Jacques Nicolas Binet, Jean Binet, Nicolas Binet, jardinier et Philippe Binet (ce dernier de Crèvecœur-en-Auge, mais propriétaire à Hiéville), dont certains possèdent LA COUR BINET et LA PIÈCE À BINET.

◆ *id-*, peut-être "travail, négoce". — Avec *-wulf* "loup" : *(H)id-wulf > Hidulf > °Hiulf*, d'où *Hiu-* puis HIÉ- dans Hiéville. — Même remarque que pour Harmonville. Sur ce toponyme reposent LE VILLAGE DE HIÉVILLE (1835), L'HERBAGE D'HIÉVILLE (1835) et LA COUR D'HIÉVILLE (1835).

◆ scandinave *ív-* "if" [= francique īw-]. — Avec *-harjar* "armée" [= francique *-hari*], *Ívaharjar > Ívarr* > forme romane *Iver, Yver*, d'où HIVER(T), YVERT dans LA COUTURE D'HIVERT (*Couture d'hivert; la Couture d'hiver* 1835).

◆ *wīg-* "combat", forme mutée *wīk-* "combat". — Avec -hard "dur, fort : *Wīkhard > Wicart*, *Vicard* (formes normano-picardes), *Guichart, Guischart*, etc. (formes françaises), d'où VICARD dans LE DOUET VICARD (1834).

En outre, deux prénoms expressifs romans féminins, d'emploi tardif, semblent à l'origine de deux microtoponymes : VIOLETTE (d'après la fleur), d'où LE CHAMP DE VIOLLETTE (1835) ; et VICTOIRE (d'après le nom commun victoire, perpétuant le latin Victoria), d'où LA MAISON À VICTOIRE (*M^on^ a Victoire* 1835). On se souviendra de Victoire Binet attestée en 1798, et peut-être en rapport.

- **Noms d'origine :**

Ils évoquent le pays, la région, la paroisse, le hameau, le lieu-dit dont la personne ainsi surnommée était originaire, ou encore une caractéristique de son habitat : relief, végétation, construction remarquable, etc.

Avec un nom ethnique, voici tout d'abord BRETON / LEBRETON, qui apparaît dans LA BERTONNIÈRE (*la Bertonnière* 1834, *la bersonnière* 1835). Angerville dans le canton de Dozulé explique sans doute ANGERVILLE, d'où LA FERME ENGERVILLE (1835) et LA PIÈCE D'ENGERVILLE (1835), mais il existe quatre autres communes de ce nom en Normandie, sans parler des hameaux. Ce nom de famille est attesté en 1632 par *Jeanne Angerville, fille de Georges et Marie Potier* […] *de la parroisse de Thieville* (mariage à Hiéville) et *par Pierre Angerville* en 1700.

Parmi les noms de famille reposant sur un lieu-dit, un nom de hameau, voire une caractéristique topographique, citons tout d'abord LE CHAMP VALLON (1835), postulant un patronyme VALLON. De même, LA COUR DES HAIES (1835) repose sur le nom de famille DESHAYES, attesté en 1632 par *Jacques Deshayes filz de feu Jean & de Barbe Le Cocq, ses père et mère de Berville* (mariage à Hiéville), ainsi que Catherine Deshayes […] *de la parroisse de Bretheville sur Dyve* en 1633 (mariage à Hiéville). Quant au FRICHE AUX POTEL (*le friche aux Potel* 1835, *Cr du Friche Potel* 1840), il s'explique par POSTEL, nom évoquant une caractéristique du lieu d'habitation, de l'ancien français *postel* "poteau, pilier". On le trouve attesté à Hiéville en 1633 par Robert Le blanchois fils de Henry Le blanchoy et Anne Postel ses père et mère, et Magdalaine Postel en 1637.

• **Professions, activités :**

On note peu de noms de professions proprement dits parmi les anthroponymes locaux. L'ancien normano-picard *quevrier*, correspondant à l'ancien français *chevrier* "gardien de chèvres", fut victime d'une métathèse (*quevrier* > *crevier*) dans CREVIER, d'où LA COUR CREVIER (1835).

La plupart des noms évoquant une profession sont ici des surnoms métonymiques. Ainsi, de l'ancien français *martel* "marteau; action de marteler" procède MARTEL, nom d'artisan utilisant cet outil (forgeron, etc.), d'où LA MARTELLERIE (1834). À ce toponyme se rapportent l'ancien FRICHE DE LA MARTELLERIE (1834), ainsi que l'actuelle RUE DE LA MARTELLERIE. De même, de l'ancien français *male* "sacoche, malle" dérive MALLET, nom de fabricant ou de postillon, qui charge et transporte la malle[36]. On le retrouve dans LE CHAMP MALLET (*le champ Mallet; le champ maillet* 1835) et LA CROIX MALLET (1835). L'ancien français *barde* "bât rembourré" est à l'origine de BARDEL, nom de fabricant de bâts, de sellier, et dont BARDE représente une forme dialectale normande dans LA COUTURE BARDÉ (1835).

Ce même traitement dialectal a affecté l'ancien français *pointel* "pointe de lance" et le nom de POINTEL, surnom probable de fabricant ou de marchand, voire d'utilisateur (soldat, garde, etc.), d'où L'ACRE POINTÉ (*Lacre pointé* 1835) et LA CROIX POINTÉ (1835). Enfin LAROSE, présent dans LE LIEU LAROSE (1834), peut représenter un surnom traditionnel de soldat (cf. *Lafleur, Latulipe*, etc.), quoique ceux-ci soient généralement tardifs; on peut éventuellement penser aussi à un surnom de jardinier.

---

36 - Mais *Mal(l)*et est aussi un hypocoristique médiéval, dérivé diminutif de *Malon, Mallon*, nom d'origine germanique.

• **Sobriquets :**

Parmi les sobriquets évoquant une caractéristique physique, citons tout d'abord CAUVIN, dérivé de l'ancien normand *calf, cauf* (ancien français *chalf*) "chauve"[37]. On le retrouve dans LE PRÉ CAUVIN (1835). On relève ce nom à Hiéville en 1678 : un fils pour Jacques Cauvin & Anne de May sa femme […] nommé Joseph 1678.
Côté caractéristiques morales, l'ancien français *franc* "de condition libre; généreux, au caractère noble") a généré LEFRANC, d'où LE PRÉ AU FRANC (1835). À l'opposé, *salvage* "féroce, sauvage", puis "farouche, peu sociable" est à l'origine de SAUVAGE, d'où LE CLOS SAUVAGE (1835). L'ancien français tardif *pivard* "lourdaud" explique PIVARD dans LE PIVARD (1835). Le surnom animalier LECOQ figure dans LE FRICHE AU COQ (1835) à Berville et Hiéville et LA PIÈCE DU FRICHE AU COQ (1835) à Hiéville. Il repose sur l'ancien français *coc* "coq" évoquant la suffisance, la prétention, la parole facile (le coq est l'archétype du m'as-tu-vu). Ce nom est attesté à Berville par *Barbe Le Cocq* en 1632, à Hiéville par *Elizabeth Pion, fille de Agnen et de Perrette Le Cocq ses père et mère de la par[roisse] de Hyeville* en 1633, et à Bretteville-sur-Dives par *Jeanne Le Cocq, fille de feu Jehan et de Catherine Deshayes ses père et mère de la par[roiss]e de Bretheville sur Dyve* à la même date.

• **Incertain :**

On relève dans la toponymie d'Hiéville deux noms au statut incertain : ANTAIS et CAMOT. Le premier est à l'origine du MOULIN D'ANTAIS à Thiéville, d'où à Hiéville LA RUE DU MOULIN D'ANTAIS et L'ANCIEN CARREFOUR DU MOULIN D'ANTAIS (1834) d'une part, LE PRÉ D'ANTAIS (1835) et LE PRÉ DE LA CROIX D'ANTAIS (1835) de l'autre. Il pourrait s'agir d'un surnom d'origine formé sur le nom de l'Ante (affluent de la Dives à Morteaux-Coulibœuf), entre autres hypothèses.

---

37 - Dans certains cas, il peut s'agir d'un nom de baptême médiéval *Cauvin* < gallo-roman *Calvinus* dérivé du latin *calvus* "chauve".

Le nom de CAMOT est à l'origine du lieu-dit LES CAMOTS (1834), auquel se rattachent LE GRAND CAMOT (1835), LE RESTANT DU GRAND CAMOT (1835), LE PETIT CAMOT (1835), L'AIGUILLON DU PETIT CAMOT (*leguillon du petit Camot* 1835), LE PRÉ CAMOT (1835) et LE PRÉ DE CAMOT (1835). On pourrait avoir affaire ici à une variante graphique de CAMEAU (de l'ancien normano-picard *camel*, ancien français *chamel* "chameau") qui, tout comme CAMELOT (ancien normano-picard *camelot*, ancien français *chamelot* "étoffe de poil de chameau") et CAMELIN (forme normano-picarde de l'ancien français *chamelin* "étoffe de poil de chameau ou de chèvre, mélangée de laine et de soie"), explique un surnom de fabricant, de marchand, ou éventuellement de porteur de tels vêtements.

Dominique FOURNIER

SOURCES DES FORMES CITÉES

ACA : arrêté du 30 messidor an VIII du Sous-préfet de Lisieux relatif à la transmission du courrier administratif [HTP n° 26, juin 1989, p.14-18].

ACAA : Les 50.000 adresses du Calvados et Annuaire Administratif Réunis, Caen, 1964.

ADC : Archives départementales du Calvados.

ADDC : Annuaire du département du Calvados, Impr. H. Le Roy, Caen, 1843.

ADN : Atlas de Normandie, Caen, 1962.

AGC : Lucien Musset, Les actes de Guillaume le Conquérant et de la Reine Mathilde pour les abbayes caennaises, MSAN XXXVII, Caen, 1967.

AL : Annuaire du Lexovien, Lisieux.

ALPE : Almanach de Lisieux et de Pont-l'Évêque. Annuaire des deux arrondissements pour l'année 1876, Lisieux.

ANCC : Léopold Delisle, Les actes normands de la Chambre des Comptes sous Philippe de Valois (1328-1350), Rouen, Le Brument, 1871.

ANI : V. Lavasseur, Atlas National Illustré des 86 départements et des possessions de la France, A. Combette éditeur, Paris, 1854.

ANPF : les Auteurs de l'Atlas National de France [Pierre Grégoire Chanlaire et Dumez], Atlas National Portatif de la France, Bureau de l'Atlas National, Paris, 1792.

ASPD : arpentages à Saint-Pierre-sur-Dives [14], 17e s. [ADC H7180].

ATr : Atlas de Trudaine (1745/1780), Archives Nationales, fonds Cartes et Plans, F/14/*8450, 8452, 8469, 8502.

BGDGL : bail entre Georges Dunot, comte et abbé de Saint-Pierre-sur-Dives, et Gilles Le couvreur, de Berville, 1657 [ADC, s. ref.; publié in HTP n° 8, décembre 1984, p. 19-23].

BLRF : Bulletin des lois de la République française, Imprimerie Nationale, Paris.

BNCR : Gerard Mercator, Britannia et Normandia cum confinibus regionibus, Duisbourg, 1585 [BnF, Collection d'Anville, cote 00456 bis].

BnF : Bibliothèque nationale de France.

CADL : A. Marie-Cardine, Carte de l'arrondissement de Lisieux, E. Bosquain, Lisieux, 1884.

CAJ : Jules-Joseph Vernier, Chartes de l'Abbaye de Jumièges (v. 825 à 1204) conservées aux archives de la Seine-Inférieure, t. I (v. 825 à 1169) et II (1179 à 1204), Société de l'histoire de Normandie, A. Lestringant, Rouen / Au guste Picard, Paris, 1916.

CC : carte de Cassini, 1753/1785.

CDD : Clermont et Jean-Baptiste Poirson, Carte des départements de la Manche, du Calvados, de la Seine Inférieure, de l'Eure et de l'Orne, chez Esnault, Paris, 1811.

CDN : Guillaume de l'Isle, Carte de Normandie, Paris, 1716 [BnF].

CDS : Compte de Procurations pour les années 1369, 1370, 1372, Diocèse de Sées, in PPR, p. 201-222.

CFLM : Gustave Saige, Cartulaire de la seigneurie de Fontenay le Marmion, provenant des archives de Matignon, Imprimerie de Monaco, Monaco, 1895.

CDCa : P.-G. Chanlaire, "Carte du département du Calvados", in Atlas national de la France, Paris,1794.

CGDGN : G. Albrizzi, Carta geografica del governo della Normandia, Venise, 1740/1756.

CGDN : G. Robert de Vaugondy, Carte du gouvernement de Normandie, Paris, 1758 [BnF].

CGN : Guillaume Le Vasseur, Carte générale de Normandie par Guillaume Le Vasseur, Sr de Beauplan, ingénieur ordinaire du roy, 1667 [BnF].

ChDN : Benoît de Sainte-Maure, Chronique des ducs de Normandie (~1175), édition de Francisque Michel, in Collection des documents inédits, Imprimerie Royale, Paris, 3 vol, 1836, 1838, 1844.

CiSPD : P. H. Hurel, Le Cicérone de St-Pierre-sur-Dives ou Recherches historiques sur St-Pierre-sur-Dives et son abbaye, Duchesne éd, Saint-Pierre-sur-Dives, 1840.

CM : cadastre moderne (20e / 21e s.).

CN : cadastre napoléonien.

CNo : Léopold Delisle, Le cartulaire normand de Philippe-Auguste, Louis VIII, saint Louis et Philippe le Hardi, MSAN XVI, 2e série, 6e volume, Paris, 1852.

GNMP : P. Santini, Gouvernement de Normandie avec celui du Maine et Perche, Remondini, Venise, 1777.

CPdA : Jean-Baptiste Bourguignon d'Anville (?), Carte du Pays d'Auge (5 feuillets), 1720 [BnF, cote GED-10450, 10451, 10460, 10465, 10478].

CTN-2 : G. Mariette de la Pagerie, Carte topographique de la Normandie; feuille 2 : Falaise et Beuvron-en-Auge, 1720 [BnF, fonds Cartes et Plans, cote Ge DD 2987 (1009, II) B].

CMP : abbé Barret, Cartulaire de Marmoutier pour le Perche, Documents sur la province du Perche, Mortagne, 1894.

CMS : Siméon Luce, Chronique du Mont-Saint-Michel (1343-1468), Firmin-Didot, Paris, t. I, 1879; t. 2, 1883.

CRL : charte de Robert de Lagace, f-13e / d-14e s. [ADC H7069]; également publiée in Christophe Maneuvrier, "Aux origines du quartier d'Harmonville à Saint-Pierre-sur-Dives", in HTP n° 55, septembre 1996, p. 76.

CTCSPD : Simon, Carte topographique du canton de Saint-Pierre-sur-Dives, 23e feuille de l'Atlas du Calvados, 1840.

DDS : Bernard-Jean-Hyacinthe Jaillot, cartographe, et Jenvilliers, graveur, Diocèse de Sées, divisé en ses cinq Archidiaconnez dont trois sont situés en Normandie et deux dans la province du Perche, 1718 [BnF, série NN, Collection d'Anville, cote 00258 B].

DG : Dénombrement des généralités de 1713 [BnF, ms. fr. 11385, f° 1 à 132].

DGAF : Adolphe Joanne (sous la direction de), Dictionnaire géographique et administratif de la France et de ses colonies, Hachette, Paris, 7 vol., 1890-1905.

DGDN : M. Merian, Duché et Gouvernement de Normandie, Francfort, 1650.

DGF : abbé Expilly, Dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules et de la France, Amsterdam, t. I, 1763; t. II et III, 1764, t. IV, 1766.

DGN : Jean-Baptiste Nolin, Le duche et gouvernement de Normandie Divisé en Haute et Basse Normandie, en Divers Pays, et par Evechez, Paris, 1694 [BnF, IFN-7710251].

DGND : anonyme, Le Duché et Gouvernement de Normandie Divisé Par Evechez et en divers Pais avec le Gouvernement Général du Havre de Grace. Dressé Sur les Mémoires les plus nouveaux, Paris, Crepy 1736 [BnF].

DGNo : N. Sanson d'Abbeville, Geografe du Roy, Duché et Gouvernement de Normandie, Paris, 1650 [BnF, département Cartes et plans, GE D-8727]; réimpr. 1667.

DGU : Dictionnaire géographique universel ou description de tous les lieux du globe sous le rapport de la géographie physique et politique, de l'histoire, de la statistique, du commerce, de l'industrie, etc., etc., 2 vol., Sociétés de Paris, Londres et Bruxelles pour les publications littéraires, Bruxelles, 1837.

DH1 : René-Norbert Sauvage, Les Diplômes de Henri Ier, roi d'Angleterre et duc de Normandie, pour l'abbaye de Saint-Pierre-sur-Dives (1108, 1121/1128), Rouen, 1933.

DL : Saint-Michel, Département du Calvados, district de Lisieux, s.d. (1790/1795).

DPAL : A. F. Lecousturier l'aîné et F. Chaudouet, Dictionnaire géographique des postes aux lettres de tous les départemens de la République française, 3 vol., Valade, Paris, an IX (1802).

DR : Dénombrement du Royaume par Generalitez, Elections, Paroisses et Feux, 2 vol., Saugrain, Paris, 1709.

DTC : Célestin Hippeau, Dictionnaire topographique du département du Calvados, Imprimerie Nationale, Paris, 1883.

DTSPD : Destruction des temples de Saint-Pierre-sur-Dives, Crocy et Fontaines au diocèse de Sées, arrêt du conseil d'état du roi, 1683-1684 [ADC I25].

DUF : Dictionnaire universel, géographique, statistique, historique et politique de la France, 5 vol., impr. Baudouin, libr. Laporte, an XIII (1804-1805).

DUGP : J. G. Masselin, Dictionnaire universel de géographie physique, commerciale,

historique et politique du Monde Ancien, du Moyen Age et des Temps Modernes, Comparées / Dictionnaire universel de géographie, 2 t., Auguste Delalain, Paris, 1830.
DGVB : Duclos, Dictionnaire général des villes; bourgs, villages, hameaux et fermes de la France, 5e és., Martial Ardant, Paris / Limoges, 1851.
EM : cartes d'État-Major (relevés de 1820 à 1866, mises à jour jusqu'à 1889; Basse-Normandie cartographiée entre 1835 et 1845).
EPEN : Jean Bigot sieur de Sommesnil, État des paroisses des élections de Normandie, 1612/1636 [BnF, ms. fr. 4620].
FGF : fieffe à Girot Foucques, 1416 [ADC H7393].
FNO : Michel-Antoine Baudrand, La France suivant les nouvelles observations, C. Roussel, Paris, 1694.
GADF : H. Fisquet, Grand atlas départemental de la France, Paris, 1878.
GDC : Adolphe Joanne, Géographie du département du Calvados, Paris, 1880.
GGN : Bernard Jaillot, Le Gouvernement général de Normandie divisée en ses trois généralitez, Paris, 1719 [BnF].
GGND : Nicolas de Fer, géographe de Sa Majesté Catolique et de Monseigneur le Dauphin, Le gouvernement général de Normandie, Divisé en Haute et Basse, 1710 [BnF].
GVM : Guide Vert Michelin, Normandie, 1975.
HDL : Louis Du Bois, Histoire de Lisieux, Durand, Lisieux, 1845, 2 vol.
HE : Orderic Vital, Historiæ ecclesiasticæ, 1123/1141, éd. Auguste Le Prévost et Léopold Delisle, Jules Renouard, Paris, t. I, 1838; t. II, 1840; t. III, 1845; t. IV, 1852; t. V, 1855.
HEL : Henri de Formeville, Histoire de l'ancien évêché-comté de Lisieux, 2 vol., E. Piel, Lisieux, 1873, réimpression Le Portulan, Luneray, 1971.
HTP : Histoire et Traditions Populaires, Foyer Rural Le Billot, L'Oudon, Notre-Dame-de Fresnay [14].
IDN : Louis Du Bois, Itinéraire descriptif, historique et monumental des cinq départements de la Normandie, 2 vol., Mancel, Caen, 1828.
IGN : cartes imprimées ou informatisées de l'Institut géographique National.
INSEE : Nomenclature des hameaux, écarts et lieux-dits de l'INSEE (1946).
LDO : Victor-Adolphe Malte-Brun, Le département de l'Orne, s.l., 1882.
MR I : Amédée Louis Léchaudé D'Anisy, Grands Rôles des Échiquiers de Normandie, première partie, MSAN XV, 2e série, 5e volume, Paris, 1845.
NBNT : Abraham Ortel dit Ortelius, Neustria. Britanniae, et Normandiae Typus, Anvers, 1594.
NCC : François de Beaurepaire, Les noms de lieux du Calvados, L'Harmattan, Paris, 2022 [révision, notes, addenda et index par Dominique Fournier].
NCO : Louis Duval, Rapport sur l'orthographe des noms de commune du département de l'Orne, Alençon, 1903.
NDR : Nouveau dénombrement du royaume par generalités, elections, paroisses et feux […], 2 vol., Impr. Pierre Prault, Paris, 1735.
NDu : Gerard Valk, Normannia Ducatus, tum Superior ad Ortum, tum Inferior ad Occasum, Praefectura Generalis […] Anglici Caesarea sive Jarsey…, Amsterdam, ~1700.
NGCP : Homann Heirs, Normannia Galliae celebris Provincia in terras suas Ballisiatus, Nuremberg, 1740.
PB : papiers relatifs aux terres de Boissey [14] (procès entre l'abbaye de Saint-Pierre-sur-Dives et les seigneurs de Boissey), 17e-18e siècles [ADC H7297].
PDL : Pouillé du Diocèse de Lisieux, ~1350, in PPR, p. 245-264.
PDR : Pouillé du Diocèse de Rouen, 1337, in PPR, p. 1-73.
PDS : Pouillé du Diocèse de Sées, ~1335 in PPR, p. 223-236.
PJ : papiers relatifs au procès entre Louis Jourdain et l'abbaye de Saint-Pierre-sur-Dives, 18e s. [ADC, cote H7420].
PPDS : Petit Pouillé du Diocèse de Sées, 15e s., in PPR, p. 237-244.
PPF : Panorama pittoresque de la France […], par une société de gens de lettres, de géographes et d'artistes, Firmin Didot, Paris, t. V, 1839.
PPR : Auguste Longnon, Pouillés de la Province de Rouen, Recueil des Historiens de la France, II, Paris, 1903.

PTT : annuaire téléphonique des P & T, puis, par convention, de France Télécom / Les Pages Blanches.

PV : Xavier Vigan, "Acte de partage entre Gilles, Jacques et Nicolas Vigan, fils de Jean Vigan, écuyer, seigneur de Punelay, 5 octobre 1610", in HTP n° 39, p. 58-65.

QN : Léopold Delisle, Querimonia Normannorum, anno 1247, in Les Enquêtes administratives du règne de saint Louis et la chronique de l'anonyme de Béthune, Recueil des Historiens des Gaules et de la France, t. XXIV, Paris, 1904, 1ère partie, p. 1-73.

RADN : Marie Fauroux, Recueil des actes des ducs de Normandie (911-1066), MSAN XXXVI, Caen, 1961.

RAH2 : Léopold Delisle, Recueil des actes de Henri II, revu et publié par Élie Berger, Imprimerie Nationale, Paris, t. I, 1916, t. II, 1920, t. III, 1927.

RAVC : Charles de Bourgueville, sieur du lieu de Bras, et de Brucourt, Les recherches et Antiquitez de la ville et Université de Caen, et lieux circonvoisins les plus remarquables, Caen, 1588.

RCSPD : registre du consistoire de Saint-Pierre-sur-Dives [ADC I 59].

RDBR : Joseph Reese Strayer, The royal domain in the baillage of Rouen, Princeton, Princeton University Press, 1936.

RFBC : Rôle des fiefs du grand bailliage de Caen (vicomtés de Caen, Bayeux, Falaise et Vire) et de leurs possesseurs dressé en 1640, Bulletin Héraldique de France, 1890-1892.

RGEP : Roles par généralités et élections des paroisses de France et de leur imposition aux tailles, 1677 [BnF, cinq cents Colbert, ms. 261 f° 229 à 275].

RHF : Pierre-Gilles Langevin, prêtre, Recherches Historiques sur Falaise, s.l. (Falaise ?), 1814, rééd. Éditions du Bastion, 1987.

RJE : Léopold Delisle, Recueil de jugements de l'Échiquier de Normandie au XIIIe siècle, Paris, 1864.

RPHi : registres paroissiaux d'Hiéville [14], 1632-1792 [ADC].

RR : Wace, Roman de Rou, 1160-1174, édition de Frédéric Pluquet, Rouen, Frère ed., 2 vol., 1827.

RVA : Henri de Formeville, Rôle des fiefs de la vicomté d'Auge, 1620-1640, in HEL II, p. 349-352 [check FVC].

SC : Site Cassini [http://cassini.ehess.fr].

SMC : Arcisse de Caumont, Statistique Monumentale du Calvados, 4 vol., Caen, 1857-1874.

TDH : tables décennales d'Hiéville [14], 1792-1862 [ADC].

VL : Auguste Guilmeth, Ville de Lisieux, s.d., ~1844.

BIBLIOGRAPHIE

BEAUREPAIRE 1969 : François de BEAUREPAIRE, "La toponymie de la Normandie, méthodes et application", in Cahiers Léopold Delisle XVIII, fasc. 1-2, 1er sem., 1969.

BEAUREPAIRE 1986 : François de BEAUREPAIRE, Les noms de communes et anciennes paroisses de la Manche, Picard, Paris, 1986.

BEAUREPAIRE 2022 : François de BEAUREPAIRE, Les noms de lieux du Calvados, L'Harmattan, Paris, 2022 [révision, notes, addenda et index par Dominique FOURNIER].

DU BOIS 1828 : Louis DU BOIS, Itinéraire descriptif, historique et monumental des cinq départements de la Normandie, 2 vol., Mancel, Caen, 1828.

DU BOIS 1845 : Louis Du Bois, Histoire de Lisieux, Durand, Lisieux, 1845, 2 vol.

FOURNIER 1983a : Dominique FOURNIER, "Introduction à la toponymie du canton de Saint-Pierre-sur-Dives : la Viette", in HTP n° 2 (juin 1983), Foyer Rural du Billot-Montpinçon, Montpinçon, p. 7-14.

FOURNIER 1983b : Dominique FOURNIER : "Toponymie de Berville — II", in HTP n° 4 (décembre 1983), Foyer Rural du Billot-Montpinçon, Montpinçon, p. 25-33.

FOURNIER 1989 : Dominique FOURNIER, "Toponymie du canton de Saint-Pierre-sur-Dives : quelques étymologies revues et corrigées", in HTP n° 27 (septembre 1989), Foyer Rural du Billot-Montpinçon, Montpinçon, p. 13-33.

FOURNIER 2012 : Dominique FOURNIER, Les noms de lieux du canton de Saint-Pierre-sur-Dives; vol. I : communes, anciennes paroisses, principaux cours

d'eau, Éditions des Mortes-Terres, Saint-Georges-en-Auge, 2012.
LEPELLEY : René LEPELLEY, Dictionnaire étymologique des noms de communes de Normandie, Caen, Presses Universitaires de Caen / Condé-sur-Noireau, Éditions Charles Corlet, 1993.
MANEUVRIER : Christophe MANEUVRIER, "Aux origines du quartier d'Harmonville à Saint-Pierre-sur-Dives", in HTP n° 55, septembre 1996, p. 53-76.
MORLET 1968 : Marie-Thérèse MORLET, Les noms de personnes sur le territoire de l'ancienne Gaule du VIe au XIIe siècle, Paris, t. I, Les noms issus du germanique continental et les créations gallo-germaniques, CNRS, 1968.
MORLET 1985 : Marie-Thérèse MORLET, Les noms de personnes sur le territoire de l'ancienne Gaule du VIe au XIIe siècle, Paris, t. III, Les noms de personnes dans les noms de lieux, CNRS, 1985.
ROLE DES FIEFS : anonyme, Rôle des fiefs du grand bailliage de Caen (vicomtés de Caen, Bayeux, Falaise et Vire) et de leurs possesseurs dressé en 1640, Bulletin Héraldique de France, 1890-1892.

RÉPERTOIRE ALPHABÉTIQUE DES MICROTOPONYMES D'HIÉVILLE

Acre Pointé (L'). — Lacre pointé 1835 CN.
Aiguillon du Petit Camot (L'). — leguillon du petit Camot 1835 CN.
Ancien Chemin (L'). — ancien chemin 1835 CN.
Aumône (L'). — Laumône 1835 CN.
Aumônerie (Rue de l'), nom alternatif du chemin de l'Église. — rue de l'Aumonerie 2023 r IGN.
Beauvais (Impasse de). — impasse Beauvais 2023 r IGN.
Beauvais. — Beauvais 1834 CN, Bauvais; Beauvais 1835 CN, Beauvais 1840 CTCSPD, 1883 DTC, 1938 CM, 1977 IGN, 1988 PTT, 2023 IGN [sur la pente d'une hauteur].
Bertonnière (La). — la Bertonnière 1834 CN, la bersonnière 1835 CN.
Berville (Route de). — rte Berville 1988, 2015 PTT, Route de Berville 2024 rte OSM.
Bois de Hiéville (Le). — Son A du Bois de Hiéville 1834 bs CN, le bois de hiéville 1835 CN.
Bougy, hameau à Hiéville et Mittois. — Bourgis 1753/1785 CC, Bougy 1834 CN, Bougy 1835 CN, Bougy 1840 CTCSPD, Bougy; Bougis; Baugy 1883 DTC, Bougy 1884 CADL, 1910, 1931 CN, 1938 CM, 1946 INSEE, 1964 ACAA 1411, 1977, 1982 PTT, 1988 IGN, 2005 PTT, le Bougy 2015 PTT, Bougy 2012, 2023 IGN.
Bougy (Route de). — route de Bougy 2023 rte IGN.
Bourg (Le). — Bourg; le Bourg 2015 PTT.
Caboche (La). — la Caboche 1835 CN.
Camots (Les). — les Camots 1834 CN, 1835 CN, le Camot [sur communal rayé], le Cama; le Caumots 1835 CN, les Camots 1903 CN.
Champ d'Harmonville (Le). — le champ d hermouville 1835 CN.
Champ de l'Église (Le). — le champ de l'église 1835 CN.
Champ de Violette (Le). — le champ de Viollette 1835 CN.
Champ du Sapin (Le). — le champ du Sapin 1835 CN.
Champ du Tourné (Le). — les Champs du Tourné 1834 CN, le champ du tourné 1835 CN.

Champ Mallet (Le). — le champ Mallet; le champ maillet 1835 CN.
Champ Vallon (Le). — le champ vallon 1835 CN.
Château d'Harmonville à Hiéville et Saint-Pierre-sur-Dives. — château d'Hermouville 1618 DTC [graphie partiellement normalisée], au manoir de harmonville [ou harmouville] 1657 BGDGL, château d'harmonville 1834 CN, château d'Hermonville 1867 SMC III 566.
Chemin de Bretteville (Le). — chemin de Bretteville 1835 CN.
Chemin de la Ferme (Le). — le chemin de la ferme 1835 CN.
Chemin de la Justice. — chemin de la Justice 1835 CN.
Chemin du Moulin (Le). — le chemin du Moulin 1835 CN.
Chouquets (Les). — les chouquets 1835 CN.
Clocher (Rue du), nom alternatif de la rue de l'Église. — rue du Clocher 2023 IGN.
Clos (Le). — le clos 1835 CN.
Clos Sauvage (Le). — le clos sauvage 1835 CN.
Communeau (Le). — le communeau 1835 CN.
Costils et la Pièce de Bougy (Les). — les Costils et la pièce du Baugy 1835 CN.
Côtis (Les). — les côtis; les Cotis 1835 CN, les Costils 1986, 2015 PTT.
Coudraye (La). — la Coudrais; la Coudraye 1835 CN.
Coudres (Les). — les Coudres 1835 CN.
Cour (La). — la cour 1835 CN.
Cour Binet (La). — la cour Binet; la cour Binet 1835 CN, la Cour Binet 1938 CM, 1977 IGN, cour Binet 2015 PTT, la Cour Binet 2015 PTT, 2023 IGN.
Cour Crevier (La). — la cour Crevier 1835 CN.
Cour d'Hiéville (La). — la Cour d'hiéville 1835 CN.
Cour de bas (La). — la Cour de Bas 1835 CN.
Cour de Bougy (La). — la cour de Bougy 1835 CN.
Cour de la Garenne (La). — la cour de la garenne 1835 CN.
Cour des Haies (La). — la cour des haies 1835 CN, la Cour des Haies 1938 CM, la Cour des haies 1946 INSEE, la Cour des Haies 1977 IGN, cour des Haies 1982, 1988 PTT, la Cour des Haies 2015 PTT, 2023 IGN [# LC Berville].
Cour du Clos (La). — la cour du clos 1835 CN.
Courtes Pièces (Les). — les courtes pieces 1835 CN.
Couture (La). — la couture 1835 CN.
Couture Bardé (La). — la Couture Bardé 1835 CN.
Couture d'Hivert (La). — la Couture d'hivert; la Couture d'hiver 1835 CN.
Couture de Bougy (La). — la Couture de Bougy 1835 CN.
Crèvecœur (Route de). — Chin Val de Saint Pierre à Crèvecœur 1834 rte CN, rte Crèvecœur; rte Crevecœur; rte Crévecœur 1982, 1988 PTT, route Crèvecoeur 2015 PTT, route de Crevecoeur 2023 rte IGN [= D 16].
Croix Mallet (La). — la croix Mallet 1835 CN.
Croix Pointé (La). — la croix pointe 1835 CN.
Deux Garennes (Les). — les deux garenne 1835 CN.
Dives (La), fleuve côtier, se jettant dans la Manche à Dives-sur-Mer. — in marisco Dive 1025 RADN 140 § 36 [représente le nom du fleuve ou celui de Dives-sur-Mer], Diva flumen 1063 RADN 341 § 156, Portus Divæ 1077 DTC, super Divam 1081/1087 AGC 65 § 4, Diva fluvio 1108 DH1 12, 1121/1128 DH1 26, super Divam fluvium 1123/1141 HE II 363, super rivulum Divæ 1123/1141 HE II 13, Diva 1156/1161 RAH2 I 298 § CLXIX l. 26, Dives 1160/1174 RR I 184 v. 3622, Dive 1160/1174 RR I 185 v. 3638, la riviere de Dive ~1175 ChDN II 23 v. 15943, aqu[a] de Diva 1180/1182 RAH2 200 § DCI l. 31, cursu[s] aque de Diva 1198/1213 CAJ II

127 § CLXXII, in aqua Dive 1216 RJE 47 § 185, l'eue de Dive 1245 RJE 174 § 767, inter Divam et Viam 1247 QN 49 § 364, Dive 126l/1266 RDBR 213, super Divam 1273 CNo 193a § 826, supra Dyvam 1276 CNo 343b § 1230, super Dyvam 1280 CNo 240b § 951, supra Dyvam 1322 CMP 70 § 52, sus Dyve 1329 DTC, supra Divam 1337 PDR 4D, supra Dyvam 1337 (?) ANCC 163 § 73, ~1350 PDL 256C, 1373 CDS 209G, Dives 1416 FGF, supra Dyvam 1418 MR I 279b, Dive 1434 CMS II 46 § CLVIII, Dyves 1450 DTC, Dyve 1458 DTC, Diue flu[viu]s 1585 BNCR, [la riuiere] de Diue 1588 RAVC 14, Ifve flu. 1598 NBNT, Dyve 1612/1636 EPEN, 1620/1640 RVA 360, Dive 1640 RFBC 39a, Dive R 1650 DGNo, Dive R. 1650 DGDN, R De Diue 1677 CGN, Dive 1676 ASPD, r. de Dive 1694 DGN, la Diue R. 1694 FNO, Dive ~1700 NDu, Dive R. 1710 GGND, Dive 1715 PJ, 1716 CDN, 1718 DDS, 1719 GGN, 1720 CTN-2, riviere de Dive 1725 CTDLD, Dive R. 1740/1756 CGDGN, Dive 1758 CGDN, 1777 GNMP, Dives 1745/1780 ATGA, Dive 1753/1785 CC, la Dive 1792 ANPF, la Dives R. 1790/1795 DL, Dives R. Merry 1811 CDD, la Dive 1814 RHF xiv, Rivière de Dive 1828 CN, Dive 1830 DUGP II 413b, La dives Riv.; la Dives Riv. 1834 CN, Dive 1837 DGU I 616b, Dives 1839 PPF V-Calvados 13b, la Dives Rive 1840 CTCSPD, la Dive 1840 CiSPD 67, 1845 VL 4, la Dives Riv. 1835/1845 EM, Dive 1854 ANI, la Dives 1878 GADF, 1880 GDC, 1882 LDO 10, la Dive 1883 DTC, la Dives R. 1884 CADL, la Dives 1892 DGAF, la Dive 1903 NCO 12, la Dives (Rivière) 1938 CM, la Dive 1961 RADN, 1967 AGC, Dives 1975 GVM, la Dives 1975 IGN, La Dive (Rivière) 2008 CM, la Dives 2022, 2023 IGN.

Douet Vicard (Le), ruisseau du Calvados, affluent rive droite de la Dives à Saint-Pierre-sur-Dives. — Douet Vicard 1834 CN, Douet Vicard; le Douet Vicard 1835 CN, Douet Vicard Rui. 1840 CTCSPD, Douet Vicard (Ruisseau) 1938 CM, Douet Vicard 1985 CM.

Église (Chemin de l'). — chem Eglise 1984, 2015 PTT, che Eglise 2015 PTT, Chemin de l'Église 2024 r OSM.

Église (Rue de l'). — rte Eglise 1982, 1988 PTT, r Eglise 1982, 1998 PTT, r Eglise 2015 PTT, Rue de l'Église 2024 r OSM.

Épinay (L'). — l'Epinais 1834 CN, Lépinais 1835 CN.

Ferme de Hiéville (La) ou Ferme du Château. — Ch. d'Hieville 1753/1785 CC, Fme de Hiéville 1834 CN, la ferme de hiéville 1835 CN, Fe de Hiéville 1840 CTCSPD, le Château de Hiéville 1938 CM, Château de Hiéville 1946 INSEE, [château] de Hiéville 1964 ACAA 1411, Ferme du Château 2023 IGN, Château de Hiéville 2024 OSM.

Ferme Engerville (La). — la ferme engerville 1835 CN.

Fontaine Saint-Julien (Ruisseau de la), affluent rive droite de l'Oudon au Pont de Boissey, à la limite de Boissey, Hiéville, Bretteville-sur-Dives et Vieux-Pont. — Douet de la Fontaine Saint Julien; Douet de la Fontaine St Julien 1834 CN, Ruiss. de la Fontaine St Julien 1835/1845 EM, Douet de la Fontaine St Julien (Ruisseau) 1938 CM, Ruisseau de la [fontaine] St-Julien 1990 IGN, Ruisseau de la Fontaine St-Julien 2007, 2023 IGN, Ruisseau de la Fontaine Saint-Julien 2023 IGN.

Friche (Le). — le Friche 1834 CN, la Friche; le Friche; le Friche heau 1835 CN, le Friche 1840 CTCSPD, le frichet 1869 CN, le Friche 1883 DTC, 1938 CM, 1946 INSEE, ham Frisch 1986, 1988 PTT, le Friche 1988 PTT, Friche 2015 PTT.

Friche (Le). — le Friche 1834 CN, le Préche; le preche 1835 CN [# la Dives].

Friche (Chemin du). — chem Friche 2015 PTT.

Friche au Coq (Le), ferme à Berville et lieu-dit à Hiéville. — le friche au Coq; le friche au coq; le friche au Cocq 1835 CN, le Friche-au-Coq 1883 DTC, le friche au coq; la friche au coq; le friche au cocq; le frèche du cocq 1911/1913 CN, le friche au coq 1937 CM, le Friche au Coq 1977 IGN, Friche au Coq 1984, 1988 PTT, le Friche au Coq 2023 IGN.

Friche aux Potel (Le). — le friche aux Potel 1835 CN, Cr du Friche Potel 1840 CTCSPD.

Friche de la Martellerie (Le). — le Friche de la Martellerie 1834 CN, le friche de la martellerie 1835 CN, le Friche de la Martellerie 1840 CTCSPD, le Friche-de-la-Mortellerie 1883 DTC.

Friches (Les). — les Friches 1835 CN.

Grâce de Dieu (La). — la Grâce de Dieu 1834 CN, la grace de Dieu 1835 CN, la Grâce de Dieu 1840 CTCSPD, la Grâce-de-Dieu 1883 DTC, la Grâce de Dieu 1938 m is CM, 1946 INSEE, la Grâce de Dieu 1977 IGN, ham Grace de Dieu 1984, 1988 PTT, Grace de Dieu; Restaurant La Grâce de Dieu 1988 PTT, la Grace de Dieu; Grace De Dieu; Restaurant A la Grace de Dieu 2015 PTT, la Grâce de Dieu 2023 IGN.

Grâce de Dieu (Carrefour de la). — Carrefour de la Grâce de Dieu 1834 CN.

Grâce de Dieu (Chemin de la). — chemin de la Grace de Dieu 2023 IGN, Chemin de la Grace de Dieu 2024 OSM.

Grand Camot (Le). — le grand Camot [sur communeau rayé] 1835 CN.

Grand Pré (Le). — le grand pré 1835 CN.

Hameau de Bougy (Le), hameau à Hiéville et Mittois. — Bougy 1834 CN, hameau de Bougy 1835 CN, ham Bougy 2005 PTT.

Harmonville, hameau à Hiéville et Saint-Pierre-sur-Dives. — Nigell[us] de Hermovilla 112l/1128 DH1 21, Hermunvilla s.d. NCC 208, in octo areis terre sitis ap[ud] Hermovill[am]; H[er]mouvill[am] f-13e s. CRL, ? Hermanville 1469 NCC 208, Hermouville 1618 DTC, harmouville [ou harmonville] 1657 BGDGL, au Hameau de Harmonville 1663 RCSPD, Hameau d'Hermonville 1684 DTSPD, Harmonville 1753/1785 CC, Hermonville 1834 CN, Hermonville; heau d hermouville 1835 CN, Hermonville 1840 CTCSPD, 1867 SMC III 566, Harmonville; Hermonville 1883 DTC [deux entrées différentes], Harmonville 1893 RDS, 1938 CM, 1939 AL 457b, 1946 INSEE, 1964 ACAA 1411, 1977 IGN, ham Armonville 1982, 1988 PTT, Harmonville; ham Harmonville 1982, 2015 PTT, 2023 IGN.

Harmonville (Chemin d'). — r Harmonville; r Armonville; rte Harmonville 1982, 1988 PTT, chem Harmonville; r Harmonville 2015 PTT, Chemin d'Harmonville 2024 OSM.

Herbage (L'). — l'herbage 1835 CN.

Herbage aux Bœufs (L'). — l'herbage aux bœufs 1835 CN.

Herbage d'Hiéville (L'). — l'herbage d'hiéville 1835 CN.

Herbage de devant la Porte (L'). — l'herbage de devant la porte 1835 CN.

Herbage Neuve (L'). — l'herbage neuve; l'herbage neuf 1835 CN.

Hiéville. — Huivilla 112l/1128 DH1 22 [noté Hiuville in NPG III 360b], Hieuvilla 1180 MR I 5b, calceia de Heuvilla; Heivilla s.d. (~13e s.) NCC 213, Heauville 1318 CFLM 35 § XXXIII, Hyeuvilla ~1335 PDS 232A, Hienville [lire Hieuville] 1345 NCC 213, Hievilla 1373 CDS 209F, Hyeuville 1428 DTC, Hyeuvilla 15e s. PPDS 242 C, Hieuville 1452 NCC 213, Hieuville 1474 NCC 213, hyeville 1631, 1632 RPHi, la par[roisse] de hyeville 1633 RPHi, Hieville 1612/1636 EPEN, 1640 RFBC 39a, Hieu-

ville 1677 RGEP, [la] paroisse d'Hyeville 1684 DTSPD, Hieuville 1709 DR II 92b, Hieville 1713 DG, 1716 CDN, 1718 DDS, 1719 GGN, Hie-ville [sic] 1720 CPdA, Hiéville 1725 CTDLD, 1735 NDR II 83a, Hieville 1736 DGND, Bieville [sic] 1740 NGCP, Hieville 1758 CGDN, 1764 DGF III 764b, 1753/1785 CC, Hiéville 1793 SC, Hieville 1794 CDCa, Hiéville 1800 ACA, Hieville 1801 BLRF, 1802 DPAL II 25b, 1804 DUF II 701c, 1811 CDD, Hiéville-sur-Dive 1828 IDN 478, Hiéville 1830 DUGP I 617b, 1834, 1835 CN, 1837 DGU I 857b, 1840 CTCSPD, 1843 ADDC 323, Hiéville 1835/1845 EM, Hiéville-sur-Dive 1845 HDL II 455, Hiéville 1851 DGVB 203c, Hieville 1854 ANI, Hiéville 1876 ALPE 115, 1880 GDC 60a, 1883 DTC, 1884 CADL, 1903 PPR, 1921 AL 298b, 1939 AL 460b, 1946 INSEE, 1962 ADN, 1964 ACAA 1411, 1975, 1977 IGN, Hieville 1982 PTT, Hiéville 2006 PTT, 2007 IGN, 2009, 2015 PTT, 2023 IGN.

Hirondelles (Chemin des), nom alternatif du chemin d'Harmonville. — chemin des Hirondelles 2023 IGN.

Hôtel-Dieu (L'). — l'hotel Dieu 1835 CN.

Jardin aux Entes (Le). — le jardin aux antes 1835 CN.

Jardins (Les). — les jardins 1835 CN.

Justice (La), hameau et ancien gibet à Bretteville-sur-Dives et lieu-dit à Hiéville. — Iustice 1720 gib CPdA, justice 1720 gib CTN-2, la Justice 1835 CN, 1840 CTCSPD, 1883 q DTC, 1884 CADL, 1946 INSEE, 1977 IGN, ham Justice 1986, 2005 PTT, la Justice 2023 IGN.

Lieu Larose (Le). — lieu Larose 1834 CN, le lieu Larose; le lieu la rose 1835 CN, Lieu Larose 1840 CTCSPD, le Lieu-la-Rose 1883 DTC, Lieu Larose 1938 CM, 1946 INSEE, 1977, le Lieu Larose 2015 PTT, Lieu Larose 2015 PTT, 2023 IGN.

Lisieux (Carrefour de). — Carrefour de Lisieux 1834 crf CN.

Livarot (Route de). — Route de Rouen à Falaise; Route de Falaise à Rouen 1834 rte CN, Route de Falaise 1835/1845 rte EM, Déple N° 4 de Falaise à Rouen 1840 rte CTCSPD, Chemin de Grande Communication de Rouen à Falaise 1938 rte CM, rte Livarot; rte de Livarot 1982, 1988 PTT, route Livarot; rte Livarot 2015 PTT, Route de Livarot 2023 rte IGN [= D 4].

Logis (Le). — le Logis 1834 CN, le logis 1835 CN, le Logis 1840 CTCSPD, 1938 CM, 1946 INSEE, 2015 PTT, Logis 2015 PTT.

Longs Sillons (Les). — les longs sillons 1835 CN.

Maison à Victoire (La). — Mon a Victoire 1835 CN.

Maison du Pont de Boissey (La). — Maison du pont de Boissey; Mon du Pont de Boissey 1834 m is CN, Maison du haut de Boisey 1835 CN.

Martellerie (La). — la Martellerie 1834, 1835 CN, 1840 CTCSPD, 1883 DTC, 1938 CM, 1977 IGN, Martellerie 1982, 1984 PTT, la Martellerie 1982, 1988, Martellerie 2015 PTT, la Martellerie 2015 PTT, 2023 IGN.

Mazulet (Le). — le Majulet; le Mazulest; le Mazulet 1835 CN.

Merisiers (Rue des), nom alternatif de la route de Berville. — rue des Merisiers 2023 IGN.

Milleraye (La). — la Milleraye 1835 CN.

Mittois (Route de). — rte Mittois 1982, 1988 PTT.

Monts (Les). — les Monts 1834 m is CN, 1835 CN, le Monts [sic] 1840 CTCSPD, les Monts 1883 DTC, 1938 CM, 1946 INSEE, 1977 IGN, 1982, 1988 PTT, 2023 IGN.

Monts (Rue des). — rte Monts; route Monts 2015 PTT, rue des Monts 2023 r IGN.

Monts de Bougy (Les). — Monts de Bougy

1834 CN, les monts de Bougy 1835 CN, Monts de Bougy 1938 CM.
Monts du Champ (Les). — les Monts du Champ 1834 CN, le mont du champ; les monts du champ 1835 CN.
Moulin d'Antais (Carrefour du). — Carrefour du moulin d'Entais; Carrefour du Moulin d'Antais 1834 crfr CN.
Moulin d'Antais (Rue du). — rue du Moulin d'Antais 2023 r IGN.
Nouveau Pré (Le). — le nouveau pré 1835 CN.
Oudon (L'), affluent rive droite de la Dives. — le court doudon; le Court Doudon 1610 PV, lodon torrent 1720 CPdA, l'Odon Torrent 1720 CPdA, CTN-2, Odon R. 1725 CTDLD, Oudon R. 1753/1785 CC, 1792 ANPF, Oudon 1828 IDN 549, L'oudon Riv.; l'Oudon 1834 CN, 1835 CN, Loudon 1835 CN, L'oudon Rive 1840 CTCSPD, Oudon, Riv. 1835/1845 EM, Oudon R. 1854 ANI, l'Oudon 1878 GADF, Oudon R. 1880 GDC, l'Oudon 1883 DTC, l'Oudon R. 1884 CADL, l'Oudon (Rivière) 1938 CM, Oudon R. 1975 IGN, l'Oudon 1979, 1990 IGN, l'Oudon Riv. 2007 IGN, l'Oudon 2023 IGN.
Paîtis (Les). — les pétis 1835 CN.
Parc (Le). — le parc 1835 CN.
Perelle (La). — la Perelle 1835 CN, la perelle 2015 PTT, la Perelle 2023 IGN.
Perelle (Chemin de la). — chem Perelle 2015 PTT, chemin de la Perelle 2023 IGN, Chemin de la Perelle 2024 OSM.
Petit Camot (Le). — le petit Camot 1835 CN.
Petit Herbage du Clos (Le). — le petit herbage du clos 1835 CN.
Petit Pré (Le). — le petit pré 1835 CN.
Petit Sainfoin (Le). — le petit sainfoin 1835 CN.
Petit Vas (Le). — les Petits Vas 1834 CN, le petit Vas 1835 CN.
Petite Herbage (La). — la petite herbage; le petit herbage 1835 CN.
Petite Pièce à Chenevière (La). — la petite pièce à Chenevière 1835 CN.
Petits Jardins (Les). — les petits jardins 1835 CN.
Petits Monts (Les). — les petits Monts 1835 CN.
Pièce à Binet (La). — la pièce à Binet 1835 CN.
Pièce d'Engerville (La). — la pièce d'engerville 1835 CN.
Pièce de Bougy (La). — la pièce de Bougy; la piece de Bougy 1835 CN.
Pièce des Monts de Bougy (La). — la pièce des monts de Bougy 1835 CN.
Pièce du Capucin (La). — la piece du capucin 1835 CN.
Pièce du Friche au Coq (La). — la pièce du friche au Coq 1835 CN.
Pivard (Le). — le Pivard 1835 CN.
Pointe (La). — la Pointe 1835 CN.
Pont aux Vaches (Le) à Hiéville et Bretteville-sur-Dives. — Pont aux Vaches 1834 CN, le pont aux vaches 1835 CN [sur le Cours du Pont aux Vaches].
Pont aux Vaches (Cours du), nom alternatif du Fossé du Sapin. — Cours du Pont aux Vaches; Cours du pont aux Vaches 1834 CN, Rui. du Pont aux Vaches 1840 CTCSPD, Cours du Pont aux Vaches (Ruisseau) 1938 CM.
Pont de Boissey (Le) à Boissey, Bretteville-sur-Dives, Hiéville et Vieux-Pont. — [le] pont de boissey 1467, 1586 [collation 1772] PB, au pont de boissey 1737 PB, Pt de Boësse 1753/1785 CC, Pont de Boissey 1834 CN, Pont de Boissey 1881 MB, Pont de Boissey 1938 m is CM, 1946 INSEE, 1977 é IGN, le Pont de Boissey 1990 m is IGN [pont sur l'Oudon].
Pré au Franc (Le). — le pré au Franc 1835 CN.
Pré aux Chevaux (Le). — le pré aux chevaux 1835 CN.

Pré Bauvais (Le). — le pré Bauvais 1835 CN.
Pré Camot (Le). — le pré Camot 1835 CN.
Pré Cauvin (Le). — le pré Cauvin 1835 CN.
Pré d'Antais (Le). — le pré d'enté; le pré denté 1835 CN.
Pré de Bougy (Le). — le pré de Bougy 1835 CN.
Pré de Camot (Le). — le pré de Camot 1835 CN.
Pré de l'Hôpital (Le). — le pre de l'hopital 1835 CN.
Pré de la Croix (Le). — le pré de la croix 1835 CN.
Pré de la Croix d'Antais (Le). — Pre de la Croix d'antais 1835 CN.
Pré de la Perelle (Le). — le pré de la perelle 1835 CN.
Pré de Mance (Le), lieu-dit à Hiéville et Berville. — le pré de Mance 1835 CN, pré de mance 1911/1913 CN, le pré de mance 1937 CM.
Pré des Joncs (Le). — le pre des joncs 1835 CN.
Pré du Carrefour (Le). — le pré du Carrefour 1835 CN.
Pré du Jardin des Entes (Le). — le pré du jardin des antes [corrigé sur haies] 1835 CN.
Pré du Vas (Le). — le pré du Vas; le pré du vas 1835 CN.
Prés du Moulin (Les). — le pré du Moulin; les pres du Moulin 1835 CN.
Quatre Acres (Les). — les quatre acres 1835 CN.
Rangs (Les). — les Rangs 1835 CN.
Restant du Grand Camot (Le). — le restant du Gd Camot 1835 CN.
Saint-Julien-le-Faucon (Route du). — route de Saint-Julien-le-Faucon 2023 IGN [= D 511].
Saint-Pierre (Église). — l'Eglise 1938 CM, 2015 PTT, Église Saint-Pierre 2024 OSM.
Sapin (Fossé du), nom alternatif du Cours du Pont aux Vaches, ruisseau de l'Orne, affluent rive droite de la Dives à la limite de Bretteville-sur-Dives et Hiéville. — Fossé 01 du Sapin 2023 IGN.
Sapin (Le), hameau à Bretteville-sur-Dives et Hiéville. — le Sapin 1834 CN, le sapin; le Sapin 1835 CN, le Sapin Fme 1840 CTCSPD, le Sapin 1883 DTC, 1946 INSEE, le Sapin 1977 IGN, 2005 PTT, 2023 IGN.
Tourne-Cul (Le). — le tourne cu 1835 CN.
Trèfle (Le). — le treffe; le treffle; le trèfle 1835 CN.
Vas (Le). — le Vas 1834 CN, les Vas 1835 CN, les Vases; lieu-dit Vases 2015 PTT.
Verte Bouse (La). — la verte-bouse 1835 CN, la verte bouse 1860 CN, la Verbouse 1883 DTC.
Vieille Parcelle (La). — la vieille parcelle 1835 CN.
Village de Hiéville (Le). — Vge de hiéville; Village de hiéville; Vge de hièville 1835 CN.

QUELQUES NOMS DE FAMILLE (XVIIe- XIXe SIÈCLES) ATTESTÉS À HIÉVILLE ET FIGURANT DANS LA TOPONYMIE

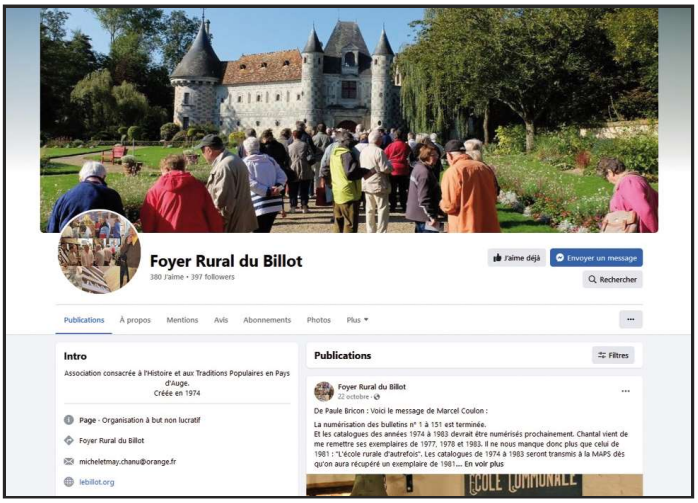
ANGERVILLE. — Jeanne Angerville fille de Georges et Marie Potier […] de la parroisse de Thieville 1632 RPHi [Thiéville; mariage à Hiéville]. — Pierre Angerville 1700 RPHi.
BINET. — Marguerite Binet fille de Charles 1633 RPHi. — Augustine Binet an I (1792); Victoire Binet an VI (1798); Pierre Cyrille Binet an IX (1801); Jean Onésime Binet an X (1802) TDH. — Jacques Théodore Binet; Veuve Jacques Nicolas Binet; Jean Binet; Nicolas Binet, jardinier; Philippe Binet [Crèvecœur, propriétaire à Hiéville] 1836 CN.
CAUVIN. — Lesquelz mariéz nous ont dict avoir esté mariez en la par[roisse] des ostieux papion par me pierre Cauvin pbre 1638 RPHi [nouveau mariage (?) à Hiéville]. — un fils pour Jacques Cauvin & Anne de May sa femme […] nommé Joseph par Guill[aum]e Demay assisté de Margueritte Meneult 1678 RPHi.
CREVIER. — François Crévier † an IX (1801) TDH. — Veuve Jean Crevier 1836 CN. — Jean Crevier, propriétaire 1890 CN.
DESHAYES. — Jacques Deshayes filz de feu Jean & de Barbe Le Cocq, ses pere et mere de Berville 1632 RPHi. — Catherine Deshayes […] de la par[roiss]e de Bretheville sur Dyve 1633 RPHi [Bretteville-sur-Dives; mariage à Hiéville].
LECOQ. — Jacques Deshayes filz de feu Jean & de Barbe Le Cocq, ses pere et mere de Berville 1632 RPHi [Berville; naissance à Hiéville]. — Elizabeth Pion fille de Agnen et de Perrette Le Cocq ses pere et mere de la par[roisse] de Hyeville 1633 RPHi. — Jeanne Le Cocq fille de feu Jehan et de Catherine Deshayes ses pere et mere de la par[roiss]e de Bretheville sur Dyve 1633 RPHi [Bretteville-sur-Dives; mariage à Hiéville]
POSTEL. — Robert Le blanchois fils de Henry Le blanchoy et Anne Postel ses pere et mere 1633 RPHi. — Magdalaine Postel 1637 RPHi.

Retrouvez-nous sur Internet !

Comment suivre régulièrement les actualités du Foyer Rural du Billot quand on est géographiquement éloigné ?
Rien de plus simple grâce à Internet où le Foyer Rural du Billot est doublement présent en ligne.

1. Actualités, vidéos, sommaires des différents numéros du Bulletin du Foyer, abonnement, événements à ne pas manquer…
Le site Internet du Foyer est à votre disposition à l'adresse :
www.lebillot.org

2. Pour les plus aguerris, adeptes de la souris numérique, n'hésitez pas à suivre aussi les actualités du Foyer Rural du Billot sur notre **Page Facebook** !



ISSN 0298-6728
Numéro 153 / juin 2024
Imprimé par Arts'Print Numeric - Condé en Normandie
Dépôt légal : juin 2024